la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

18e année. — N° 325. — Nouvelle série n° 24. MARS 1949. — Prix : 40 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 230 fr.
Un an .... 400 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 300 fr.
Un an .... 500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne,
14, rue de Tracy — PARIS (II°)
Téléphone : Central 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 24 - Mars 1949

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1948 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

CONSÉQUENCES MORALES ET POLITIQUES DE LA FAIM

« Il n'y aura pas de reconstruction morale ni matérielle possible tant que ne sera pas rétabli le libre choix naturel dans l'alimentation. »

Prof. Dr. F.-H. REIB-GOTTINGEN

(« La faim, problème physiologique et politique »
« NEUE ZEITUNG », Munich 18-11-46)

LA RUEE VERS LES CAMPAGNES

La première réplique qu'on s'attire en parlant à l'homme de la rue, au crâne si savamment bourré, de la misère allemande, est à peu près toujours la même : c'est bien « leur » tour. Il serait vain de chercher à convaincre Français Moyen de l'absurdité politique des représailles s'abattant sur des irresponsables. L'intérêt est ailleurs : il réside dans l'absence de réelle comparaison entre la situation de la France occupée d'hier et celle de l'Allemagne d'aujourd'hui. Jamais les Allemands ne trouvèrent, à ma connaissance, dans les plus serviles agents de la collaboration des instruments approuvant publiquement leur politique de spoliation. Les Russes au contraire trouvèrent des pontifes communistes pour déclarer : « Les Allemands (entendez les communistes allemands) aiment mieux voir les usines de la zone soviétique tourner pour les Russes que pour les capitalistes. » (Ulbricht, membre du Comité central du parti communiste berlinois, conférence de presse donnée à Munich le 10 juin 1947). A la spoliation bénie par les prêtres communistes — en opposition avec toute la tradition socialiste allemande — s'ajoutèrent les interdictions de voyager; les rafles opérées dans les gares et les trains par les « policiers-camarades » — au zèle à toute épreuve. Une guerre sans merci fut menée contre le Berlinois assiégé dans sa ville bien avant le blocus.

Mais il n'est pas de digue pouvant arrêter le flot humain affamé. Et combien de fois je me suis mêlé à ce flot se ruant vers les campagnes comme les pionniers du Nouveau-Monde vers l'or. Quelles expéditions ! Le contrôle se renforçant avec l'audace des resquilleurs, il fallut bientôt s'éloigner d'au moins 75 kilomètres de Berlin pour obtenir un billet dans une gare sans présentation de laissez-passer. Parlant de ce flot encombrant le grand métro et les routes, conduisant des points terminus à la première gare délivrant des billets sans laissez-passer — la proche banlieue étant battue et vidée de ses produits agricoles — Ackermann, membre du Comité central du parti communiste berlinois, écrivait le 8 août 1947 : « On rencontre les « chineurs » partout, essayant de se procurer chez les paysans le petit supplément de patates, de farine et d'œufs. Ils déambulent sur toutes les routes et attendent des heures durant sous la pluie et dans le froid pour être emmenés dans un camion. Ils remplissent les trains, qui seraient allégés d'au moins les trois quarts si les « chineurs » n'existaient pas. Il y a des lignes secondaires où les ouvriers ne peuvent, à cause d'eux, trouver de place dans les trains et doivent se rendre à pied à leur travail. Les « chineurs » désorganisent toute planification, minent le moral du travailleur et soustraient des millions de précieuses heures de travail à la reconstruction. Ce ravitaillement « à la chine » conduit même au vol sur le lieu de travail, parce qu'on peut échanger chez les paysans des clous et des bas contre des œufs et de la farine. Il y a encore d'autres répercussions regrettables, qui ne doivent pas être négligées dans le fonctionnement complexe de l'économie. C'est d'abord, poursuit Ackermann, le grave empoisonnement du moral populaire. Les millions de travailleurs qui ne peuvent faire des voyages d'approvisionnement sont en rage contre leurs voisins qui améliorent ainsi leur menu quotidien et également en rage contre les autorités qui ne peuvent mettre un terme à ces pratiques de l'approvisionnement clandestin. Les centaines de milliers qui, de leur côté, font le voyage de la ville à la campagne, sont remplis de haine contre la police quand celle-ci leur fait vider leur rucksack et leur a fait ainsi donner leur dernière serviette de toilette pour rien. Un travailleur me montrait une fiche de confiscation délivrée par la police. Il s'agissait en tout et pour tout de 2 kilos de patates, 2 kilos de farine et d'autres produits dans la même proportion. Pour cela, le travailleur avait dû aller frapper à beaucoup de portes et faire beaucoup de boniment. Il avait dépensé 85 marks pour le voyage, soit le salaire de *deux semaines* de travail. Pendant quatre jours il avait hanté les gares et les routes. Puis survint la police, réduisant tous ses efforts à néant. Peut-on s'étonner que ce travailleur soit acculé au désespoir ? Je le connais, ce travailleur, depuis des dizaines d'années. Il ne serait pas allé faire un voyage d'approvisionnement s'il n'y avait été contraint. Au résultat, il n'y a que haine, haine contre les paysans, contre la police, contre tout ce qui est administration et responsabilité.» (« Neues Deutschland », 8-8-1947.) Ackermann expliquait que la police était tenue de confisquer tout ce qui était acquis en marge des prescriptions légales. Le troc est en principe défendu, rien ne doit circuler en sous-main. Le paysan a le droit de vendre sur les marchés libres, au-dessus de la taxe, les produits lui restant après avoir satisfait à la fourniture des contingents imposés. Mais ces marchés n'existent pour ainsi dire pas et il est *en principe défendu aux citadins d'employer le train pour s'y rendre et surtout de transporter des vivres d'une région à une autre, quel qu'en soit le mode d'acquisition.* Cette double défense *s'applique surtout aux Berlinois habitant les secteurs occidentaux.* Pour remédier à ces interdictions et couper les vivres aux trafiquants, Ackermann

proposait que de grandes organisations de consommateurs allassent faire le ramassage dans les campagnes. Or des rabatteurs de ce genre étaient déjà à l'œuvre pour le compte des cantines d'entreprise et certains syndicats, et nous touchons là au trafic classé sous la rubrique des « affaires de compensation », qui n'est que le marché noir officiel dont est exclue la masse des consommateurs, du fait que seuls ceux qui produisent ont quelque chose à échanger et peuvent se procurer lesdits produits agricoles, et qu'aucune coopérative de consommation ne pourrait payer les prix d'objets fabriqués en contrebande, avec des matières premières achetées à des cours prohibitifs. Les produits agricoles qui seraient achetés ainsi seraient invendables et tomberaient sous le coup des décrets visant les hausses illicites.

A ces solutions impraticables s'ajoutèrent les appels à la raison et au bon sens : « Le manque de pommes de terre a déchainé une véritable chasse à courre pour s'en procurer envers et contre tous... Les voyages à la campagne ont pris une telle ampleur qu'ils constituent un grave danger pour la prochaine récolte, parce que les quantités de pommes de terre disponibles sont tellement insuffisantes que les paysans pourront à peine ensemencer les quatre cinquièmes de leurs terres. Aussi, celui qui, pour une satisfaction immédiate, fait passer des pommes de terre nécessaires aux semences dans sa marmite *commet un crime méritant le plus sévère châtiment, parce qu'il nuit au ravitaillement général.* » (« Telegraf » 11-4-46). Paroles dans le désert : ventre creux... « Si ce n'est pas moi qui les mange, se dit chacun, ce sera le voisin. » Et tout le monde se lance à la curée avec la conscience tranquille ! La seule considération pouvant faire reculer, c'est la crainte de se faire broyer les jambes quand les marchepieds des wagons se rompent sous la charge ou celle de se faire happer par un autre train. Il n'y en a pas d'autre. Pourtant de systématiques rafles policières parvinrent à décourager les plus entreprenants et l'on vit des parcours où les trains finirent par circuler à vide. J'en reparlerai tout à l'heure, à propos de « brigandage policier ».

LE MARCHE NOIR PRIVE

Cette ruée des masses populaires vers la campagne provient surtout de ce que le marché noir berlinois leur est inaccessible. Alors que les cours, les produits, atteignaient en France et en Belgique occupées généralement le double ou le triple du prix taxé, en Allemagne soviétique et particulièrement à Berlin, ils furent, jusqu'à la réforme monétaire, de 40 à 300 fois le prix imposé. On se rend mieux compte de l'impuissance d'achat en convertissant ces prix en journées de travail. En novembre 1945, le pain noir coûtait 30 à 35 marks la livre, soit environ cinq journées de travail ; en 1947, 10 à 15 marks, soit environ deux jours de travail : après la réforme monétaire, à peine une journée de travail. Le reste à l'avenant : la livre de beurre, après la réforme monétaire, étant encore 20 fois le prix normal, l'ouvrier doit encore travailler cinq journées pour s'en payer une !

Le thermomètre de l'affamement de Berlin est le marché du troc. Les places publiques lui ayant été interdites, il s'est réfugié dans l'apposition de petites affiches dans les rues les plus passantes. Tout le monde ou presque cherche des vivres : un fer à repasser, une paire de rideaux, des meubles, de la saccharine, etc. sont offerts en échange de pain, de pommes de terre ou de farine. Ces papillons, que la police a la mission d'arracher systématiquement, ruinent la thèse prétendant que les « chineurs » encombrant les trains sont tous des trafiquants, car s'il en était ainsi les offres de vivres l'emporteraient sur celle des objets. Les petites affiches sont le refuge des « économiquement faibles », de ceux qui n'osent ou ne peuvent risquer des expéditions en chemin de fer.

Si l'on ne risquait que de se faire confisquer les marchandises, ce ne serait encore qu'un moindre mal. Mais le plus souvent l'homme valide est arrêté et envoyé dans un camp de travail pour une durée indéterminée, et comme on a besoin de monde pour les mines d'uranium, son plein emploi est vite trouvé. La police est en possession de listes de gens disparus ainsi au cours d'un voyage. Combien de fois ai-je abandonné les trains pour échapper à la rafle !... La chasse à l'homme, dans toute sa splendeur...

Les interdictions de voyager et les rafles policières — police allemande communiste opérant de concert avec la police russe — indiquent que les campagnes sont les chasses réservées de l'occupant, qui a ses rabatteurs pour l'approvisionnement des casinos militaires et des cantines des entreprises travaillant pour lui. Tous ces gens-là, ça va de soi, ne circulent pas en resquilleurs : ils ont les express à leur disposition, des camions nantis de toutes pièces et estampilles nécessaires, ils jouent du téléphone. Nous les retrouverons bientôt à propos du « brigandage officiel ».

LE MARCHE NOIR OFFICIEL

Les occupants se sont plus souciés de réglementer le marché noir que de le supprimer : ils ont même ouvert boutique pour l'exploiter. Les Américains ouvrirent à Zehlendorf un comptoir d'échange basé sur le système des points. Pour un Leica ou un bel appareil de radio on pouvait obtenir des cartouches de cigarettes ou une paire de souliers d'occasion ! Tout à fait dans l'esprit du « Marchand de Venise » ! Ce que les Réparations ne pouvaient rafler, les pratiques d'usurier y parvinrent. Les Russes ne s'embarrassèrent pas de troc : ils ouvrirent des comptoirs où l'on pouvait tout se procurer contre argent comptant. Pour juger des résultats obtenus, il n'y avait qu'à aller voir le départ des trains de permissionnaires, comme je le fis souvent à la gare de Tegel, dans le secteur français. Ce n'était que la répétition dans le sens inverse des trains de permissionnaires allemands : les pillards n'avaient fait que changer de côté ! Tels sont les missionnaires chargés de démocratiser l'Allemagne !... Et cela, c'est ce qu'on voit, et c'est peu de chose en comparaison de ce qu'on ne voit pas. Je me suis trouvé, dans des circonstances spéciales, en contact avec un ancien commissaire du gouvernement (qui avait précisément à répondre d'exactions) et d'un instrument irresponsable d'un véritable gang, qui m'expliquèrent l'art de détrousser les industriels allemands en vertu d'ordres de réquisition, vrais ou faux. Quand on entend cela, on est fixé sur la moralité des occupants et on n'a pas besoin d'obtenir communication de la comptabilité des commissions des Réparations ! Le

marché noir est approvisionné par toutes ces extorsions et par certaines facilités d'importation dont jouissent les militaires stationnés. On vit la presse américaine faire de la réclame pour des cigarettes, que le militaire en occupation pouvait recevoir, durant un certain temps, en quantité illimitée. Un jour, des officiers américains chargèrent un de mes amis, un avocat, de leur acheter des chevaux de course avec du tabac !

La réforme monétaire, qui devait juguler le marché noir, s'est tout au plus limitée à en bouleverser les cours. Le blocus, lui non plus, ne le fit pas disparaître. Les millions de cigarettes, les tonnes de beurre, de saindoux et de chocolat arrivèrent, comme le révéla la « Weltwoche » du 19-11-48, par la voie des airs. Mais les avions ne furent pas les seuls briseurs de blocus : des camions, affrétés par tel ou tel commandant, apportèrent de Brême et de Hambourg des conserves de poisson pour le marché clandestin. Quand les Russes avaient la mauvaise idée de confisquer véhicules et chargement, alors ils devaient s'attendre à voir aussi leurs camions confisqués s'ils se risquaient à traverser les secteurs occidentaux. C'était de bonne prise, comme au temps des corsaires, comme au temps du blocus continental. La « Weltwoche » révéla encore que les missions militaires yougoslave, polonaise et tchèque allaient ainsi chercher de grosses quantités de marchandises américaines, qui étaient revendues en dollars, et tout cela sous le pavillon de l'immunité diplomatique !

De leur côté les Russes, que le blocus ennuie beaucoup, doivent recourir aussi au marché noir pour approvisionner leur zone en certains produits industriels, tels que pièces détachées d'automobile, clouterie et boulons, etc., se trouvant dans les zones de l'ouest. Une commission économique allemande est chargée de ces achats, et les commandes de 800.000 marks sont des opérations courantes. Les marchandises sortent en fraude des zones occidentales et entrent dans la zone soviétique à des points assignés de la ligne de démarcation. Avec des « contrebandiers » de cette envergure, c'est naturellement un jeu d'acheter les complaisances policières. En échange, pour se procurer des devises, les Russes exportent vers l'ouest des bas et des tissus. Il va de soi qu'il faut pour toutes ces opérations des hommes de paille : ils les ont trouvés sans peine dans les dirigeants communistes de l'ouest. Les Berlinois ont raison quand ils disent à propos de la flicaille lancée partout à leurs trousses dans la zone soviétique : On pend les petits pour laisser courir les grands !

CHASSE A L'HOMME ET BRIGANDAGE POLICIER

Sous prétexte de chasser les trafiquants et de damer le pion aux audacieux qui lui échappent dans les gares et les trains, la police se mit à peigner systématiquement les rues et les places publiques. Voyons le résultat d'une de ces expéditions policières. Le 19 juillet 46, le butin d'une rafle opérée dans le quartier de la gare de Silésie s'établit de la façon suivante : 20 livres de sucre et 1 kilo de lard ! C'était pour cela qu'on avait mis tout le quartier en état de siège et fait des visites domiciliaires ! Pour masquer le ridicule d'un tel déploiement de forces, on expliqua que ce maigre butin était dû au fait que les rafles précédentes avaient rendu les trafiquants plus prudents. Il y avait en vérité une tout autre raison : la police avait raflé pour elle-même ! Le butin était d'autant plus facile à faire disparaître qu'il ne s'agissait pas de stocks fabuleux. J'en ai connu des victimes de ces rafles, auxquelles on avait indûment confisqué quelque chose. Elles pouvaient toujours aller réclamer leur bien à la préfecture de police : le préfet lui-même n'était pas fichu de le retrouver. Ce serait à croire que les policiers organisaient des rafles pour s'approvisionner, leurs fonctions et leurs heures de service ne leur permettant pas d'aller « à la chine » eux-mêmes ! Et on peut dire qu'ils s'y entendaient pour faire place nette : les provisions de bouche, indispensables au voyageur étant donné que les cartes d'alimentation n'ont en zone soviétique qu'une valeur locale, étaient confisquées avec le reste. Certes, il y avait bien des tickets d'alimentation spéciaux pour le voyage, mais pour cela, il fallait d'abord être un voyageur « légal », muni d'un laissez-passer...

De temps à autre, des échos indignés se firent jour dans la presse allemande contre les méthodes rendant la vie infernale aux voyageurs et les voyages dangereux au possible. Le 13 mars 1946, entre autres, la « Volkszeitung », organe alors du parti communiste, protestait en ces termes : « Cela (la lutte contre les trafiquants pour défendre l'approvisionnement général) ne doit pas conduire à ce que la police confisque toutes les petites quantités de vivres, telles qu'un rucksack de pommes de terre, 125 grammes de beurre ou une livre de farine, et cela sans délivrer le moindre reçu. De tels agissements doivent cesser... De telles mesures ne répondent pas aux mesures décrétées. Seuls doivent être confisqués les vivres qui dépassent manifestement les besoins personnels du voyageur. » Le zèle de la police de la zone soviétique, qu'il ne faut pas confondre avec celle de Berlin (même avant qu'il existât deux polices), était sans borne : elle alla jusqu'à confisquer les vivres-salaires des Berlinois requis par l'Arbeitsamt pour les travaux agricoles ! Les Russes n'avaient tout de même pas exigé que les requis travaillassent pour rien !

Ces pratiques et bien d'autres non moins révoltantes finirent par provoquer une mise au point du préfet de police de Berlin qui rappela qu'il n'était pour rien dans ces méfaits, chaque police obéissant hors de Berlin à des directives locales. Afin d'éviter toute confusion, on précisait la couleur des uniformes ! Bien sûr, s'il y avait eu un ministre de l'Intérieur... J'ai assisté dans la région de Magdebourg à de curieuses scènes : des soldats russes protégeaient des Allemands contre leur propre police qui, en leur confisquant leurs quelque 20 kilos de patates, ne faisait pourtant qu'appliquer les ukases de la kommandantur ! L'excès de zèle n'était pas seul en cause, et on s'aperçut que la qualité d'ancien détenu, qui avait prévalu en 1945 lors du recrutement de la nouvelle police, ne constituait pas un brevet de civisme suffisant. On accéléra l'épuration du personnel policier, qui en deux ans fut presque entièrement renouvelé, à l'occasion de quoi nombre de policiers-brigands se retrouvèrent derrière les barreaux... Mais en zone soviétique, où les policiers-partisans remplacèrent les policiers-brigands, la population n'a guère gagné au change. D'ailleurs, pour remédier à l'attiédissement éventuel du zèle partisan, on se re-

mit en certains endroits, comme à Potsdam par exemple, à intéresser le flic au butin : 1 kilo de sucre par 50 kilos de fruits capturés. Il ne fallait pas qu'une cerise du verger berlinois échappât aux confituriers fournissant les troupes d'occupation et les sociétés soviétiques d'achat ! J'ai vu les « policiers-camarades » souventes fois à l'œuvre : leurs prestations de service ressemblaient plutôt aux expéditions punitives des bandes de Darnand, car eux seuls peuvent encore croire que les trains bourrés d'affamés sont vraiment les chevaux de Troie des ennemis de l'ordre soviétique !

LE PILLAGE OFFICIEL

Le flic qui en zone soviétique vous confisque vos provisions de bouche sur les routes ou dans les trains n'est qu'un aigrefin sans envergure. Ceux qui le lancent à vos trousses sont des gangsters d'une autre espèce.. Mais comme les policiers-brigands finissent par se faire pincer, les édiles véreux finirent eux aussi par se faire prendre la main dans le sac. Le 23 mai 1946, la presse berlinoise révéla qu'on venait de découvrir un « trou » de 28.700 tonnes dans les livres de comptes municipaux. Décidément les Russes n'avaient pas de chance : après leurs policiers « antifascistes », voilà que leurs édiles sombraient dans les malversations et le scandale. Le « coulage » s'était produit entre le 15 juillet 1945 et le 30 avril 1946. Les vivres disparus se décomposaient ainsi : 2.164 tonnes de farine, 651 tonnes de pâtes alimentaires, semoule, poids secs, etc., 52 tonnes de matières grasses, 268 tonnes de viande, 22.575 tonnes de pommes de terre, 329 tonnes de café, 1 tonne de thé... Le tout représentant la « bagatelle » de 2.000 wagons, soit 40 trains ! Je crus d'abord à une manœuvre visant à discréditer les communistes intrônisés par les Russes et influencer les élections d'octobre suivant. La municipalité, embarrassée, garda le silence pendant trois jours. Puis elle se décida à publier une mise au point. On cria naturellement à la calomnie, mais on *ne niait pas le « trou »*. « Le trou, dit entre autres la mise au point, s'explique par des pertes purement naturelles. Aux pertes purement naturelles appartiennent la dispersion au vent, les marchandises avariées, le dessèchement, les ruptures d'emballage, les manquements de poids et les différences de tares, différences qui s'expliquent par l'emploi de récipients d'un poids variable et de papier et de carton d'emballage. Au coulage appartiennent les vols qui, malgré toutes les mesures prises, ne peuvent être évités. Le pourcentage des pertes imputables aux vols est pourtant minime, eu égard à l'indigence générale et aux quantités manipulées.» On prétendit que les patates avaient été livrées en vrac avec de la terre. Il fallait être de bonne volonté pour admettre que 40 trains s'étaient volatilisés ainsi... Ces explications provoquèrent un formidable éclat de rire. On parla de nommer une commission d'enquête. Puis brusquement on n'entendit plus parler de rien : les enquêteurs durent être aiguillés avec les 40 trains sur une voie de garage ! On se promettait de tirer les choses au clair avec le changement de municipalité. Mais, paraît-il, les édiles déboulonnés emportèrent les livres de comptes avec eux... En tout cas, ce scandale, s'ajoutant à celui des spoliations policières, ne contribua pas peu à la débâcle russo-communiste des élections d'octobre 1946 : les Berlinois avaient compris.

DU VOL AU BANDITISME VULGAIRE

Hélas ! tout le monde n'a pas le moyen de piller impunément et sans se salir les mains. Force est donc aux aigrefins sans uniforme policier ni fonctions officielles de remplacer le képi et les magiques estampilles par la falsification vulgaire, la pince monseigneur et le pistolet. Et l'on descend là d'un degré dans la « reprise individuelle ». Je ne me propose pas de dresser de savantes statistiques de la criminalité, mais de simplement dépeindre une situation.

La police ne manqua d'ailleurs pas de se montrer compréhensive — je ne dis pas clémente — en la matière. Interviewé sur l'ampleur de la criminalité à Berlin, le directeur de la police judiciaire de la capitale, Paul Kukenberg, déclarait le 3 novembre 1945 : « Que la criminalité soit en croissance à Berlin, cela ne saurait surprendre, par ces temps de chômage, de manque de nourriture et de logement. Le grand nombre des vols est inquiétant. Il éclipse les autres délits et dénote un notable abaissement de la moralité dans de larges couches de la population... La confusion du « tien » et du « mien » a vraiment pris au cours de ces derniers mois une ampleur alarmante. » Autrefois, on travaillait pour vivre, mais aujourd'hui que le travail a perdu en Allemagne toute valeur sociale et qu'il ne nourrit plus personne, on vole pour manger ; c'est plus commode. Et ce juge qui, le 23 janvier 46, condamna un voleur à six semaines de prison parce qu'il avait invoqué, pour justifier son larcin, la faim, donna bien le ton en retorquant à son client : « Si la faim était une excuse, nous devrions tous voler ! » La faim est le mobile de la plupart des crimes venant devant les cours d'assises. Un homme assassine sa femme et la coupe en morceaux sous prétexte qu'elle ne lui donnait pas assez à manger ; son coup fait, il vole les cartes d'alimentation de sa victime et court faire un bon repas au restaurant. Qui croira que le crime met en appétit ? C'est une gamine de 15 ans qui tue sa patronne, une vieille femme impotente, pour lui dérober ses vivres et sa carte d'alimentation ; son coup fait, elle se confectionne un bon repas et va digérer au cinéma ! C'est un gamin de 14 ans qui massacre une femme de soixante ans pour lui voler ses titres d'alimentation, qu'il revend pour s'acheter du tabac au marché noir. Des crimes de ce genre défraient quotidiennement la rubrique des tribunaux. Heureusement, tous les affamés ne tuent pas. La faim peut rendre aussi inventif. Les premiers falsificateurs de tickets d'alimentation furent des gamins, des apprentis typographes surtout, et les gosses furent les principaux usagers de ces faux. Les contrefaçons sont parfois si grossières que la police en est estomaquée. Puis d'habiles falsificateurs, des spécialistes, prirent comme en France et ailleurs l'affaire en main : la fausse carte est une industrie lucrative... En septembre 46, la police de Hambourg découvrit un véritable trust de la fausse carte : 255 imprimeurs disposant de 43 imprimeries s'étaient mis à l'ouvrage. Il ne s'agissait d'ailleurs pas de philanthropes... Fabriquer des cartes est évidemment plus difficile que d'en prendre des toutes faites. Aux courageux l'audace tient lieu d'habileté. Mais ces coups de main contre les bureaux de ravitaillement furent plus rares qu'en France et en Belgique sous l'occupation allemande. Et nous arrivons là au pur banditisme.

Comme dans toutes les périodes troublées, le

banditisme connut dans l'Allemagne de la débâcle un bel épanouissement. On revit des bandes dans le genre des grandes compagnies du moyen âge infester les routes, attaquer les gares et les trains, qu'elles faisaient stopper et pillaient comme en pleine Chine. Il y eut, en décembre 45, cinquante-huit attaques à main armée contre les gares berlinoises. Les voyageurs dévalisés étaient d'autant plus nombreux que les salles d'attente servaient de dortoir, les hôtels étant détruits. Puis les pillards se rabattaient sur les consignes de bagages... On eut un temps l'impression que les bandits s'étaient réservé certaines lignes de chemin de fer. Sur ces parcours, les trains étaient ironiquement appelés les « trains à brigands ». Un journal poussa même la plaisanterie jusqu'à publier une caricature montrant des bandits masqués se dépêchant pour ne pas manquer le train. « Brigands de service »... et le chef de gare de leur crier : « Allons messieurs, hâtons-nous, en voiture ! » Dans les rues de Berlin, des gens étaient assommés et dépouillés de tout : leurs agresseurs les abandonnent nus dans la rue. Des gosses, des aveugles ne trouvèrent non plus grâce. Les grandes routes étaient infestées de « bandits en uniforme », c'était ainsi que la presse non soviétique désignait les déserteurs ou réguliers de l'armée russe qui commettaient ces méfaits. Des gens importants ne furent pas épargnés, comme ce fut le cas de Max Fechner, membre influent du parti social-communiste, qui le 9 novembre 1946 fut attaqué à Golssen (Mark) par des « bandits en uniforme » armés de mitraillettes et de carabines : ils lui prirent son auto, ses papiers, argent et vêtements et le renvoyèrent à Berlin à pied ! Je pourrais parler, pour les avoir vécues et failli en être la victime, des razzias de bandes d'Ukrainiens et de Polonais rentrant dans l'Est : au fur et à mesure que la colonne avançait en traversant les villages les ballots s'amoncelaient sur les charrettes et le nombre des charrettes augmentait ! Un jour, je ne pus échapper à mes agresseurs : huit soldats russes armés m'attaquèrent sur la route de Juterborg-Dahme et prirent la bicyclette de ma compagne, la mienne étant à dessein dépourvue de pneus ! Les routes devinrent si peu sûres que les autorités américaines interdirent un temps à leurs convois, pourtant bien armés, de circuler la nuit : les bandes de brigands, Russes et Polonais la plupart du temps, soutenant la lutte contre les soldats de l'escorte. Dans les campagnes, les paysans vécurent longtemps dans une terreur continuelle. La nuit, des camions automobiles pénétraient dans les villages isolés et se livraient au viol et au pillage. Quand la police russe arrivait, les malandrins étaient loin. Les soldats russes, déserteurs ou non, n'étaient pas les seuls à faire ces coups. On mit la main sur des bandes affublées d'uniformes russes et qui faisaient leurs exploits en s'efforçant de baragouiner du russe ! Ils espéraient ainsi mieux terroriser leurs victimes !...

Devant cette marée montante du banditisme, qui créait l'insécurité partout et rendait tout travail et déplacement impossibles, le Comité de liaison des quatre partis antifascistes de Berlin adressa le 18 janvier 46 l'appel suivant au Conseil de Contrôle allié : « Le Comité de liaison des quatre partis antifascistes approuve les peines prononcées ces derniers temps par la justice contre les bandits. Ce Comité s'adresse aux puissances d'occupation pour leur demander d'instituer des rondes de police armée pour combattre efficacement le banditisme, se développant d'une manière alarmante dans toutes les zones, afin de libérer la population d'une des conséquences les plus néfastes de la guerre. Ces mesures d'ordre contribueront à éliminer les perturbations empêchant la population de s'adonner paisiblement à la reconstruction et mettant en danger l'ordre et la tranquillité publics. » On en était là ! Mais ce n'est pas à coups de motions qu'on chasse les malandrins. En Bavière, les paysans décidèrent d'organiser une garde bourgeoise — le guet médiéval —, comme nous l'apprend une dépêche DANA du 19 janvier 46 : « Comme en Haute-Bavière les cas de meurtre, d'incendie, de viol, de pillage à main armée et d'effraction ont pris une ampleur effrayante, la population rurale a été invitée à se défendre par l'assistance mutuelle. Un système de signalisation doit annoncer de ferme en ferme, jusqu'au poste de police, tout danger menaçant. En outre, le gouvernement militaire de Rosenheim a autorisé l'organisation de gardes nocturnes placée sous la surveillance des maires. » En zone britannique la situation n'était pas différente, encore en 1947 ; les soldats anglais eux-mêmes ne se risquaient pas en certaines régions où il y avait des camps de « displaced persons » seuls dehors la nuit venue.

Le 7 février 46 le gouvernement militaire russe satisfit à la requête du Comité de liaison des quatre partis antifascistes berlinois et fit convoyer les trains par de la police russe armée. Les agressions disparurent. Mais le jour où l'on crut pouvoir relâcher la protection, les attaques recommencèrent, et il y eut encore en 1947, surtout sur la ligne de Berlin-Magdebourg, des trains stoppés et pillés. Les trains de charbon furent la proie d'un autre genre d'agresseurs : des meutes de femmes et d'enfants, qui s'en prenaient parfois, à défaut de mieux, au charbon de la locomotive, laissant ainsi les trains immobilisés en rase campagne. On voit par là, les plaies qui rongent le corps social allemand.

QUE FAIRE ?

Si les indices de la criminalité témoignent de l'état social d'un peuple, on ne peut être mieux renseigné sur celui de l'Allemagne. Des vainqueurs qui acculent des vaincus à une situation aussi désespérée peuvent-ils être regardés comme des libérateurs ? On peut imaginer sans peine à quel genre de pensée cette lutte farouche, qui dévore toutes les énergies, peut conduire : l'idée de révolte dégénérant en celle de revanche. A qui la faute ? Craignant des troubles, Montgomery déclarait le 10 mars 1946 : « L'Angleterre devra envoyer ou plus de vivres ou plus de soldats. » On a envoyé des vivres en laissant les soldats ; la vérité est qu'il y aurait plus de vivres s'il n'y avait pas de soldats, c'est-à-dire si l'on renonçait à la politique d'extorsion qu'ils ont mission de faire respecter. Les occupants savent par expérience que leur politique de spoliation reconduira à quelque catastrophe : « On peut laisser des êtres humains souffrir jusqu'à un certain point, mais non cependant jusqu'au point où ils sont contraints de songer à la vengeance. Le désir d'exercer des représailles ne peut que conduire à une nouvelle guerre. » Il serait temps de voir ces sages paroles de l'ex-Premier belge, Van Acker, traduites en actes.

G. STYR-NHAIR.

Notre pétition pour la paix avec le Viet-Nam

Une nouvelle campagne du Mexique

On a lu dans les journaux que la réunion d'information du Rassemblement démocratique révolutionnaire du 2 mars 1949 — consacrée à l'Indochine — s'était conclue par une bagarre avec les gens du Rassemblement gaulliste. Des amis — sachant que je figurais parmi les auditeurs — me téléphonèrent le lendemain pour s'informer avec une affectueuse sollicitude de l'état de mon crâne — car les nervis du général ont une manière plus énergique qu'originale de vous enfoncer leurs vérités dans la tête. C'est ainsi que j'ai eu connaissance avec quelque émotion du danger que j'aurais pu courir. Et vraiment on ne pouvait m'accuser de fuite et de désertion, car rien dans les couloirs, les escaliers et la rue ne laissait prévoir de pareils incidents. Ces messieurs avaient attendu la dispersion des auditeurs, pour porter aux organisateurs demeurés dans la salle une contradiction... frappante. « Ils n'auraient pas osé s'attaquer aux communistes », me dit un stalinisant. Le révolutionnaire libre, qui ne veut pas s'encadrer, n'aurait donc que le choix entre le silence ou la bastonnade...

Il faut croire tout de même que la campagne déclenchée par le Rassemblement démocratique révolutionnaire — sur l'appel de la **R. P.** — inquiète quelque peu les zélateurs de la « politique de la grandeur » et du colonialisme renforcé. C'est que les défenseurs de la paix en Indochine — de la paix conclue avec ceux qui se battent et qui représentent le peuple vietnamien — peuvent fort bien se réclamer d'un patriotisme clairvoyant et intelligent, fort éloigné de nos thèses traditionnelles, quant à la solution du problème colonial. **Jean Rous** et **Claude Bourdet** l'ont démontré, en citant des témoignages significatifs. Sans doute peut-on s'étonner que des puissances — dont la « grandeur » n'est plus qu'un souvenir historique, comme la Hollande et la France — s'acharnent dans des guerres épuisantes, alors qu'elles ont quelque peine à vivre normalement dans la paix — alors que l'Angleterre et les U.S.A. ménagent intelligemment leurs forces et s'inclinent de bon gré (dans l'Inde, en Palestine, en Chine) devant le fait accompli. Mais dans le cas particulier de l'Indochine, il n'est même pas question d'évaluer le profit en fonction de l'effort... car on ne voit pas quel profit, même très réduit, la France pourra tirer de cette aventure. Et on discerne mal les causes de l'entêtement du gouvernement. Le 25 août 1948 le président du Conseil — alors M. André Marie — donnait au gouverneur général — alors M. Bollaert —, l'ordre d'engager des négociations immédiates avec Ho Chi Minh. M. Bollaert a-t-il refusé d'obéir ? M. Marie a-t-il formulé le contre-ordre en même temps que l'ordre ? Rien n'a suivi... et l'on s'engage maintenant dans une aventure grotesque avec l'ex-empereur Bao Daï.

Le parti socialiste, dans toutes ses assises, s'est prononcé unanimement pour la fin de la guerre par des négociations avec les adversaires actuels de la France — en vertu de cette lapaliçade qu'on ne peut signer la paix qu'avec celui avec qui on est en guerre. Cependant l'aventure continue... avec le consentement des ministres socialistes. On ne peut pas ouvrir de crise ministérielle... à la veille des élections cantonales. Le sang qui coule... les milliards dépensés (plus de 200)... cela ne mérite pas le sacrifice de quelques bulletins de vote.

Car — et Rosenthal l'a démontré avec une précision impressionnante dans sa sobriété — la structure sociale du pays explique le succès de cette résistance vietnamienne que l'on ne vaincra pas par des victoires militaires. La population pour 90 % est composée de petits paysans qui, par leur technique agricole, leur situation économique et leurs conditions de vie, évoquent pour nous les serfs du haut moyen âge français. Comme ceux-ci, ils travaillent surtout pour payer les impôts et rembourser les usuriers. Bao Daï ne peut s'appuyer que sur les fonctionnaires indigènes et une petite minorité de gros propriétaires serrés entre la Banque d'Indochine qui les exploite et leurs salariés qu'ils exploitent. Sur une base aussi étroite, on ne gouverne que par délégation de la puissance colonisatrice.

Il paraît que l'on veut transformer l'Indochine en bastion anticommuniste. Ho Chi Minh dépend de Moscou ? Sans doute appartient-il au parti communiste ? Mais son gouvernement s'appuie sur une coalition dont les éléments socialistes, démocrates et nationalistes constituent la majorité. Et il a refusé de participer à la conférence du Kominform de Calcutta.

D'ailleurs les éléments du problème nous permettent de préciser notre position. On nous reproche assez notre antistalinisme pour que nous ne soyons pas suspects de complaisance à l'égard des agents du maréchal de Moscou. Raison de plus pour éviter d'inquiétants malentendus. Nous n'avons jamais confondu Hitler et le peuple allemand. Nous ne confondons pas Staline et le peuple russe. Nous ne confondons pas plus les peuples révoltés avec ceux qui exploitent cette révolte. La lutte des paysans vietnamiens, comme celle des paysans chinois, s'apparente au soulèvement des moujiks qui — pour la paix et la terre — assurèrent la victoire bolcheviste de 1917. Ce communisme-là est **nôtre**. S'alignera-t-il sur celui des colonnes staliniennes d'Europe ?

Si vraiment nos gouvernants sont animés par ce rêve de dresser le barrage anticommuniste en Indochine... par la vertu magique de leur potiche impériale et la puissance de leurs armements... ils ne relèvent plus que du psychiatre ou de l'aliéniste ! La France seule... à cette pointe de l'Asie... contre les peuples d'Indochine, de Chine... sur un sol qu'ébranlent les mouvements de toutes les anciennes victimes de la colonisation européenne ! Des agents de publicité stalinienne ne se livreraient pas à des opérations plus fructueuses pour leur maître ou client !

Mais il s'agit peut-être tout simplement de sauvegarder les positions de quelques profiteurs de la colonisation. Les deux motifs ne sont pas contradictoires. L'idéologie et les appétits ne s'opposent pas. A l'aube du colonialisme européen... le missionnaire et le négrier voyageaient de compagnie... quand ils ne se confondaient pas en la même personne...

Seulement, l'Histoire a tourné la page... Ni les comptoirs, ni les boutiques, ni les officines idéologiques, ni les bastions fortifiés ne tiendront devant la « nouvelle tempête sur l'Asie ».

Un rapprochement s'impose avec l'affaire du Mexique sous Napoléon III. Là aussi, l'action du gouvernement français était déterminée par des intérêts sordides, des rêveries mystiques, une politique de prestige. Là aussi, on voulut opposer à la grande majorité du peuple mexicain un fantoche impérial fabriqué en Europe... Encore. Napoléon III fut-il relativement sage en abandonnant le terrain avant la fin. Mais cette humiliation nationale précipita une déchéance qui aboutit à Sedan.

Roger HAGNAUER.

Le Carnet du Sauvage

LES BLINDES RUSSES

— Laisse venir les blindés russes, nous saurons bien vous mettre à la raison.

« L'Ouvrier syndicaliste des Ponts et Chaussées » de février-mars rapporte ces paroles d'un ouvrier stalinien. Un bel état d'esprit, constate notre camarade. Bien sûr, mais après la déclaration de Thorez, il ne faut pas s'étonner que dans les rangs staliniens on profère des sottises de ce calibre.

Les blindés russes ne sont pas encore là. Il est même douteux qu'ils viennent jamais. Nous ne sommes pas mis à la raison. On peut encore discuter plus ou moins tranquillement. Les gens ne s'en font pas faute. Procès Kravchenko, déclaration Thorez, reprise en chaîne par les Fils du peuple de tous les pays, congrès de la Culture, congrès de la Paix, montée au pouvoir de Vychinski... forcent évidemment à ne penser qu'au danger stalinien, comme il y a dix ans on pensait au danger hitlérien.

Que signifie le remaniement ministériel russe ? Présage-t-il la tempête ou le beau temps ? J'avoue n'en rien savoir. Je ne suppose pas, au surplus, que ce qui est lancé sur les routes de l'Histoire puisse être détourné ou arrêté facilement.

Rien que le seul fait d'avoir annoncé sans commentaires et sans le tapage spectaculaire habituel la relève de Molotov et de Mikoyan montre l'embarras des metteurs en scène russes.

On a échafaudé un peu partout un tas d'hypothèses. Il me semble qu'on en a oublié une : Molotov et Mikoyan, interprètes de points de vue opposés, avaient fait monter le ton si haut que le travail commun était devenu impossible ; on les a priés tout simplement de passer dans la pièce à côté se calmer un peu ; leurs adjoints les relèveront, en espérant que la discussion sera plus calme.

Vychinski peut difficilement faire une autre politique que Molotov. Non parce qu'il a été associé à cette politique et qu'il répugnerait à se déjuger. Non parce qu'il serait plus humain, comme on l'a fait dire à certains diplomates anglais — décidément de même qu'ils ont aussi en Angleterre des évêques de Canterbury ils peuvent bien posséder leurs serins diplomatiques. Vychinski plus humain ? On voit que ces gentlemen n'ont pas eu le cœur broyé, il y a une vingtaine d'années, quand le procureur Vychinski fit condamner au revolver dans la nuque Zinoviev et Kamenev, Boukharine et Rykov ; lorsqu'il fit condamner, au mépris de tout droit et en dérision de toute justice, la vieille garde bolchévique tout entière. Aussi difficile de parler d'humanité à propos de Vychinski que de parler de droit et de justice.

Ce bourreau sinistre, aux mains rougies de vrai sang révolutionnaire, n'aurait pas dû pouvoir s'exhiber hors de Stalinie. Nos messieurs de la Ligue des droits de l'homme française le reçurent solennellement, fêtant en sa personne le procureur de vingt affaires plus scandaleuses que l'affaire Dreyfus. Il a paradé depuis dans les assemblées de l'O.N.U. Résultat : les méthodes des procès de Moscou ont suivi l'homme ; elles avancent en Europe ; avant-hier la comédie des aveux s'est jouée en Hongrie ; hier en Bulgarie. On se fait la main sur un cardinal et sur des pasteurs. Comme en Russie sur des ingénieurs soi-disant saboteurs. L'opinion ouvrière européenne ne se cabrera pas pour quelques soutanes. Qu'elle donne dans le piège et elle verra ce qui suivra.

La politique que peut faire Vychinski ne sera pas différente dans le fond de celle que faisait hier Molotov. Elle sera non seulement commandée aujourd'hui comme hier par Staline, elle le sera par tout ce qui l'a précédée. Dans sa préface à sa **Physiologie du parti communiste,** Rossi fait quelques remarques qui pénètrent loin dans l'explication de la crise internationale présente :

> « Les Anglo-Américains commençaient alors cette série d'erreurs mortelles qui, de Casablanca à Moscou, de Moscou au Caire, du Caire à Téhéran, de Téhéran à Yalta, de Yalta à Potsdam, les ont amenés à perdre la guerre tout en la gagnant, et à la perdre pour eux et pour les autres. Car, en cédant à Staline, comme ils avaient cédé autrefois à Hitler, et en violant les principes dont ils avaient pris la défense devant les peuples et devant l'Histoire, ils ont préparé au monde entier, et à l'U.R.S.S. elle-même, des malheurs qui auraient pu être évités. »

C'est parce que les Anglo-Américains ont été joués à Téhéran, Yalta et Potsdam que la situation est si grave maintenant. Truman peut se laisser aller à parler du bon vieux Joe, cela prouve qu'il a son expérience à finir. Mais autour de lui, l'expérience est faite. On ne cèdera plus ; on ne capitulera plus. On ne sera plus dupe.

La Russie est lancée ; elle ne peut plus s'arrêter. Elle se sent forte de tous les alliés que constituent pour elle dans tous les pays les partis dits communistes. Si l'armée russe franchit les frontières de France... dit Thorez, nous serons à ses côtés. Mais Thorez sait, comme le sait mieux encore Staline, que franchir les frontières françaises est peut-être possible, mais qu'il est absolument certain qu'il faudra les refranchir quelques mois ou quelques années après dans la même débâcle que connut Hitler. C'est le sort fatal des dictateurs. Staline n'y échappera pas plus que n'y échappèrent Mussolini et Hitler.

Parce qu'il sait ce qui l'attend en définitive Staline jouera du chantage le plus longtemps possible, cherchant à obtenir par la menace ce que la guerre ne lui donnerait sûrement pas.

C'EST LA FAUTE A CITRINE !

Un camarade revenant d'Angleterre m'a dit que là-bas on rejette la responsabilité de l'aventure malheureuse de la F.S.M. sur les épaules de Citrine. Il n'est plus là. Il a résigné sa présidence des Trade-Unions et celle de la F.S.M. Cela facilite bien les choses. Mais est-ce absolument juste ?

La faute de Citrine, si faute il y a, — car ses amis rappellent ses mises en garde adressées aux Russes lors du Congrès constitutif de la F.S.M. — aura été partagée par toute la vieille équipe des chefs syndicaux réformistes qui dirigeait alors la Fédération syndicale internationale, de Jouhaux à Schevenels. Une des caractéristiques de l'esprit réformiste, c'est de ne voir les problèmes que sous l'angle présent ; une autre caractéristique, c'est de béer d'admiration devant les gens cossus, de boire comme vin merveilleux les paroles des gouvernants. Du moment que Roosevelt, Churchill et de Gaulle tapaient sur l'épaule de l'oncle Joseph, Murray, Citrine et Jouhaux ne pouvaient moins faire que de presser sur leur cœur Chvernik et Kouznetzov. Evidemment, ils auraient été un peu gênés avec Lozovski. Quant à saluer Lénine ou Trotsky, même leur mémoire, ça, pour rien au monde ils n'y auraient consenti. On a des principes, que diable !

Tous ces gens si habiles, si renseignés, se sont mis le doigt dans l'œil jusqu'au coude alors que nous, si peu habiles et si mal renseignés, nous voyions juste. Ils étaient pourtant bien mieux placés pour

voir d'ensemble la situation et pour savoir, dès 1944, comme notre secrétaire confédéral, s'il fallait chasser d'Europe les Anglo-Saxons.

La conférence qui vient de se tenir à Bournemouth, contrairement à ce que j'avais lu je ne sais plus où, ne devait réunir que les Secrétariats professionnels internationaux. Dix-sept Secrétariats, sur dix-neuf, y étaient représentés. Ils ont décidé de créer un Comité international de coordination et de s'opposer au noyautage communiste des organisations professionnelles internationales. Ce Comité est appelé à former l'une des bases sur lesquelles s'élèvera la nouvelle Internationale des Syndicats libres. L'autre base étant le Comité des C.G.T. nationales inclus en somme présentement dans le Comité syndical du plan Marshall.

Une décision de ce dernier Comité, lors de sa réunion à Berne, a soulevé une forte protestation de l'American Federation of Labor. Celle-ci refuse toute collaboration si Schevenels reste désigné comme secrétaire. On lira ailleurs les raisons de ce refus. Les deux principales sont les suivantes : 1. Schevenels n'aurait quitté la F.S.M. qu'après tout le monde, sans faire la moindre déclaration et une fois assuré du fauteuil dans l'autre maison. Traduisons : Schevenels serait un opportuniste sans principes, ne voyant rien d'autre que la fonction à remplir ; 2. Schevenels aurait servi aveuglément les Russes, disant à la Libération qu'il fallait marcher avec eux, qu'il n'y avait rien à craindre, qu'on pourrait sans peine s'accorder et travailler ; et s'accordant en effet très bien avec eux jusqu'au moment où il lui était possible d'occuper un fauteuil plus élevé dans la maison d'en face.

Les délégués des C.G.T. réunis à Berne avaient sans doute leurs raisons quand ils désignaient Schevenels ; ils n'ignoraient évidemment pas les griefs de l'A.F.L.. Alors ? Quelles pouvaient être ces raisons ? J'en vois une, importante : se défendre contre l'hégémonie américaine.

Le mouvement syndical international a subi pendant trente ans l'hégémonie du syndicalisme allemand ; pendant quelques années l'hégémonie russe ; il ne veut pas de l'hégémonie américaine. C'est tout à fait compréhensible.

Mais les Américains ne veulent pas imposer leur hégémonie ; je parlais le mois dernier de déclarations faites par des militants de l'A.F.L. Il y a eu mieux depuis ; la résolution votée au début de février par le Comité exécutif de l'A.F.L. proclame avec force qu'il faut rompre avec la politique de grandes puissances ; le mouvement syndical, même dans le plus petits pays, doit être traité sur une base d'égalité avec les mouvements de la nation la plus grande et la plus puissante ; pour être authentique, une Fédération internationale de syndicats libres doit, dans ses parties constituantes et en tant qu'entité mondiale, être entièrement indépendante de tous les partis politiques, des gouvernements et des employeurs.

Ces déclarations devraient rassurer si réellement elles ne restent pas des paroles et si elles inspirent la pratique journalière. Elles sont une garantie qu'on pourra toujours invoquer à l'occasion.

Les difficultés à surmonter pour établir une Internationale syndicale véritable sont nombreuses. J'ai déjà dit combien il est difficile de faire une Internationale sans esprit internationaliste, avec des réformismes volontairement sans horizon. Or les diverses C.G.T. nationales ne brillent pas par l'esprit internationaliste ; quant aux Secrétariats professionnels internationaux il faut se garder de confondre ce qu'ils devraient être avec ce qu'ils sont dans la pratique.

La nouvelle Internationale se représente-t-elle le travail qui lui incombe ? Il ne semble pas, si l'on s'en réfère à la déclaration de Deakin au **Daily Herald**, le 7 février :

> « Il existe un vaste champ d'action pour les Syndicats qui estiment que le mouvement syndical peut largement contribuer au relèvement des niveaux de vie des ouvriers dans le monde en travaillant par l'intermédiaire du B.I.T. et du Conseil économique et social de l'O.N.U. »

Jamais les vieux syndicaux réformistes n'avaient avoué plus crûment leur confiance naïve dans les institutions gouvernementales et leur manque de confiance dans l'action ouvrière elle-même.

Si l'Internationale nouvelle n'a pas d'autre programme que celui de Deakin, son sort est réglé d'avance. Et ce ne sera pas la faute de Citrine.

PAUVRE ESPRIT SCIENTIFIQUE !

J'aurais voulu relire d'ensemble les comptes rendus du procès Kravchenko donnés par l'**Humanité** et par les **Lettres Françaises. L'Humanité** s'est payé la collaboration d'un des frères Billiet — pas celui des Intérêts économiques, l'autre, celui qui avait sauté sur la direction des Musées nationaux à la Libération. Les **Lettres Françaises** ont continué la besogne que le Guépéou leur a confiée.

Je n'en ai pas trouvé le temps. C'est dommage. Jamais meilleure occasion de montrer sur le vif comment ces gens traitent la vérité.

Des camarades m'ont dit : ne vous emballez pas sur Kravchenko. Je ne crois pas m'emballer. Tout ce que l'on peut dire sur lui, je crois l'avoir entendu, depuis que son livre a paru. Il n'a jamais appartenu en Russie à une tendance oppositionnelle. Il est un produit du régime. Ce qu'il a raconté, Victor Serge, Yvon, Ciliga, d'autres encore l'avaient dit avant lui. J'ai entendu, aussi ce que les staliniens ont raconté. Tout bien considéré, j'ai continué à penser que le témoignage qu'il avait apporté était unique et d'une valeur exceptionnelle, justement parce qu'il avait poussé complètement dans le régime et qu'il n'avait aucun souci de tendance. Il présentait l'essentiel : voilà ce que j'ai vécu, voilà comment on vit là-bas.

Qu'il ait trouvé trop belle la liberté américaine, cela se comprend au sortir de l'enfer russe. Qu'il soit utilisé par les bourgeois, qu'y pouvons-nous ? C'est à nous d'utiliser son témoignage comme il le mérite. En tout cas, ce n'est pas au moment où il se bat avec un si beau courage, pour lui, mais aussi pour la classe ouvrière russe et aussi pour nous, que je lui chercherai des poux.

Je ne suis pas surpris par diverses variétés de chevaliers de la pureté : ceux qui se frappent la poitrine en disant qu'ils ne sont pas staliniens mais que cela ne les empêche pas de tenir Kravchenko pour un salaud ; ces gens de lettres qui pissent sur ses souliers parce qu'il a écrit un bouquin qui s'est vendu à un million d'exemplaires, etc., etc.

Le plus triste dans l'affaire, c'est le spectacle donné par Joliot-Curie. Il a dit avoir lu **J'ai choisi la liberté** en se rappelant les exigences de l'esprit scientifique. Il faut croire qu'en lui l'esprit scientifique a sérieusement dégénéré. Aucune de ses remarques n'a le moindre poids. Ce monsieur a inspecté des laboratoires russes ; vécu en Russie quelques semaines ; lu le bouquin de guerre de sa belle-sœur. Ça lui permet de nier le témoignage de quelqu'un qui a passé toute sa vie en Russie. Il a ressenti, paraît-il, en lisant **J'ai choisi la liberté,** une impression de saleté. Je ne connais rien de plus sale que le spectacle de ce savant proclamant son infini respect pour les deux instrument principaux du Guépéou à ce procès, Wurmser et Morgan. Rien de plus attristant non plus.

PIERRE MONATTE

LE C. I. O. ET LA F. S. M.

La déclaration de James Carey

Il nous paraît utile de publier la déclaration faite par James Carey, le secrétaire-trésorier du C.I.O. (Congress of Industrial Organization) au Bureau exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale, à Paris, le 19 janvier dernier. Cette déclaration éclaire à la fois sur la conception que le C.I.O. se faisait de l'action internationale et sur les conditions où s'est produite la scission dans la F.S.M.

Le C.I.O. a participé activement à la formation de la Fédération Syndicale Mondiale.

Le C.I.O. n'a mis aucune réserve dans son adhésion.

Nous étions pleinement conscients, nous l'avons toujours été, des difficultés qui, vraisemblablement, s'élèveraient au sein de la Fédération.

Une organisation comme celle-là, qui comprend des syndicats et des organismes aussi différents que ceux qui existent dans des pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique, etc., ne devait pas, évidemment, avoir la tâche facile, pour concilier les tendances contradictoires.

D'une part, il y avait des groupements volontaires de travailleurs, libres de penser et d'agir, indépendants, de leur gouvernement et, chose plus importante encore, libres d'avoir une opinion autre que celle de leur gouvernement.

Il y avait, d'autre part, les organisations de travailleurs telles qu'elles existent en Union Soviétique, organisations qui remplissent des fonctions différentes et qui ne sont ni libres ni indépendantes de leur gouvernement au sens où nous l'entendons.

Le grand problème, dont nous savions tous qu'il existait, c'était de savoir si la F.S.M. aplanirait ces oppositions.

Serait-elle le porte-parole des travailleurs de tous les pays, exprimant leurs désirs, leurs espérances et leurs aspirations à une vie meilleure ?

Ou bien la F.S.M. échouerait-elle sur l'écueil des oppositions de politique, de philosophie et d'organisation ?

De 1945 à 1947

Retournons à 1945.

La guerre approche d'une fin victorieuse.

Le fascisme et le nazisme sont écrasés, grâce à l'effort en commun des Alliés.

Nous, travailleurs syndiqués du C.I.O., nous osions croire que l'unité d'action du temps de guerre pourrait être conservée à des fins pacifiques. Le mouvement syndical des Etats-Unis avait joué un rôle considérable au cours de la guerre et jamais il n'avait joui d'une telle puissance et d'un tel prestige. Nous pensions les faire servir, cette puissance et ce prestige, dans la lutte pour la paix et le bien-être des travailleurs, non seulement de notre pays, mais du monde entier.

Par le moyen de la F.S.M. nous espérions faire des Alliés une force permanente pour le maintien de la paix.

Par le moyen de la F.S.M. nous espérions participer à la reconstruction économique. Nous espérions influencer la reconstruction non seulement de l'Europe qui avait souffert, mais encore de ces régions du monde qui sont toujours affligées de la féodalité, de la misère, de l'analphabétisme et de l'exploitation.

Nous espérions que la F.S.M. ramènerait l'Allemagne dans la famille des nations, si bien que les travailleurs allemands trouveraient une place dans la société. De même pour les autres pays ex-ennemis.

Par la F.S.M. nous espérions aider les ouvriers de tous les pays à obtenir les droits élémentaires et fondamentaux pour lesquels le travail organisé a toujours lutté : droit de se réunir, droit de s'organiser, liberté de s'exprimer, liberté de croyance, liberté de travail, la sécurité sociale, l'abolition du travail forcé, la libération de toutes les tyrannies.

Mais qu'avons-nous vu depuis trois ans à la F.S. M. ?

Tout d'abord, il y a eu une apparence d'accord général dans le sein de celle-ci.

Nous constituions une force avec laquelle il fallait compter.

Nous avions réussi à nous faire reconnaître une place au Conseil des Nations Unies.

Nous travaillions à l'unification des forces syndicales de tous les pays, sans tenir compte des différences politiques.

Nous soutenions l'effort des syndicats en reconstruction, détruits par la guerre ou l'hitlérisme.

Nous soutenions l'effort des travailleurs pour la reconstruction de leur pays.

Nous nous opposions à la suppression des droits syndicaux.

Mais ces efforts des premiers jours, où nous mettions beaucoup d'espoirs, disparurent bientôt.

Progressivement les rapports de nos gouvernements s'envenimaient. La situation à l'intérieur de la F.S.M. ne s'arrangeait pas.

Les activités de la F.S.M. se limitaient peu à peu.

L'accord était de plus en plus difficile.

En juin 1947, à Prague, le C.I.O. fit un effort désespéré pour trouver des bases sur lesquelles continuer. Nous fîmes preuve de beaucoup de patience à l'égard des syndicats communistes, espérant ainsi montrer la bonne foi du C.I.O.

Ce Congrès de Prague était à peine terminé que de furieuses attaques étaient lancées contre ce qu'on appelait « Les Réformistes de la F.S.M. ».

Plan Marshall et reconstruction européenne

Cependant, les problèmes de la reconstruction économique de l'Europe se posaient de façon urgente.

A la fin de la guerre, l'U.N.R.R.A., avec des fonds américains, avait soutenu les efforts de toutes les nations. Mais personne n'avait évalué exactement l'énormité de cette tâche de reconstruction de l'Europe, et il était évident que les Etats-Unis, auxquels les ravages de la guerre avaient été épargnés, devaient de nouveau mettre leurs ressources au service de l'assistance aux peuples de l'Europe.

Le C.I.O. pressait le gouvernement américain et jouait le rôle important dans la mise en action du plan Marshall.

Le plan Marshall est basé sur les principes posés tout d'abord par la F.S.M. Le C.I.O., d'accord avec sa procédure habituelle, a examiné tous les détails du plan. Nous n'acceptons pas sans un examen préliminaire la politique ou les programmes de notre gouvernement.

Nous avons participé aux différentes commissions gouvernementales qui ont étudié le problème de l'aide américaine à l'Europe et nous nous sommes assurés que les syndicats participaient à l'administration de l'aide à l'Europe.

Nous avions posé des principes directeurs qui garantissaient l'indépendance et la liberté aux bénéficiaires de cette aide.

A notre congrès annuel de novembre 1947, le C.I.O. approuvait à l'unanimité le principe du plan Marshall.

Immédiatement après, je tentai de mettre en discussion le projet de l'aide à l'Europe et nos idées

là-dessus, lors de la réunion de l'exécutif de la F.S.M. à Paris.

Les dirigeants communistes déclarèrent que la F.S.M. n'était pas l'endroit où discuter les problèmes qui se posaient aux peuples de l'Europe ravagée par la guerre.

Ils votèrent contre notre droit de faire même une déclaration touchant la reconstruction économique de l'Europe. Ce n'est que grâce au vote des syndicalistes indépendants que je fus autorisé à faire une déclaration devant l'exécutif de la F.S.M. Nous étions convenus que le secrétariat publierait cette déclaration et que la question serait examinée dans son ensemble à la réunion suivante, en février 1948.

Cette réunion ne devait jamais avoir lieu.

Les communistes firent savoir qu'ils ne pourraient assister à cette réunion à la date fixée.

Entre temps, les publications communistes lançaient attaques sur attaques contre les dirigeants du C.I.O., coupables d'avoir poursuivi la politique et persisté dans les principes de la F.S.M. tels qu'ils avaient été formulés à l'origine et acceptés par l'assemblée des délégués.

Ces publications exigeaient que les « réformistes » fussent chassés de la direction de la F.S.M.

Malgré ces attaques, le C.I.O. continuait patiemment à rechercher un terrain d'entente.

En février 1948, nous sommes allés à Paris, où nous avons rencontré Saillant, le secrétaire général, et à Moscou, où nous avons vu Kuznetsov, le vice-président. Nous avons rencontré le vice-président Di Vittorio à Londres et d'autres officiels de la F.S.M.

Dans chaque cas, nous avons formulé notre mécontentement au sujet de ce qui se passait.

Nous avons indiqué que l'existence même de la F.S.M. était menacée dans la mesure où la F.S.M. ne reviendrait pas aux principes primitifs posés.

Nos efforts de conciliation se sont poursuivis aux réunions de Rome, en mai 1948.

Là, nous avons expliqué tout à fait clairement que le C.I.O. avait suffisamment de raisons de se plaindre de l'administration de la F.S.M. pour se retirer de cette organisation.

En outre, nous avons exprimé des doutes au sujet des mesures que prendraient le Bureau et le Comité exécutif. Celles-ci, selon nous, ne suffiraient pas à mener le C.I.O. à reconsidérer sa position.

Après beaucoup d'efforts, un accord fut conclu, où, dans le premier paragraphe, étaient réaffirmées les déclarations de Londres et de Paris (1945) ainsi que le caractère de la F.S.M. — qui devait englober toutes les tendances — et le principe qu'aucune centrale nationale ne devait dominer l'activité de la F.S.M. de façon à exclure le point de vue d'une tendance opposée ou d'une autre centrale nationale.

Il était entendu également que le nécessaire serait fait pour rétablir l'équilibre entre éléments syndicalistes proprement dits et communistes à tous les échelons de la F.S.M. y compris le Secrétariat, le Bureau exécutif, etc. Mais cet accord ne se traduisit jamais dans les faits. Bien au contraire, il y eut une tentative délibérée de sabotage de ces décisions par l'inertie.

En septembre, quand le Bureau exécutif se réunit de nouveau, rien n'avait été fait pour l'application de ces accords. Et aucun accord ne put se faire sur aucun problème important. Nos efforts répétés en vue de revenir aux principes primitifs de la F.S.M. restaient vains.

Le C. I. O. contre la F. S. M.

A présent, le C.I.O. ne voit pas l'utilité qu'il y aurait à rester dans une organisation où il est impossible d'arriver à un accord. Le C.I.O. ne voit pas l'utilité de rester dans une organisation à un tel point paralysée par les dissensions, qu'elle ne remplit plus, en fait, aucune fonction utile. La raison d'être d'une organisation mondiale des syndiqués est de servir les travailleurs.

Non pas de servir des gouvernements, des politburos, des partis politiques ou n'importe quel autre groupement.

Une organisation ouvrière mondiale doit être libre et indépendante de toutes ces influences.

Elle doit être libre de critiquer tous et chacun de ces organismes quand ils attentent aux intérêts des travailleurs.

Il existe de nombreuses régions du monde, de part et d'autre du rideau de fer, où les travailleurs n'ont :

ni une organisation effective ;

ni le droit de s'exprimer ;

ni le droit de faire grève ;

et qui ne sont protégés ni contre la tyrannie ni contre l'exploitation.

Que fait la F.S.M. pour les aider ? Rien.

A la F.S.M. nous en sommes arrivés à un point où il nous faut, soit accepter les ultimatums du Politburo et du Kominform, soit poursuivre dans la paralysie et l'inaction.

Nous étions prêts à travailler avec les communistes en appliquant la maxime « vivre et laisser vivre ». Mais ils n'en veulent pas.

Le C.I.O. ne peut donc accepter cette situation. Il ne sert à rien de rechercher une entente qui ne sera pas appliquée, d'aboutir à des compromis qui ne signifient rien et qui dissimulent tout simplement nos oppositions. Il est inutile de prétendre que la F.S.M. est autre chose qu'un cadavre. Enterrons-le donc. On nous a accusés de chercher à scinder la F.S.M. Rien ne saurait être plus ridicule.

A partir du moment où les communistes ont abandonné les principes fondamentaux au nom desquels la F.S.M. avait été fondée, celle-ci s'est trouvée déchirée. La F.S.M. est devenue inactive, elle a cessé d'exister. Il n'est rien resté que nous puissions scinder. Voilà la position du **Congress of Industrial Organization.** J'espère que, la F.S.M. une fois dissoute, nous pourrons, au moins, commencer à prendre les mesures qui mèneraient un jour à la formation d'un organisme mondial indépendant des gouvernements, des partis politiques et des idéologies, ce genre d'organisme dont les travailleurs du monde ont un besoin si impérieux en tant qu'instrument pour la défense de leurs droits !

« Il semblait bien qu'après l'hécatombe de 1871 tout essai d'affranchissement du prolétariat fût devenu impossible et que le peuple, s'il n'avait perdu jusqu'au goût de la liberté, souvent endormi, jamais mort, fût du moins condamné à subir longtemps le joug capitaliste. Or, moins de quatre ans après la défaite de l'insurrection, deux ans après la dispersion finale de toutes les intelligences et de toutes les énergies ouvrières, voici que se révélaient des intelligences et des énergies nouvelles, et que la foule des travailleurs, un instant arrêtée, reprenait sa marche vers l'émancipation. »

FERNAND PELLOUTIER

Histoire des Bourses du Travail, p. 73.
(A propos de la renaissance des Chambres syndicales en 1875.)

La fin d'une illusion

LE MIRACLE BELGE

Après le redressement...

On a beaucoup parlé pendant trois ans du miracle belge. On en a parlé un peu partout. Même les Américains se sont extasiés devant le magnifique redressement de la petite Belgique. Quant aux Anglais, qui venaient en Belgique, ils restaient confondus devant les magnifiques étalages des magasins où rien ne manquait.

C'est vrai que chez nous, depuis la libération, nous fûmes des privilégiés parmi tous les pays d'Europe. Non seulement le rationnement fut toujours plus ou moins suffisant, mais pour qui voulait — et pouvait — mettre le prix, le marché noir vous fournissait tout ce qui pouvait encore vous manquer. Bref, on n'avait pas faim en Belgique et on avait du travail. Pas toujours bien rémunéré, mais nous verrons cela plus loin.

Les différents gouvernements qui se sont succédé ont évidemment tiré gloire de ce magnifique redressement. De temps à autre cependant on offrait bien quelques fleurs à la classe ouvrière, dont le bon sens et l'esprit d'unité nationale avaient pris le dessus sur certaines aspirations et certaines revendications nécessaires.

Grâce à la compréhension de tous — ouvriers, patrons et gouvernants — nous vivions, parait-il, dans un paradis. Aux communiqués optimistes suivaient d'autres communiqués optimistes. Jusqu'au jour où — mais nos gouvernants en prendront-ils la responsabilité ? — on dut bien reconnaître que tout ne tournait pas seul. La crise fit brusquement son apparition touchant principalement les industries du cuir et du textile. Puis vint la crise chez les dockers du port d'Anvers. Et puis l'on craignit de voir fermer certains puits de mine — ceux n'appartenant pas aux trusts.

...le chômage

A l'heure où j'écris ces lignes, début janvier, le chômage continue à progresser. Pour la dernière semaine de décembre on a enregistré 185.390 chômeurs complets et 132.230 partiels. Total : 317.620. Le miracle belge, comme tous les miracles, n'est plus un miracle et ne fut jamais un miracle.

Evidemment les dirigeants politiques et syndicaux se sont émus de cet accroissement. Le Conseil général du parti socialiste belge s'est réuni le 5 janvier pour l'examen de ce grave problème. Au cours de cette réunion P. H. Spaak, actuel premier ministre, ne fut certes pas à son aise, puisqu'il se laissa aller à déclarer : « Si le gouvernement ne donne pas du travail aux chômeurs, il devra s'en aller. »

D'autre part, devant les critiques de ses amis, il se vit forcer d'avouer, ou, si l'on préfère, de reconnaître :

« En Belgique, nous avons eu un certain nombre de chances. Nous avons eu la politique monétaire de M. Gutt. Nous avons connu les avantages de la politique du « lend-lease ». Avec une générosité que nous ne pouvons oublier, les Américains nous ont remboursé en monnaie forte les milliards de fournitures. Nous avons été remboursés en monnaie forte des sommes dépensées en francs belges pour les troupes alliées.

» Seuls, nous avons pu faire une politique dite d'abondance, qui nous a permis d'avancer pendant quelques années. Cette politique a donné quelques résultats pour notre classe ouvrière. Comparez son niveau de vie à celui des travailleurs français et italiens. »

D'où il résulte que si nous avons vécu jusqu'à présent dans un paradis nous ne le devons nullement à la compétence de nos gouvernants, mais bien à un certain nombre de chances. Voilà, on en conviendra, un aveu précieux, qu'il nous faudra peut-être un jour remettre sous le nez de ceux qui prétendent avoir fait notre bonheur depuis la libération.

Mais en passant, nous pourrions demander à Spaak si cette générosité des Américains est bien désintéressée. Nous sommes assez malveillants pour en douter et nous demander si cette générosité nous ne la payons pas bien cher. Car nous ignorons, c'est un fait, beaucoup de choses au sujet de notre commerce avec les Etats-Unis, et il est certain qu'il y a des choses qu'on se gardera bien de nous dévoiler. En tout cas, une telle générosité nous est, par expérience, suspecte. Il ne viendra à l'idée de personne que les capitalistes américains font œuvre de philanthropie.

Nous avons bénéficié d'une autre chance en Belgique, d'un atout d'une grande importance. L'avance des troupes alliées a été si rapide que l'industrie et les voies de communication ne souffrirent pas trop dans la bagarre. Les usines étaient debout ; les chemins de fer intacts, ou presque ; les routes en bon état. Cet atout, le gouvernement a dû maintes fois le reconnaître — mais toujours, fait caractéristique, chaque fois qu'il éprouvait des difficultés dans sa politique économique.

Ce qui est surtout à souligner, c'est que la crise que traverse actuellement la Belgique lui est bien particulière. On ne peut — et nos politiciens se sont bien gardés de le faire — en rechercher la cause dans la politique économique des autres pays. C'est ainsi par exemple que **le Travail**, de Verviers, résumant la réunion dont nous parlons plus haut, écrit :

« Il est une chose essentielle, pourtant, qui ressort des débats, et qui projette une lumière crue sur la route à suivre. C'est que, d'une part, le chômage actuel étant spécial à la Belgique et n'ayant aucun rapport avec la conjoncture générale de l'économie et que, d'autre part, les pays ayant poussé plus loin que nous les réformes de structure ne connaissant point le chômage, il y a beaucoup de chances que nous ne parvenions à surmonter ce terrible fléau social sans l'adoption de mesures de discipline économique, et même sans entrer plus avant dans la voie des transformations structurelles. »

Il n'y a qu'une industrie qui échappe à la crise : c'est la sidérurgie. La raison donnée serait le faible prix de revient du charbon fourni à cette industrie. Entre parenthèses, cela nous explique peut-être la cause de la cherté du charbon fourni aux consommateurs.

Situation alarmante dans le Cuir...

Mais dans le Cuir par exemple, la situation, dans le Borinage surtout, ne manque pas d'être alarmante. Il apparait nettement que le gouvernement n'a pas à se vanter de sa politique. Qu'on m'excuse ici de citer des chiffres. Voici ce qu'écrivait en septembre 1948 un permanent du Cuir :

« Les dernières statistiques, portant sur le premier semestre de 1948, vont laisser rêveurs ceux qui connaissent la situation pénible de notre fabrication qui, dans diverses régions du pays, devient catastrophique. Par suite d'accords commerciaux, certains pays inondent véritablement notre marché. Citons comme preuve l'entrée en Belgique de 1.061.561 paires de chaussures venant de Tchécoslovaquie et cela depuis le 1er janvier à fin juin, tandis que pendant la même période nos exportations vers ce pays étaient de 1.016 paires.

» Le tableau de détail, publié par le département des Affaires économiques, est significatif. Pour le mois de février, où nous recevions de Tchécoslovaquie 89.538 paires, la Belgique fournissait (tenez-vous bien) une seule et unique paire pendant le même mois ; en mars, 204.990 paires nous furent livrées contre 21 paires belges ; 124.493 paires en avril contre 28 paires et le reste à l'avenant.

» Le Royaume-Uni maintient son rythme régulier et introduit chez nos détaillants 174.618 paires en six mois, tandis que nos entrées outre-Manche sont, pour la même période, de 11.607 paires.

» Même situation avec l'Amérique qui nous fournit 84.627 paires, contre 4.864 expédiées de chez nous, sans connaitre toutefois le chiffre des chaussures militaires vendues par le service de récupération.

» La France, qui restait un bon débouché pour notre industrie, nous passe commande pour 42.599 paires en janvier, 22.156 en février, puis commence la chute vertigineuse de nos exportations chez notre voisine, avec 1.417 paires en mars, 1.967 paires en avril, 31 en mai et 19 paires en juin, ce qui m'amène à dire que la France est pratiquement fermée aux chaussures belges et qu'à son tour ce pays prend sa revanche en fournissant largement notre marché. Voyons ses chiffres d'entrée depuis janvier, avec 694 paires, 163 en février, puis — au même moment où notre exportation accusait sa dégringolade — nous recevions en mars 2.275 paires, 2.186 en avril et la poussée continue d'une façon inquiétante avec 14.673 paires en mai et 7.583 en juin. »

Il ne s'agit pas ici de prendre parti ni pour le dirigisme ni pour le libéralisme. Notons seulement ce fait : nos gouvernants entendent fourrer leur nez partout, autoriser ou ne pas autoriser, accorder ou non licences d'importation ou d'exportation. Leur responsabilité est donc formellement engagée. On ne nous accusera pas, certes, de nationalisme économique. Mais il saute aux yeux des plus ignorants qu'il faut être imbécile pour pratiquer une telle politique. C'est là un vrai suicide. On ne peut même invoquer la question des prix, car en admettant même qu'en francs une chaussure américaine coûte moins cher, elle revient, en définitive, beaucoup plus cher, puisqu'une telle opération a provoqué le chômage.

Nous n'avons pas à prendre parti dans les compétitions que se livrent les capitalistes de tous les pays. Qu'une commande nous échappe au profit d'un autre pays cela ne doit pas provoquer nos lamentations. Il n'y a pas plus de raisons que les ouvriers français, anglais ou autres chôment à notre place. Mais tout de même quand on se trouve en face de la situation que nous soulignons, il nous est bien permis de dénoncer l'incompétence des politiciens. Le simple bon sens commande tout de même de ne pas aller acheter bien loin ce que nous avons tout près de nous.

La France qui fut pour la Belgique une bonne cliente est maintenant devenue vendeuse à son ancien marchand. On pourrait dire tant mieux pour les ouvriers français mais tant pis pour les ouvriers belges. Ou le malheur des uns... Mais cela est une chose qui ne nous arrange pas et qui, au point de vue international et ouvrier, n'est pas un progrès.

...et le Textile

Le Textile aussi est durement frappé. Je n'ai pas de chiffres sous la main, mais le nombre de chômeurs est plus élevé qu'ailleurs. L'an dernier, les autorités américaines avaient promis de passer commande à la Belgique pour une importante fourniture pour la zone d'occupation en Allemagne. Quand le délégué belge se présenta on lui fit savoir que les Etats-Unis fourniraient eux-mêmes cette commande. Il y eut, bien entendu, de l'émotion au sein du gouvernement belge et chez les industriels. Finalement après explications et arrangements, la Belgique, pour autant que ses prix conviennent, fut autorisée à faire des offres. En admettant même une pleine réussite cela ne résoudrait pas la crise dans le Textile.

C'est si vrai qu'il y a quelques mois les gouvernements anglais et belge ont signé un accord autorisant la main-d'œuvre textile belge à se rendre en Angleterre où, là, l'industrie textile manque de bras. Dois-je dire que cela n'a rien changé à la situation ? Les ouvriers belges ont préféré rester chez eux. Cet accord prouve en tout cas que le gouvernement belge est loin de pouvoir résoudre la crise. Pendant quelques mois nous donnerons encore le spectacle d'une crise dans le paradis belge, crise qui n'atteint aucun autre pays. Peut-être, après tout, le miracle s'est-il déplacé... ailleurs.

Les causes profondes du chômage

Il faut que nous parlions aussi d'autres causes qui ont sinon provoqué, du moins précipité la venue du chômage. Dès la libération, en Belgique comme ailleurs, on fit appel au patriotisme des travailleurs. Il fallait travailler, toujours travailler et encore travailler. Il fallait redresser le pays. Il fallut trop souvent travailler avec du personnel réduit ou manquant de compétence. Mais enfin on se remit au travail avec joie.

Le gouvernement s'empressa de bloquer les salaires et à l'heure présente cette politique dure toujours. Comme encouragement, c'était trouvé. On fixa dans certaines catégories des salaires anormalement bas. Ce qui eut pour résultat que des milliers et des milliers de travailleurs pour accroître leur salaire acceptèrent le travail aux pièces ou firent de nombreuses heures supplémentaires.

Le mouvement syndical fut le plus grand responsable de cette situation. Il accepta et défendit la politique de blocage des salaires. Cela aurait pu se défendre, si on avait pu faire baisser les prix, mais ceux-ci, au contraire, montèrent.

Mais si l'ouvrier se voyait interdire par ses « défenseurs » de gagner un franc de plus, les patrons évidemment ne voyaient pas bloquer — et pour cause — leurs bénéfices. Il était permis au patron de gagner quelques millions de plus que l'année précédente, mais si l'ouvrier gagnait quelques centaines de francs de plus que le barème établi par le gouvernement, d'accord avec les patrons et les dirigeants syndicaux (sans consultation des syndiqués), cet ouvrier était accusé de toucher un salaire noir et de compromettre la solidité du franc !... On a vu à la Chambre un militant syndical défendre

un minimum plus bas que celui payé par n'importe quel patron.

On n'a pas seulement reproché aux ouvriers de gagner plus qu'ils ne devaient, on s'est aussi attaqué aux patrons qui pour avoir du personnel offraient plus que les barèmes établis. C'était là une belle besogne pour des dirigeants syndicaux, dont certains cultivaient encore un mandat de député, gagnant ainsi quatre ou cinq fois plus que ces brebis galeuses de travailleurs qui acceptaient qu'on leur paye un franc ou deux de plus que le taux « légal ». On m'a même cité le cas — et je le crois sans peine, connaissant ce dont est capable le personnage — que des ouvriers furent menacés par un dirigeant syndical d'être dénoncés au gouvernement si leur patron leur payait un salaire supérieur à celui convenu.

Evidemment nous ne pouvons nous étonner d'une telle attitude. Elle est logique de la part des réformistes. Ils pratiquent carrément un syndicalisme d'Etat et leurs actes se conforment à la conception qu'ils ont du syndicalisme. Cette attitude est d'autant plus odieuse qu'à plusieurs reprises ils se sont laissés aller à dire que seuls jusqu'à présent les capitalistes avaient profité de la reprise du travail.

Ce qui démontre bien que le gouvernement se rendait compte du taux anormalement bas des salaires, c'est qu'il pratiqua sa politique des bons compensatoires, politique qui consistait à remettre chaque mois aux travailleurs des bons représentant une certaine somme d'argent.

Voici comment il était procédé : Supposons que le gouvernement se voyait forcé d'augmenter le prix de certaines denrées et que cela représentait pour les travailleurs — on était toujours en période de rationnement et cela se calculait facilement — une somme de 100 fr. Le travailleur recevait un bon de cette valeur. Pourquoi, direz-vous, ne pas augmenter plutôt les salaires ? Raisonnement logique. Seulement une augmentation de salaire c'est toujours difficile à reprendre, tandis que ces bons on pouvait un jour les retirer. C'est ce que ne manqua pas un jour de faire le gouvernement. Pour faire avaler la pilule, il décida que cette compensation serait dès lors payée par les patrons, incorporée dans le salaire. Cette compensation se chiffre à 0 fr. 50 par heure, soit 24 fr. par semaine. Notons qu'il ne s'agit pas d'une augmentation car cette compensation peut être retirée d'un moment à l'autre.

Notons aussi qu'alors que les bons échappaient à toute taxe ou retenue, les 24 fr. incorporés dans le salaire sont soumis à la retenue de la Sécurité sociale (8 %), plus la taxe professionnelle et de crise. Ce qui fait que suivant le taux des salaires cette compensation se traduit par une augmentation réelle de 12 à 20 fr. par semaine sur des salaires de 800 à 1.000 fr. Le gouvernement, on le voit, a de quoi être fier de son effort en notre faveur.

Tout ceci prouve que, même dans leur « paradis », la vie était chère pour les ouvriers belges. Allez vous étonner maintenant qu'ils aient essayé d'améliorer leur sort d'une manière ou de l'autre, soit en acceptant le travail aux pièces, soit en travaillant 10 ou 12 heures par jour. Ils y étaient d'autant plus poussés qu'ils se rendaient bien compte de la nullité du mouvement syndical dont ils voyaient les dirigeants freiner leurs revendications. Cette situation n'est pas générale, je m'empresse de le dire, mais le fait qu'elle existe et, sur une grande échelle, est particulièrement grave.

Est-il donc si difficile de comprendre que si les ouvriers avaient eu un salaire convenable ils n'auraient pas admis si facilement le travail aux pièces ni de faire tant d'heures supplémentaires, ce qui, sans l'empêcher peut-être, aurait tout au moins retardé le chômage de plusieurs mois ?

Des avantages sociaux qui coûtent cher !

On a souvent parlé des avantages accordés à la classe ouvrière belge. Sommé par ses amis de faire quelque chose pour remettre les chômeurs au travail, Spaak a cru devoir s'écrier :

« Oublie-t-on les nombreux avantages supplémentaires accordés aux travailleurs ? Et notre politique sociale ? N'est-ce rien, cela ? »

Voyons un peu ce qu'il en est. Déjà avant la guerre les dirigeants syndicaux et les patrons s'étaient mis d'accord pour mettre sur pied un vaste système de sécurité sociale. Dès que les circonstances le permirent, après la libération, ce système fut appliqué. Les chefs syndicaux et les politiciens socialistes ne sont pas peu fiers de cela. Certes, au point de vue social, c'est un progrès sur l'avant-guerre. Les avantages en cas de maladie sont plus grands. Il y a une indemnité de décès qui n'est pas à dédaigner.

Par contre, en comparaison des prix, le taux de l'allocation de chômage est moins élevé, ainsi que le rappelait ces jours-ci le secrétaire de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (F.G.T.B.). L'intervention ouvrière dans le financement de la Sécurité sociale est de 8 %, ce qui représente un taux beaucoup trop élevé. Car si l'on ajoute la taxe professionnelle, l'ouvrier laisse presque un jour entier de salaire par semaine. Je ne vois pas là de quoi se réjouir. Les ouvriers ont droit à six jours de congé payés et en touchent douze. Les jours fériés (de huit à dix jours) sont payés par le patron à l'ouvrier. Admirable, n'est-ce pas ? Et on serait tenté de s'en réjouir. Seulement voilà, le gouvernement s'empresse d'annihiler tous ces avantages en taxant férocement les ouvriers.

Chaque semaine les taxes sont retenues régulièrement à l'usine, en se basant sur les taux fixés par le gouvernement. Mais, celui-ci, en fin d'exercice fait cumuler les salaires du mari et de la femme, et comme le taux de la taxe varie d'après la somme, si votre femme et vous avez été taxés à l'usine légalement de 3 %, ces 3 % deviennent 5 ou 6 % après le cumul. Le gouvernement rend ainsi son vol plus odieux.

L'an dernier, par exemple, une ou deux semaines avant les congés, tous les ouvriers reçurent une feuille d'impôts qui leur réclamait autant ou plus que leur double pécule de congé. Des ouvriers qui devaient toucher de 2.000 à 3.000 fr. pour leur congé se virent réclamer des sommes de 4.000 à 5.000 fr. D'autres pour un congé de 1.500 à 2.000 fr. se virent réclamer plus de 1.000 fr.

Où M. Spaak voit-il un progrès ? Faites le compte et vous trouverez que l'ouvrier n'y gagne rien. On lui reprend de la main gauche ce qu'on lui a donné — ou mieux rendu puisque l'ouvrier participe au financement de son propre congé — de la main droite.

Si l'on se rappelle que les prix ont monté, comme en France, plus vite que les salaires ; si l'on souligne que le charbon coûte sept à huit fois son prix d'avant guerre pour des salaires multipliés par trois ou quatre, on verra que nous étions loin d'avoir fait un pas en avant par rapport à 1939. Pour l'instant nous faisons quelques pas en arrière.

Quand, en Allemagne, pendant notre captivité, nous demandions des nouvelles de la guerre aux civils, ceux-ci retournaient leur casquette, mettant la visière en arrière, nous faisant ainsi comprendre que la Wehrmacht reculait. Nos gouvernants ressemblent à cette Wehrmacht.

Malhonnêteté des chefs syndicaux

Mais que fait le mouvement syndical ? Hélas ! rien. Moins que rien ! Ses dirigeants se contentent de bavardages et de menaces. Mais aucune action. Certes, il y eut des grèves en Belgique ; il y eut l'an dernier celle des postiers à Bruxelles, grève qui fut provoquée et dirigée par les communistes et qui se termina par un lamentable échec. Grève au cours de laquelle le socialiste Van Acker, ministre des Communications, fit pleuvoir sur les grévistes un tas de révocations.

Il y eut la grève des métallurgistes qui fut, parait-il, gagnée. N'empêche que cette grève qui eut lieu en juin vit la réalisation d'une promesse faite aux grévistes par le gouvernement — il s'agissait de valoriser des bons de rééquipement ménager accordés aux ouvriers depuis mars 1946 — six mois plus tard, en décembre, et encore il fallut se fâcher un peu.

Mais peut-on vraiment dire ici que les dirigeants syndicaux furent à la hauteur ? Oui, mais pour tromper une fois de plus les travailleurs. Car on admettra qu'il y eut du louche dans cette grève. Les chefs syndicaux menacèrent le gouvernement de recourir à la grève si les ouvriers n'avaient pas satisfaction. Ils poussèrent délibérément les ouvriers à partir en grève.

En même temps, dans toute leur presse, sur tous les toits, ils clamaient que le mouvement était d'autant plus admirable qu'il n'y avait pas d'argent en caisse pour payer les grévistes, que ces derniers en avaient été prévenus et que malgré cette certitude de ne rien toucher, ils avaient quand même engagé la lutte. Ces messieurs n'ont certainement pas abandonné leur plantureux traitement pendant les jours de grève.

Nous posons la question. Même quand les caisses regorgeaient d'argent les chefs syndicaux ont toujours essayé par tous les moyens d'éviter la grève. Pourquoi maintenant poussaient-ils à la grève alors qu'il n'y avait pas d'argent ? N'y a-t-il pas là un geste criminel ? De quoi auraient vécu les grévistes ? De la solidarité nationale ? Cela était psychologiquement et matériellement impossible. La classe ouvrière n'avait pas confiance en ce mouvement et les autres organisations syndicales étaient numériquement trop faibles pour le soutenir sérieusement.

Les dirigeants syndicaux le savaient. Alors pourquoi avoir agi ainsi ? N'a-t-on pas assez sali de camarades avec l'accusation de pousser à la grève sans s'occuper des possibilités de financer le mouvement !

Les bonzes syndicaux ont-ils voulu redorer leur blason ou empêcher une trop grande désertion syndicale ? Je penche nettement pour cette hypothèse, et alors pareille attitude — qui ne nous surprend nullement — n'est plus seulement criminelle mais elle est odieuse.

Les manitous réformistes sont allés jusqu'à reprocher aux dirigeants des syndicats chrétiens d'avoir payé, eux, des indemnités de grève à leurs affiliés. Il y a de quoi être un peu dégoûté.

Cette grève, au surplus, fut une manœuvre politique dirigée contre l'allié gouvernemental. Car elle fut dirigée plus contre le gouvernement pour le forcer à intervenir que contre les patrons. C'est sur le gouvernement qu'on comptait, non pas sur la force ouvrière. Or comme le gouvernement a trop besoin de l'appui des syndicats... pour freiner les syndiqués, force lui fut d'intervenir.

Depuis la libération, le mouvement syndical n'a cessé de tenir ménage avec la ménagerie gouvernementale.

Rappelons quelques faits.

Dès la libération, le gouvernement bloque les salaires. Avec l'accord des chefs syndicaux, socialistes et communistes. Il n'est pas question bien entendu de limiter les bénéfices patronaux qui deviennent bientôt scandaleux !

Le socialiste Van Acker, premier ministre, interdit les grèves. Accord des chefs syndicaux. Il faut relever le pays !

Une loi sur la mobilisation civile est votée. Accord des bonzes syndicaux. D'accord toujours avec les mêmes, le gouvernement s'adresse aux ouvriers pour qu'ils ne perdent pas une minute au travail.

Les mêmes, toujours d'accord, s'attaquent aux patrons et aux ouvriers, aux premiers qui payent des salaires noirs (ô le joli mot, on voit que l'ambiance y était), aux seconds qui les touchent. Ce sont, n'est-ce pas, des inciviques qui risquent de faire naufrager le franc. Comme j'ai l'honneur de vous le dire.

Pour le gouvernement et les chefs syndicaux, ça devenait même un crime de changer de patron.

Maintenant les bureaucrates syndicaux voudraient bien retirer leur épingle du jeu. Se refaire une nouvelle virginité. Leur responsabilité est trop grande.

Un gouvernement n'est pas là pour créer le bonheur de la classe ouvrière.

Un mouvement syndical au contraire est créé pour cela.

Le premier est resté logique avec lui-même.

Quant au second... je vous laisse achever.

En attendant, camarades français, ne nous enviez plus trop.

Pour peu que la crise s'aggrave chez nous tout le système de Sécurité sociale menace de s'écrouler ; il n'est pas exclu que nous connaissions un profond marasme économique.

La Belgique, magasin témoin, a vécu.

L'expérience se solde par une catastrophe.

Lambert DERIVE.

P.-S. — Cet article était déjà écrit et envoyé depuis quatre jours quand j'ai eu connaissance d'une décision prise à la réunion des ministres de la Défense nationale des « Cinq » tenue le 14 janvier à Bruxelles. Il a été décidé que la Belgique fournirait d'importants contingents d'armes à ses alliés C'est tout à fait normal évidemment et puisque ces messieurs parlent de défense, il faut bien que les futurs pauvres cons que nous sommes soient armés.

Mais que penser de cette information que je cueille dans un journal « syndical » sous le titre :

Le rôle de la Belgique

On fait observer dans les milieux autorisés que le problème de la rationalisation et de la standardisation du matériel de ces armées comporte des aspects non seulement militaires, mais aussi économiques. C'est ainsi que le choix de ce matériel impliquera des projets pour la production. Comme le ministre de la Défense nationale l'a encore récemment indiqué dans son discours au Sénat, la Belgique désire assurer une partie de cette production, et l'on pense que l'habileté et la puissance de son industrie rendent légitime ce souhait dont la réalisation contribuerait à la lutte contre le chômage.

C'est imprimé sans commentaires. Ainsi, voilà un vieux moyen toujours employé pour résorber le chômage en attendant que la terre, après l'usine, résorbe, pour toujours, les chômeurs.

Que voulez-vous, on fait ce qu'on peut.

— Mais ne vous rappelez-vous pas d'un certain M. Hitler qui, se vantant d'avoir rendu du travail à son peuple, se voyait reprocher par nos démocraties ce genre de travail ?

On pourrait dire : Selon que vous serez « fascistes » ou « démocrates », la même politique sera jugée différemment.

L. D.

Chronique ouvrière italienne

Depuis notre dernière correspondance, la situation a encore empiré. La polémique, annonciatrice de scission, s'envenime entre Di Vittorio et Bitossi, d'une part, et Canini (socialiste saragatien) et Parri (républicain), vice-secrétaires de la Confédération, de l'autre. Tout devient motif à discussion : la Fédération Syndicale Mondiale, la non-collaboration, l'organisation et l'encadrement des chômeurs dans les rangs confédéraux ; l'agitation en série, le système électoral en vigueur dans la Confédération, la date du prochain congrès.

De plus, il existe une polémique permanente avec la Libre Confédération générale du Travail des démo-chrétiens, désormais admise à discuter et à résoudre les conflits, à collaborer à l'élaboration des contrats de travail, avec les mêmes droits que ceux de la Confédération de Di Vittorio, lequel s'y était opposé. Mais la Confindustria (Confédération patronale) imposa et obtint que Pastore et consorts fussent présents à toutes les manifestations.

Le travail de ségrégation se poursuit. Les élections des commissions internes (comités d'entreprise) revêtent l'aspect de véritables batailles électorales : démo-chrétiens, saragatiens et républicains se démènent, acquièrent de l'importance, font tache d'huile.

***

Les grèves et les agitations se succèdent, se multiplient à un rythme accéléré, et sont une copie, mauvaise, des récents événements qui se sont déroulés en France avec la grève des mineurs comme point culminant. Avec cette différence qu'ici les communistes ont, pour l'instant du moins, l'appui et l'adhésion de la majorité des socialistes nennistes. On note cependant une certaine répulsion chez ces derniers. L'aile droite du parti, dirigée par le député Romita, prend des allures de plus en plus frondeuses, et publie une revue « Panorama socialiste ».

Ici aussi, au désavantage des communistes, il y a un gouvernement fort, disposant d'une majorité parlementaire absolue, soutenu plus ou moins ouvertement par le Vatican. Les députés de l'écusson croisé sont 307, majorité absolue, même si l'adhésion des saragatiens, des républicains et des libéraux venait à leur manquer. La tâche des fidèles du Kominform est donc loin d'être facile.

Cachin et Togliatti ont présenté leur duo, mais il ne paraît pas avoir obtenu le succès escompté. Cachin est un vieux cheval de retour, connu plus que tout autre pour avoir été le financier de Mussolini pour le compte du gouvernement d'Union sacrée. Il est établi que la machine qui porta le duce aux plus hauts sommets du pouvoir fut au départ lubrifiée en partie par l'argent français transporté ou transmis par Cachin.

Togliatti, pour son compte, en a fait de belles. Il a fait inscrire dans la charte constitutionnelle le **traité de Latran**, négocié entre le pape et le duce, ce dernier pensant que le Vatican soutiendrait sa dictature. Le traité de Latran était plus que favorable à l'Eglise et il est probable qu'un jour le duce sera béatifié pour l'avoir proposé. Maintenant, si ce pacte se trouve inséré dans la Constitution, on le doit effectivement à Togliatti et aux communistes qui en cette triste occasion se sont alliés aux démo-chrétiens.

L'amnistie, qui a ouvert et ouvre encore les portes des prisons aux pires délinquants du faisceau, a remis à ces derniers des postes parfois obtenus pour leurs mérites fascistes et après avoir ramassé de l'argent, pour leurs compétences et leurs services divers. Cette amnistie a été accordée par Togliatti et par Nenni. Cela, les communistes l'ont oublié, d'autant plus facilement qu'ils provenaient en grande partie des rangs fascistes, mais ni les travailleurs ni la population ne l'ont oublié. Ajoutez que le parti communiste est mêlé à des délits dont la nature est plutôt de droit commun et vous aurez une idée approximative des eaux troubles dans lesquelles il navigue.

Le congrès du Parti socialiste des travailleurs italiens (P.S.L.I.), socialiste saragatien, s'est récemment tenu à Milan. Il y avait une représentation relativement importante. La question syndicale a été amplement discutée, et il en est ressorti l'évidente impossibilité de faire route commune avec le ménage à trois totalitaire (communistes, socialistes saragatiens et républicains menacent de se séparer, de se heurter).

Au congrès, nombreux furent ceux qui voulaient sortir immédiatement de la Confédération, mais l'opinion a prévalu de patienter encore. La menace demeure suspendue, comme une épée de Damoclès, sur la Confédération de Di Vittorio.

A Canini, vice-secrétaire confédéral pour les saragatiens, a terminé son exposé par cette phrase : « Nous créerons en Italie une véritable, authentique, traditionnelle organisation syndicale libre, indépendante. Cette organisation autonome, libre, indépendante, les travailleurs italiens l'attendent anxieusement dans leur cœur. »

Propos batailleurs, pour la conquête de l'indépendance syndicale, de la part des socialistes saragatiens.

***

Le congrès des républicains s'est tenu également il y a peu de temps à Rome, et a examiné à fond la question syndicale à propos de l'unité et de l'indépendance du mouvement ouvrier. Presque tous les orateurs ont critiqué l'attitude de la Confédération de Di Vittorio. Ils ont unanimement condamné l'œuvre que des Bitossi, Santi, Di Vittorio mènent dans les sphères confédérales.

La sortie des ouvriers républicains de la Confédération n'a pas été mise aux voix, mais il a été décidé d'organiser un referendum parmi les travailleurs républicains, à l'occasion duquel ceux-ci seront appelés à se prononcer pour ou contre le maintien à la Confédération.

Le danger scissionniste loin de diminuer augmente. Les germes de la division se multiplient. Le nombre des syndicats qui se retirent sur l'Aventin de l'autonomie s'accroît sans cesse.

***

Vers la Constituante syndicale ? Parlant des organismes syndicaux d'avant et d'après le fascisme, nous n'avons pas signalé les efforts entrepris par ceux qui furent les corporatistes-fascistes, et qui ont survécu à l'écroulement du Littorio.

Les ex-fonctionnaires corporatistes — beaucoup de capitaines et peu de soldats — se sont scindés en deux groupes : l'un dirigé par Amadio, Simorini, etc., avec comme organe le périodique « l'Araldo del Lavoro », qui paraissait à Milan. Les autres, le groupe le plus important, avec Amilcare de Ambris, Fioretti, Tenerassi, Fonanelli et d'autres, créèrent la Confédération des Syndicats libres, et publièrent un hebdomadaire « l'Aviata del Lavoro » et une revue « la Rassegna del Lavoro sindacalista ». Leur mouvement a son siège à Rome.

Ils parlent d'un demi-million d'adhérents, la plupart dans l'Italie méridionale ; nous ne savons pas si ces chiffres sont exacts. Toujours est-il qu'il y eut des pourparlers avec Di Vittorio et Bitossi pour l'entrée de ces « syndicalistes » dans la C.G.I.L., mais l'accord ne put se réaliser. Les ex-corporatistes voulaient entrer en tant que mouvement. Di Vittorio voulait que le ralliement se fît individuellement. Les tractations furent suspendues.

Actuellement on parle encore, et avec insistance, de convoquer un congrès extraordinaire : la Constituante syndicale, à laquelle participeraient tous les organismes syndicaux, sans exclusive, ni préférence.

A notre avis, l'idée est prématurée, mais comme nous pensons qu'elle fera son chemin, nous avons cru bon de la signaler, et nous examinerons dans une prochaine « Chronique ouvrière » les divers aspects et les développements probables de « la Constituante syndicale ».

Rome, 19 février 1949.

L'HOMME DE LA RUE.

L'Assemblée algérienne

(SUITE)

Il n'y a pas eu d'élections en Algérie

Au fond, il n'y a pas eu d'élections en Algérie. Le peuple algérien n'a pas voté. La grève électorale a atteint parfois 95 % des électeurs inscrits. Ainsi, en Kabylie, le nombre des votants, dans tout l'arrondissement de Tizi-Ouzou a été de 4.000, bien que sur les procès-verbaux les administrateurs fascistes aient mentionné plus de 90.000 votants, et désigné à l'Assemblée algérienne les candidats de leur choix, dans un pays acquis en totalité à la cause des progressistes.

Sait-on que le Conseil d'Etat est saisi d'un nombre impressionnant de pourvois : 57 pour 60 sièges au deuxième collège ? Une paille !

La meilleure preuve que ces élections n'ont été qu'une comédie infâme nous est fournie par les élections municipales des 19 et 26 octobre 1947 qui ont donné aux partis démocratiques et progressistes, selon les statistiques officielles, 75 % des suffrages exprimés.

Mais c'était l'époque où M. Chataigneau était gouverneur général. Cet homme haï par les colons et dont les députés réactionnaires réclamaient la tête. Ils étaient fous à la pensée que les élections à l'Assemblée algérienne pussent se faire avec ce démocrate. Il leur fallait quelqu'un plus apte à fabriquer les élus dans le deuxième collège, et ils l'ont obtenu.

Le « socialiste » Naegelen a remplacé le socialiste Chataigneau. Mais faites la comparaison entre les deux méthodes électorales, celle d'octobre 1947 et celle d'avril 1948, et vous verrez quel abîme peut séparer deux socialistes !

Dans l'histoire, si les colons ont trouvé « quelqu'un » à leur dévotion, les Algériens musulmans et la démocratie ont perdu un homme.

Une fois de plus le fascisme l'emporte sur le socialisme.

Condamné par les siens...

Parlant au nom de son groupe au Conseil général d'avril dernier à Constantine, le député S.F.I.O. Borra a déclaré :

« Nous ne pouvons pas avoir l'air d'approuver les pressions scandaleuses qui se sont faites dans le deuxième collège... On a eu l'impression qu'on a bafoué le parti socialiste.

» Nous ne pouvons pas, quant à nous, approuver de pareilles méthodes. Nous demandons à tous d'être dans l'action les promoteurs de l'union, de respecter l'esprit républicain et démocratique dans ce pays... »

Pierre Houel, dans le numéro du 15 avril du journal officiel du parti S.F.I.O. en Algérie, **Fraternité**, est encore plus catégorique. Il demande une commission d'enquête :

« Dans la métropole, une commission parlementaire doit être constituée pour venir enquêter sur les conditions invraisemblables dans lesquelles se sont déroulés les scrutins. Elle ne pourra que conclure à l'annulation de ces élections préfabriquées.

» A moins que la France n'accepte de se déshonorer en couvrant de son autorité ce scandale de la démocratie bafouée. »

...et couvert par le gouvernement

Jusqu'à l'Assemblée de l'Union française qui s'est émue du scandale des élections algériennes.

Par 104 voix contre 16 elle demande la libération des emprisonnés. Après que M. Mitterrand, qui n'est ni socialiste et encore moins algérien musulman, eut placé la question sur son véritable terrain : « Clémence ? Non, il s'agit de justice ! Vous osez parler de l'ordre républicain vous qui, incapables de conduire les fils vers l'école, n'avez pu que mener les pères en prison ! »

L'Assemblée de l'Union française a proposé elle aussi l'envoi d'une « mission d'information, avec pouvoirs d'investigation afin de reconnaître les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections à l'Assemblée algérienne ». Mais elle a trouvé pour lui barrer la route une lettre du président du Conseil qui n'hésite pas à affirmer que « l'Assemblée de l'Union française n'est pas compétente quand il s'agit de questions à caractère politique et qu'elle n'a pas à exercer un contrôle de nature parlementaire sur les actes du gouvernement ».

Ainsi, même cette assemblée, « dont le mode d'élection avait pourtant été soigneusement étudié », n'a pas le droit d'envoyer une mission d'enquête en Algérie. On comprend bien que l'incompétence n'est ici qu'un prétexte.

Mais pourquoi diable l'Assemblée nationale, qui, elle, est compétente, n'enquête-t-elle pas comme le lui demande le Comité de coordination des élus démocratiques et anticolonialistes de l'Algérie ?

Cette enquête est attendue ! A tel point que dans une commune mixte les présidents des djemaâs ont été réunis par un administrateur adjoint pour recevoir cette consigne :

« Si l'on vient vous demander des précisions sur la façon dont se sont déroulées les élections, dites que c'est le Manifeste qui exerce des pressions sur vous pour vous faire déclarer que les élections furent fraudées. »

Le sous-préfet de Bougie prend lui aussi ses précautions. Il n'est pas sûr que les pratiques de l'administration dans la circonscription de Djidjelli ne donnent pas sujet à scandale. Aussi, il a chargé ses fonctionnaires musulmans — ils ont battu la campagne pendant quatre jours — de recommander aux habitants des douars, de dire « qu'ils ont voté en toute liberté pour Douadi, qui est un homme serviable et estimé de tous ».

Les envoyés ajoutaient : « Avec M. Douadi, qui est dans les bonnes grâces du gouverneur, vous ne manquerez de rien ! Le ravitaillement sera augmenté et servi régulièrement. Faites-lui part de vos doléances. Elles seront vite satisfaites. Le gouverneur et le préfet lui ont donné leur parole. » D'honneur... sans doute.

Ainsi, l'administration doit être prête, à l'heure qu'il est, pour recevoir la commission d'enquête ! A moins que le gouvernement n'estime que l'administration algérienne ne pourra jamais être prête, quels que soient les moyens de pression dont elle dispose. Les preuves, les faits sont trop nombreux et tellement criards, tellement accablants.

« On ne cache pas le soleil avec un tamis », dit un proverbe arabe.

M. le ministre de l'Intérieur Moch — encore un « socialiste » — en est tellement persuadé que non seulement il est contre toute commission d'enquête mais qu'il a refusé tout débat devant l'Assemblée nationale et le Conseil de la République.

Pour s'excuser, il accuse : « Il ne faut pas appliquer aux Algériens les mêmes normes politiques qu'aux autres êtres humains, car les Algériens sont », paraît-il « des enfants qui n'ont pas de maturité politique ». Ce qui n'empêchera pas le même ministre de l'Intérieur d'ajouter que ces mêmes Algériens « avaient parfaitement compris le sens du discours de M. Naegelen et qu'ils avaient voté avec la plus grande maturité politique, pour les candidats dits « indépendants », et rejeté ainsi la politique des partis nationalistes ».

Ainsi, selon que vous aurez voté pour les bachagas, aghas, et caïds — c'est-à-dire pour des fonctionnaires en exercice — (alors que dans le premier collège les candidatures des fonctionnaires d'autorité : préfets, sous-préfets, administrateurs ne sont pas admises) ou pour M. Ferhat Abbas, vous serez considéré par M. Moch comme ayant ou n'ayant pas de maturité politique. Cela prouve simplement que la politique réactionnaire appliquée par le gou-

verneur général Naegelen est une politique voulue par son chef direct le ministre de l'Intérieur Moch, politique qu'il tient à faire exécuter et dont il est défendu de parler.

A propos de la discussion sur le budget du ministère de l'Intérieur au Conseil de la République, le 23 août, M. Jules Moch a déclaré :

« **Il y a une question dont je ne parlerai pas, c'est celle des élections à l'Assemblée algérienne.** »

Et pour cause !

Au sujet des morts de Deschmya, il a dit :

« **Là aussi, je me refuse, à cette heure, de parler de ces questions dans le budget métropolitain, car vraiment je crois que le Conseil de la République a fait la part belle à tous ceux qui ne mesurent pas toujours la portée des paroles qu'ils prononcent à cette tribune, et les répercussions qu'elles peuvent avoir dans le monde international.** »

Ainsi, M. Jules Moch, non content de couvrir les responsables des sept morts de Deschmya, et on le comprend d'autant mieux que c'est lui qui a armé le bras des assassins — dénonce implicitement comme traîtres à la cause nationale les hommes qui en droit ont le devoir de défendre la mémoire de ses victimes, l'honneur et la sécurité de tout un peuple.

D'après M. Jules Moch, ce n'est plus le bourreau mais les victimes qui doivent craindre le jugement du « monde international ». Quelle perversion !

Heureusement, le monde international est fixé sur le fascisme français aux colonies. On dit déjà, un peu partout : « **Comme en Algérie !** » Au même titre que « **Derrière le rideau de fer !** ». A propos d'une élection en Suède, où quelques malpropretés ont été commises, le **Daily Mail** rapporte qu'un journal a écrit : « **Comme en Algérie !** ».

Si le mépris international pouvait tuer, il y a longtemps que tous les Moch français seraient morts. Il n'en est rien, hélas ! Mais, en revanche, ce qui tue, c'est le mépris colonial. Et chez M. Moch, il est d'une férocité de raciste.

Et il remonte chez cet homme au moins à 1944.

Lisez les extraits des procès-verbaux de la Commission d'études sur la Constitution française siégeant à Alger.

SEANCE DU 9 MAI 1944 :

M. Moch. — Je ne crois pas qu'on puisse retirer du Parlement français les Affaires étrangères, l'Armée, les Finances françaises.

M. Sanglier. — Mais je pense qu'on prévoit une représentation métropolitaine au sein de la Fédération.

M. Moch. — Je n'admets pas qu'ils soient mis en minorité par les **chefs nègres**.

SEANCE DU 16 MAI 1944 :

M. Moch. — Comment peut-on administrer les colonies par des gens directement intéressés ? Je suis, pour l'instant, hostile à donner les mêmes droits aux **chefs nègres** et aux représentants français.

» Je suis tout à fait hostile à abandonner la direction de la politique internationale de la France à un organisme où d'autres que des Français parleront.

» La France dit : « J'ai besoin de 20 milliards « pour la Défense nationale, la part de la France « est de 19 milliards, celle des colonies 1 milliard ».

» L'Assemblée fédérale peut répartir le milliard, je n'y vois pas d'inconvénient. Mais je n'admets pas que les colonies, les **nègres**, disent quelle doit être la part de la France.

» Si nous nous mettons en 1936 ou 1932, quand la Chambre était divisée en deux parties, je ne veux pas du tout que ce soit le **roi nègre** qui fasse la balance entre les deux fractions françaises. Je ne veux pas du tout qu'une coalition de l'opposition appuyée sur la descendance du roi Pakoko (sic) fiche en l'air le budget. **JE SUIS UN VIEUX CONSERVATEUR.** »

On s'en doutait un peu.

Et nous étions en 1944, au moment où la bataille faisait rage en Alsace et sur le front d'Italie.

Quelques mois plus tard les troupes d'Afrique devaient libérer Metz et Strasbourg. Des hommes dont l'**Echo d'Alger** devait dire dans son éditorial du 29 novembre 1944 : « C'est de l'Empire qu'est venu le salut. En 1942, il y eut ici (en Afrique du Nord) une levée en masse ». L'**Echo d'Alger** de Sérigny, ancien directeur de la Compagnie générale transatlantique à Paris, le gendre de Duraux, l'ancien sénateur d'Alger, l'organe par excellence de la grosse colonisation.

C'est dans l'**Echo** du même jour qu'on peut lire cet extrait d'un discours de M. Marcel Duclos aux Délégations financières : « **L'Algérie n'a-t-elle pas répondu par la mobilisation de plus de 14 % de ses enfants ?... Proportion jamais atteinte, à aucune époque de son histoire, par la France elle-même.** »

Et dans un ouvrage de l'U.D.M.A., du **Manifeste à la République algérienne**, Ferhat Abbas précise : « **Le corps expéditionnaire organisé sous le commandement du général Giraud, en vue de participer, aux côtés des troupes anglo-américaines, à la libération de la France et des peuples opprimés est composé dans la proportion de 90 % de soldats musulmans.** »

A cette époque même le raciste Moch bouffait du « **nègre** », de ce « **nègre** » — ce produit de l'Empire — dont est « **venu le salut** ».

Il faut savoir également, qu'à l'occasion de l'abrogation du décret Régnier, Moch a déclaré :

« **L'application du droit commun permettra, s'il y a lieu, des sanctions plus fortes que celles prévues par le décret Régnier.** »

Je ne sais pas si cela lui sera aussi facile, car on ne comprendrait pas pourquoi on s'est complu dans l'illégalité pendant quatre ans. Mais ici encore, voyez le ton haineux. Une haine aussi recuite que celle de l'hitlérisme pour le juif.

Si l'on n'ose pas affubler l'Algérien musulman de l'étoile jaune, c'est qu'il n'y a qu'un Etat fort qui puisse se payer le luxe d'une politique d'extermination. Or on a beau se croire de la race des seigneurs, la force vient d'Amérique.

Mais on en a tout de même assez — grâce aux nombreux crans des ceintures ouvrières — pour faire rentrer dans la gorge de l'Arabe désarmé non seulement son outrecuidance de vouloir être notre égal, mais aussi notre humiliation du fait d'avoir été contraint de le reconnaître comme citoyen français, à la face du « monde international ». Comme nous l'avons vu, on ne s'est pas gêné.

Et l'affaire a été menée rondement grâce à l'homme à tout laisser faire, le gauleiter en peau de toutou, Naegelen.

Au fond, l'essentiel pour les colons était d'avoir un gouverneur qui ferme les yeux sur la cuisine de son administration. Pour le reste, ces fascistes de toujours (P.P.F., avec Doriot, ils voulaient faire de l'Algérie un condominium du temps de Hitler) connaissent la manière. L'administration ? C'est eux pour une grande part. Dans les préfectures, les sous-préfectures et les communes mixtes, ils ont ou des fils ou des gendres, en tout cas des gens éprouvés ou des parents à la mode corse se sentant les coudes, tout comme un gang de traction avant. Ils sont partout, jusque dans le cabinet du gouverneur. Ainsi, il y a, comme directeur, dans le cabinet de Naegelen, un nommé Gardel, qui a dirigé la campagne de presse contre Chataigneau !

Ils l'ont échappé belle !

Donc, grâce à Moch-Naegelen, les colons ont maintenant leur Assemblée algérienne. Mais ils l'ont échappé belle ! Avec Yves Chataigneau « dont le républicanisme reste sans tache » ils étaient faits comme des rats. C'est qu'il avait un plan et des hommes pour le réaliser.

Ainsi, par exemple, il croyait que :

« **La France ne peut pas admettre que 1.200.000 jeunes indigènes entrent dans la vie sans avoir reçu le moindre élément de notre formation scolaire.** »

Il voulait organiser l'hygiène, l'assistance médicale, l'artisanat, le paysannat et réclamait des droits égaux en matière de statut du travail.

Il voulait que l'Algérie s'attache à former une main-d'œuvre qualifiée.

Il disait même que « l'élévation du standard de vie ne devrait pas pouvoir être arrêtée par l'accroissement de la population » si on développait l'industrie alimentaire, le matériel nécessaire à l'agriculture et au commerce.

Par surcroît, cet homme aurait permis aux élections de se faire démocratiquement. Vous voyez d'ici la catastrophe : une assemblée à majorité progressiste secondée par un gouverneur général — partisan de réformes visant à la fois le statut politique des populations musulmanes — à qui il se plaisait à rendre hommage — et l'amélioration de leur situation matérielle !

Gouverneur et progressistes auraient été capables pour essayer de réaliser « leurs rêves creux » de leur prendre quelques milliards à ces pauvres colons. Miséricorde !

***

Il y a environ 35.000 exploitants européens en Algérie. Cette année (1948), ils viennent de réaliser 55 milliards de **bénéfices, rien que sur les vins.**

Un viticulteur, moyen, a fait 45 millions de chiffre d'affaires. Son bénéfice net peut être évalué à 25 millions. Soit deux millions par mois.

Un docker gagne 6.000 francs par mois, en moyenne.

Sur 35.000 exploitants, 800 seulement sont imposés au bénéfice réel. Le reste sur un forfait calculé à l'hectare suivant culture.

Ainsi un hectare d'agrumes paie 5.000 francs d'impôts.

Or un seul oranger rapporte 5.000 francs.

Il y a en Algérie 18.000 hectares d'agrumes, environ, avec 400 arbres à l'hectare. Ce qui signifie que le revenu du colon est imposé de 1/400 !

Quel est le salarié à 20.000 par mois qui ne paie que 50 francs d'impôts ?

***

La mission d'un gouverneur parlementaire est soumise périodiquement à renouvellement. A propos de la confirmation de la mission de M. Naegelen par le Conseil des ministres le 1er octobre dernier, voici ce qu'en pense l'organe de la grosse colonisation, l'**Echo d'Alger**, du 2 octobre :

« ...Cette joie (du renouvellement) n'est pas simplement faite de la sympathie que nous éprouvons pour M. Naegelen, mais aussi des espoirs que nous avons placés dans son action, **des certitudes déjà acquises** et que sa politique ne peut que consolider. »

Le **Journal d'Alger**, l'organe des curés, se félicite d'avoir enfin un gouverneur : « **Un gouverneur qui gouverne** ». Grâce à lui : « **La paix dans les cœurs a été établie et la liberté des esprits... M. Naegelen, pour longtemps encore, nous est nécessaire.** »

Comme on les comprend !

***

Et maintenant que nous avons déculotté le « grand homme » des colons et des curés, est-ce que vous connaissez quelqu'un de plus lamentable que lui ?

Si seulement, une fois les saletés commises, il avait eu au moins la pudeur de se taire. Même pas ça. Il faut qu'il insulte ses victimes. Avec la prétention que personne n'a rien vu et que tout le monde doit se taire. Lui, dont le rôle a consisté uniquement à **laisser faire**, à couvrir toutes les turpides du gang européen d'Algérie, au nom de la France du raciste Moch.

Non, messieurs les fascistes d'Algérie, vous ne la porterez pas en paradis votre Assemblée algérienne. Elle vous échappera un jour. Pas si lointain que vous croyez.

C'est entendu, vous avez encore assez de mercenaires armés pour défendre le coffre-fort dans lequel vous l'avez enfermée avec vos milliards, mais les Duval et les Moch passent et les Arabes restent.

Déjà au congrès de l'U.D.M.A. de septembre dernier, il y avait des délégués du Maroc et de Tunisie. Demain, vous ne pourrez éviter la C.G.T. nord-africaine.

Tout le Maghreb bouge. Il vous balaiera. Inch Allah !

J.-P. FINIDORI.

Parmi nos LETTRES

Autour de Garry Davis

Nous avons reçu du camarade P. Roessel la lettre ci-après. Si dure qu'elle soit pour le militant chevronné qu'est Fontaine, nous avons cru de notre devoir de la publier.

Pour une fois que je prends la plume, c'est pour rouspéter. Tant pis, c'est au moins une raison déterminante.

Autant je me suis trouvé d'accord avec l'article de Delaunay, autant je désapprouve celui de Fontaine, sur le cas Garry Davis. Il y a tout de même un conformisme dans le scepticisme auquel il importe de ne pas se laisser aller. Ce camarade parle d'une manifestation à laquelle il n'a pas assisté, et dont il ne semble pas avoir lu le compte rendu détaillé ; car, tout de même, lorsque l'abbé Pierre préconisa le refus de fabriquer et de porter les armes, il n'était pas si loin du complot antimilitariste de l'Internationale.

Certes je ne suis pas loin de partager le scepticisme de Louzon sur le plan rationnel, mais nous savons peu de choses et la majorité des causes ne nous est pas connue, c'est pourquoi je me réjouis de voir un mouvement pacifiste arracher les masses à leur apathie moutonnière, quelque réserve que l'on puisse faire à son égard. C'est alors que les idées non conformistes ont plus de chance de pouvoir se propager.

Pouvons-nous espérer faire quelque chose, assez vite, et sans un tel truchement ? La réponse du R.D.R. à la suggestion de Louzon au sujet du referendum sur la guerre d'Indochine n'est déjà pas si décourageante.

J'aime beaucoup la confrontation des idées dans les colonnes de la revue, mais j'estime que Fontaine aurait pu s'abstenir d'écrire son article à moins de motiver plus sérieusement pourquoi il qualifie de bouffonnerie la manifestation du Vel' d'Hiv'. Un ancien camarade d'atelier, que j'avais fait abonner à la R.P. m'a également fait part de son étonnement au sujet de cet article. Je ne puis d'ailleurs mieux faire que de mettre en opposition l'article de G. Lange qui constitue une excellente critique des « formules vagues » énoncées par certains supporters de G. Davis.

La tenue de la « R. P. »

Du même camarade, ces appréciations sur la tenue de notre revue :

Quant à la tenue de la R.P., elle me donne, d'une façon générale, toute satisfaction. Les critiques ne peuvent être imputées au « cuisinier » de la revue, ainsi l'importance relative accordée au syndicalisme de l'enseignement et de la fonction publique.

J'ai beaucoup aimé l'étude de Louzon sur « Socialisme ouvrier et socialisme bourgeois ». Je dois mentionner les études sur la SNECMA et la grève des mineurs, celles de J. Péra et bien d'autres.

Je ne puis vous écrire qu'une chose : continuez, n'ayez toujours recours qu'à des sources parfaitement contrôlées, et la R.P. ne pourra qu'accroître son rayonnement.

Il ne faut pas en effet que la **R. P.** apparaisse comme une revue réservée plus spécialement aux gens de l'Enseignement et aux fonctionnaires. Nous ne demandons qu'à publier aussi souvent que possible des monographies sur les problèmes qui se posent dans l'industrie privée.

La renaissance du syndicalisme

Que fera le Livre à son congrès de Bordeaux ?

La Fédération du Livre tiendra à Bordeaux, du 15 au 18 juin prochain, son congrès ordinaire. Déjà les discussions ont commencé dans **l'Imprimerie française**, l'organe fédéral. Des éléments d'opposition ont lancé un petit canard, le **Livre libre** (1); son premier numéro invite les sections à demander que « le congrès de Bordeaux examine l'utilité de l'appartenance de la Fédération du Livre à la C.G.T. et fasse un bilan financier du coût de cette appartenance tant à l'organisme central qu'aux unions départementales ».

Le malaise est peut-être moins grave dans le Livre que dans les autres fédérations restées à la C.G.T. stalinienne. Ses adhérents ne manifestent pas leur mécontentement avec leurs pieds comme dans le Bâtiment et la Métallurgie où les départs atteindraient, affirme-t-on, 50 % des effectifs. Dans le Livre on n'entre pas ou l'on ne sort pas de son syndicat avec tant de facilité. On reste attaché d'abord à son syndicat. Il n'en faut pas déduire qu'il n'y ait pas malaise dans le Livre. On peut même dire que le malaise y est profond; le Livre n'a pas la conscience tranquille.

S'il est une fédération qui ait le sentiment de n'être pas à sa place dans une C.G.T. stalinisée, c'est bien celle-là. A la scission, tout le monde s'attendait à la voir partir en bloc. Liochon ou Keufer vivant, elle aurait certainement figuré parmi les promoteurs de Force ouvrière. D'ailleurs, tout son bureau fédéral, Ehni, secrétaire général, compris, n'appartenait-il pas à la tendance réformiste F.O. ? Au dernier moment, Ehni a emboîté le pas à Saillant et à Le Léap; il a refusé de suivre le gros de ses amis de tendance. Il a invoqué un tas de bonnes raisons. Ses propres amis, ceux d'hier et même ceux d'aujourd'hui, lui en prêtent d'autres.

Dans **l'Imprimerie française** de janvier, Ricordeau, secrétaire des lithos de Saint-Etienne, s'est porté au secours d'Ehni, demandant qu'à Bordeaux on ne parle rien qu'imprimerie. Pas de politique ! Uniquement des discussions corporatives.

Ricordeau se met doublement le doigt dans l'œil. Les sections du Livre ont à connaître dans leur congrès de toute l'activité syndicale de leur secrétaire général. Ce sont elles qu'il représente à la C.G.T., j'imagine. Au Secrétariat professionnel international des arts graphiques, aussi ?

Alors, ce que fait Ehni à la commission exécutive confédérale ne peut rester en dehors du débat. Or il approuve la politique et les décisions des dirigeants staliniens de la C.G.T. Pourtant le précédent congrès fédéral du Livre lui avait donné un mandat précis et tout différent. Il devait défendre dans les divers organismes confédéraux l'indépendance syndicale. Il n'en a rien fait. Il s'est tu. Il a accepté, sinon appuyé, les grèves Molotov de novembre 1947 et d'octobre 1948. Il a prêté la main à l'inféodation de la C. G. T. au parti stalinien. La grève des journaux parisiens du 13 novembre dernier fut davantage un acte de défense des journaux staliniens qu'une manifestation en faveur de la liberté de la presse. Ehni faisait-il de la politique, et une politique conforme à l'intérêt ouvrier, en applaudissant au coup d'Etat tchécoslovaque de l'an dernier, en signant le télégramme de félicitations à Zapotocky et à Gottwald ? Il applaudissait tout simplement le fascisme rouge s'installant à Prague.

Ehni se pose en défenseur de la paix. A l'entendre, la défense de la paix n'aurait rien à voir avec l'orientation syndicale. Hélas ! que n'en est-il ainsi ! Mais Ehni a une drôle d'idée de la défense de la paix. C'est ce qui lui permet de féliciter Vychinski pour ses déclarations à l'O.N.U. On le comprendrait mieux félicitant Spaak pour les siennes.

Ehni, sur la paix comme sur pas mal d'autres points, adopte le point de vue des staliniens. Ces derniers crient très fort leur amour de la paix, mais les paroles et les cris sont une chose, les actes en sont une autre. Quelle est l'armée de 4 à 5 millions de soldats qui n'a pas démobilisé après la guerre, sinon l'armée russe ? Qu'est-ce qui a torpillé l'O.N.U. sinon la Russie avec son véto ? Ehni ne ferait pas mal de réfléchir à cette déclaration de M. Arthur-Bliss Lane, le premier ambassadeur des Etats-Unis en Pologne en 1945 : « Les accords de Yalta ont été le tombeau de la démocratie en Europe orientale. »

Non, Ricordeau, toutes ces questions ont le droit d'être débattues à Bordeaux. Mais est-ce à dire que les fédérés du Livre soient plus contents de l'attitude de leur secrétaire général devant les problèmes particuliers à l'imprimerie ?

Ehni a fait ce qu'il a pu sur le terrain revendicatif et quelquefois même montré du cran. Je le concède volontiers. Je n'aurais pas hésité à le féliciter s'il avait montré devant Frachon et Bayet la même fierté que devant Grenier. Mais sur le terrain de l'imprimerie je suis obligé de constater qu'Ehni est engagé dans une mauvaise voie.

Les travailleurs des journaux connaissent un chômage extrêmement sérieux. La place de Paris n'est pas seule à en souffrir. Beaucoup de villes de province sont logées à la même enseigne. D'où provient ce chômage ? De la politique suivie en matière de presse par la Résistance. Ses journaux seuls ont eu le droit de paraître. Que la presse de collaboration avec l'occupant ait disparu, cela se comprend. Mais le pays ne comptait pas que des résistants et des collaborateurs. La grande majorité des Français n'a pas eu de possibilité d'expression. Pas d'autorisation de paraître. Pas de papier journal. Résultat : une vingtaine de quotidiens disparaissent rien qu'à Paris, entraînant au chômage leurs équipes sans qu'il soit possible à d'autres quotidiens de voir le jour. C'est le gros problème corporatif du moment. Déjà la situation des canardiers menaçait d'être difficile par l'évolution même de la presse. Avant 1914 un quotidien vendant 30.000 exemplaires à Paris joignait les deux bouts. Aujourd'hui il faut une vente de 300.000. Si M. Bayet réussit à garder quelque temps encore le monopole de la presse, on verra du joli, sans parler des queues de chômeurs canardiers aux permanences syndicales. A cette politique de la presse de la Résistance, Ehni a été et reste associé. Il n'y a pas si longtemps qu'il allait à Saint-Etienne, en compagnie de M. Bayet, empêcher la sortie de

---

(1) Abonnement pour dix numéros : 50 fr. Directeur-gérant : Henri Chapey, 64, rue du faubourg St-Martin, Paris (X^e). C. C. P. Paris 1536-70.

la **Tribune** qui avait obtenu pourtant l'autorisation de reparaître.

Dans le Labeur, la situation n'est pas meilleure. Il devrait y avoir dix ans de travail intensif rien que pour reconstituer ou rajeunir les fonds épuisés des maisons d'édition. Au lieu de cela le chômage fait plus que menacer. Les prix scandaleux atteints par le papier, toujours en raison de la même politique malthusienne de la Résistance, y sont pour une bonne part.

C'est encore une question relevant de l'imprimerie que celle de la nationalisation des entreprises de presse ayant collaboré avec l'occupant. Sur le rôle et la gestion de la S.N.E.P., qu'a dit, qu'a fait, qu'entend faire la Fédération du Livre ? Ehni a-t-il une idée sur ce sujet ? Ou bien est-il résigné à laisser les choses s'organiser sans que les ouvriers aient leur mot à dire ? A moins qu'il ne prenne M. Pierre Bloch, directeur de la S.N.E.P., pour un ouvrier ou pour un représentant des ouvriers.

Pour de multiples raisons, très importantes, le rapport moral que présentera Ehni au congrès de Bordeaux devrait être repoussé. Le secrétaire général du Livre a facilité la mainmise du parti stalinien sur la C.G.T., contribué à ruiner l'indépendance du mouvement syndical; et par là à rendre fatale la scission; il a applaudi à l'instauration du fascisme rouge en Tchécoslovaquie; il a aidé l'impérialisme russe saboteur des Nations Unies et réel fauteur d'une prochaine guerre. Sur le terrain corporatif, il a fait, en accord avec la Résistance, une politique qui aboutit au chômage tant pour les canardiers que pour les ouvriers du labeur.

Un autre grief doit être retenu contre Ehni. Au précédent congrès, celui de Saint-Etienne, il y a deux ans, il avait promis de choisir entre les deux fonctions qu'il occupait : secrétaire fédéral et directeur de l'imprimerie confédérale. Deux ans ont passé. Ce « doublage », si contraire à toutes les traditions du Livre, continue. Que le comité fédéral se soit laissé lanterner aussi longtemps, cela montre son manque d'autorité. La Fédération de Keufer et de Liochon en est descendue là.

Je ne m'explique pas très bien que le groupe du **Livre libre** se borne à mettre en cause l'appartenance de la Fédération du Livre à la C.G.T. surtout pour des raisons financières. La question d'argent a son importance. Il est trop certain que les U.D. — et en particulier, celle de la région parisienne — n'en donnent pas aux syndiqués pour leur argent. La C.G.T. non plus. Et peut-être aussi les fédérations. Mais c'est pour des raisons essentielles, sociales et corporatives, que j'ai indiquées plus haut, que cette appartenance doit être combattue et tranchée. Réduire le problème à une question de sous, c'est viser trop bas. On croit par là toucher à un point sensible le syndiqué du Livre. Erreur. C'est mal le juger. On ne le mobilisera pas, je le crains, avec un tel argument. Il faut faire appel à de plus hauts sentiments.

Si le congrès de Bordeaux rompait l'appartenance à la C.G.T. stalinienne, où irait la Fédération du Livre ? A l'autonomie sans doute. Au moins provisoirement. Il y a peu de chances qu'elle rallie présentement F.O., celle-ci manquant par trop de force d'attraction. Les réformistes du Livre n'osent pas affirmer leur sympathie pour leurs frères de F.O. Il faut que ce soit des syndicalistes révolutionnaires, comme quelques camarades de province et comme moi, qui préconisions ce rattachement. Malgré notre antipathie pour son enseigne réformiste. Par crainte de la désagrégation syndicale. Pour ne pas opposer au danger stalinien trente-six impuissances. Sans nous payer d'illusions, sans sacrifier à la confusion. A ce propos, je n'arrive pas à comprendre comment l'ami Chapey a pu laisser dire dans le **Livre libre** que Keufer avait signé en 1906 la motion d'Amiens. Parmi les signataires, je ne vois que Marie, des presses typographiques, et Thil, des lithos. Keufer la vota, ce qui n'est pas la même chose; avec des réserves d'ailleurs. Les réformistes, avec Coupat et Keufer, retirèrent leur propre motion au dernier moment. Ils se rallièrent à la motion révolutionnaire. Parce que le congrès, dans sa grande majorité, était porté vers elle. Parce qu'ils n'étaient pas non plus pour la liaison avec le parti. Parce que, pour eux aussi, le syndicat était le groupement essentiel. Le Livre déclara qu'il voterait en faisant des réserves sur la grève générale. Représentant à ce congrès le syndicat des correcteurs parisiens, je fus amené à dire qu'au nom de mon syndicat, adhérent au Livre, je voterais sans faire la moindre réserve.

Alors la C.G.T. révolutionnaire avait un pouvoir d'attraction qui lui permettait d'entraîner dans son sillage des réformistes de la trempe de Keufer. Le jour où F.O. sera devenue révolutionnaire — vous voyez, je ne doute de rien — il en sera de même.

P. MONATTE.

Pas de tribune libre dans "l'Ecole libératrice"

L'Ecole libératrice — organe du Syndicat national autonome des Instituteurs — a publié dans son numéro du 13 janvier 1949, sous un chapeau du stalinien Delanoue, une présentation des thèses du pédagogue soviétique officiel : Anton Makarenko. Nous aurons peut-être l'occasion d'examiner cette manifestation idéologique qui marque sans doute un tournant de même caractère que la glorification du « lissenkisme ».

Mais j'ai cru avoir le droit de compléter la documentation de nos camarades sur la pédagogie soviétique, en citant quelques extraits de manuels scolaires en usage en U.R.S.S. Le 21 janvier 1949, j'adressai un article (1) sur ce sujet à René Bonissel, rédacteur en chef de **l'Ecole libératrice**, envoi rappelé le 3 février 1949.

Bonissel m'a répondu le 8 février 1949 en ces termes :

« **J'ai lu ton article à la dernière commission de** l'Ecole libératrice. **Après discussion nos camarades ont décidé de ne pas insérer ledit article et de te le retourner en te faisant remarquer :**

» **1° que** « l'Ecole libératrice » **n'a pas de « tribune libre », ce n'est pas nouveau puisque avant guerre elle n'existait pas davantage dans notre journal ;**

» **2° tu ne discutes pas, en vérité, l'article sur la pédagogie soviétique que nous avons publié.** »

Il ne faudrait pas jouer sur les mots. Avant la guerre, il n'y avait pas officiellement de tribune libre dans **l'Ecole libératrice** — c'est-à-dire que le bureau n'était pas tenu de publier tous les articles reçus. Mais il existait bien une **tribune de discussion** ouverte aux militants des diverses tendances et non exclusivement aux membres du bureau. Deux exemples. Le numéro du 26 février 1938 contenait un article de René Garmy; celui du 27 mai 1939, un article de Gilbert Serret. Ni Garmy ni Serret n'occupaient de fonctions officielles dans le S. N. — et leurs opinions s'opposaient à celles de l'unanimité du bureau.

La deuxième remarque n'appelle qu'un bref commentaire. Les staliniens ont le droit de glorifier la pédagogie soviétique dans l'**E. L.** Les syndicalistes n'ont pas le droit d'y apporter des éléments de discussion sur l'enseignement en U.R.S.S.

R. H.

---

(1) L'article a paru dans « Force Ouvrière » du 24-2-49 avec des documents photographiques et une présentation de notre ami Walusinski.

Le Cercle d'études syndicalistes de la Loire

Constitué par les Amis de la **R. P.** en octobre dernier, il a déjà organisé deux conférences : une de Hagnauer sur : « Le syndicalisme a-t-il fait faillite ? » et une de Bentot sur le problème allemand. Le 20 mars, R. Louzon parlera de l'inflation, et, début avril, un camarade ouvrira une discussion sur le syndicalisme et le problème délicat de l'action contre la guerre.

Mais le C.E.S., qui rassemble aujourd'hui des militants syndicalistes de toutes les organisations syndicales non inféodées au P.C. et des militants minoritaires de la C.G.T., ne veut pas borner son activité à ces conférences.

Une conférence pose un problème, rappelle quelques idées essentielles, attire l'attention sur une question, donne peut-être la solution qui s'impose pour l'auditoire syndicaliste, mais la mémoire auditive est souvent défaillante et imprécise. On enregistre bien plus facilement des faits.

C'est pourquoi le C.E.S. a décidé de se réunir le premier dimanche de chaque mois pour procéder à un échange de vues sur un sujet d'actualité.

Le C.E.S. doit être un foyer ardent de pensée ouvrière qui donnera son point de vue sur tous les grands problèmes intéressant la classe ouvrière. Ce n'est pas une prétention démesurée si l'on en juge par le nombre et la qualité des militants qui ont adhéré au Cercle d'Etudes Syndicalistes de la Loire. Et le groupe sera amené à se diviser en sous-groupes : nos camarades de Saint-Chamond ont en effet l'intention de se réunir localement pour avoir la participation active d'un plus grand nombre de militants.

Le C.E.S. a tenu, dans sa réunion du 27 février, à bien préciser ce qu'il entendait par indépendance du syndicalisme.

Il a rappelé que la lutte de classes est un fait et que la constatation de ce fait amène le mouvement syndical à donner à son action un caractère d'opposition au mode de production qui a créé les classes et l'exploitation de la classe salariée par la classe capitaliste, un caractère d'opposition aux institutions issues de ce mode de production pour assurer la domination de la classe capitaliste.

On ne peut supprimer l'exploitation ouvrière par des modifications du régime capitaliste, on ne peut la supprimer qu'en supprimant ce régime qui l'a engendrée.

Et encore, l'expérience de ces dernières années nous a-t-elle prouvé que ce n'est pas là une condition suffisante si la classe ouvrière n'a pas préalablement conquis elle-même ses entreprises, si elle n'a pas préalablement participé activement à la vie des entreprises et à la gestion de l'économie.

Il ne faut pas confondre retour à l'Etat des moyens de production et remise des moyens de production à ceux qui les font fonctionner. La première méthode aboutit au capitalisme d'Etat qui peut devenir une force bien plus oppressive et exploiteuse que la bourgeoisie ; la seconde, c'est le socialisme ouvrier de la Première Internationale et de la Charte d'Amiens.

Le cercle d'études syndicalistes combattra tous les totalitarismes, il s'opposera à l'étatisation de l'économie et préparera ses militants à la conquête de l'entreprise ; il restera à l'écart de tout mouvement tendant à assurer d'abord la conquête de l'Etat pour réaliser l'émancipation ouvrière.

Enfin le C.E.S. a affirmé son attachement à l'internationalisme prolétarien. Le moment est venu pour le mouvement syndical de préciser sa position sur le problème de la paix.

Où sont les causes du conflit qui nous menace aujourd'hui ? Dans la volonté de conquête du monde de l'impérialisme américain ? Oui, certes. Mais aussi dans la volonté d'expansion de l'impérialisme russe qui, de plus, fait planer la menace du totalitarisme qui écrase l'individu et le réduit à être l'instrument docile de l'appareil d'Etat et surtout de la police d'Etat.

L'action contre la guerre se complique du fait que nous n'avons personne, derrière le rideau de fer, qui puisse faire entendre sa voix contre l'esprit de conquête et d'asservissement des peuples des dirigeants de l'Etat russe. L'action du mouvement ouvrier contre la guerre ne peut être organisée que dans les pays de l'Ouest, et cela doit être pris en considération, lorsqu'il s'agit de déterminer des moyens d'action ; cette action ne peut se confondre avec celle des staliniens dont le pacifisme a pour but unique d'affaiblir le camp des adversaires éventuels de l'impérialisme russe. Le C.E.S. met donc à l'étude le problème de la paix.

Foyer de pensée ouvrière, le C.E.S. de la Loire servira de trait d'union entre militants d'organisations voisines et permettra ainsi d'unifier l'action de ces organisations ; peut-être même permettra-t-il de jeter les bases d'une unification de forces syndicales libres de toute ingérence politique.

Il serait souhaitable qu'un cercle d'études fonctionne dans chaque centre important. Ce qui paraissait impossible dans la Loire, il y a seulement dix-huit mois, est réalité et nous pouvons même dire que l'équipe ainsi rassemblée est au moins aussi importante, peut-être plus importante que celle qui mena la bataille contre la domestication des syndicats de 1925 à 1940 ; elle ne fait pas beaucoup de bruit, mais elle fait de l'excellent travail.

Pour le Bureau du C.E.S. de la Loire :
ROYER.

A propos de l'affaire Thevenon

Thevenon, instituteur à Roche-la-Molière, fut révoqué par arrêté ministériel du 26 juin 1945, après avoir été suspendu par le préfet de la Loire — le communiste Montjauvis — le 10 novembre 1944.

Il n'avait jamais pu se défendre contre les accusations sans fondement de ses adversaires staliniens qui profitèrent de l'ambiance de la libération et du rôle de premier plan qu'ils avaient su jouer, pour se débarrasser d'un militant qui les gênait dans leur conquête du mouvement syndical.

Après quatre ans et demi, Thevenon a pu enfin s'expliquer devant ses camarades à un conseil syndical extraordinaire du syndicat autonome qui groupe plus de 1.700 institutrices et instituteurs. Tous ceux qui avaient porté des accusations contre Thevenon ou qui avaient colporté des calomnies furent invités à venir témoigner. Or, stupéfaction, aucune accusation n'est formulée. A la presque unanimité, le conseil syndical, jugeant sur des faits et des textes, rejette comme non fondées les accusations portées par le tribunal d'honneur de la Loire et le Conseil supérieur d'enquête.

Thevenon avait demandé la révision de son dossier en novembre 1947 ; sa demande fut appuyée par de nombreuses organisations et personnalités. Mais au ministère de l'Education nationale, on perdait un jour sa demande, un autre jour son dossier.

Nous reviendrons sur cette affaire. En attendant le Cercle d'études syndicalistes de la Loire fait appel à toutes les organisations syndicales libres de la Loire pour constituer un **Comité de défense de l'affaire Thevenon**, et demande à tous les syndicalistes de s'associer à son action.

R.

L'AFFAIRE THEVENON

et la reconsidération de l'épuration

La commission exécutive de la section de la Loire du Syndicat national des Instituteurs a décidé d'adresser une lettre (1) au bureau du S.N. et aux sections départementales qui est d'un grand intérêt puisque, tout en attirant l'attention sur l'injustice criante dont fut victime notre camarade Thevenon, elle pose le problème de la reconsidération de l'épuration.

LETTRE DE LA SECTION DE LA LOIRE AU BUREAU ET AUX SECTIONS DU S.N.

Un conseil syndical extraordinaire, appelé à se prononcer le 24 février sur une affaire examinée après la libération et au titre de l'épuration, **a adopté à l'unanimité** la motion suivante qui fut aussitôt communiquée à Aigueperse avec un compte rendu succinct des débats et des votes de ce conseil syndical.

RECONSIDERATION DE L'EPURATION

Le conseil syndical de la Loire,

« Considérant que les sanctions prises au titre de l'épuration varient d'un département à un autre au point de donner l'impression d'une justice féodale ;

» Considérant que les fonctionnaires dits d'autorité sont souvent plus légèrement frappés que les fonctionnaires dits d'exécution, au point de donner l'impression d'une justice de caste ;

» Considérant que, si l'on a consulté les organisations syndicales pour punir, on ne les a pas consultées pour amnistier ;

» Réclame une reconsidération nationale, sur le plan universitaire, de l'épuration entreprise au lendemain de la libération, reconsidération de l'épuration au sein du Syndicat national d'abord, dans ses organismes réguliers, et selon les principes unitaires, démocratiques et prolétariens qui lui sont propres. »

Telles sont les considérations générales auxquelles nous a conduit l'examen d'un cas particulier : **celui de Thevenon**, ex-secrétaire de la section de la Loire du S.N.E., militant instituteur et militant ouvrier, que bien des secrétaires de section et des militants syndicalistes ont connu.

Ce cas est suffisamment grave pour mériter qu'il soit porté à la connaissance des responsables des sections et des camarades du bureau.

Voici les faits :

1° En 1944, le tribunal d'honneur de la Loire **accusait** Thevenon de collaboration au journal **le Travail**, de participation à un stage au Mayet de Montagne, de participation à une école de cadres de Terrenoire. Le tribunal d'honneur constatait cependant que Thevenon s'était toujours opposé à la Charte du travail. Le tribunal d'honneur proposait cependant la révocation avec droits à la retraite.

L'avis du tribunal d'honneur, en l'absence d'autres informations, était entériné par les assemblées syndicales de 1945.

2° Courant 1945, Thevenon est mis à la retraite d'office pour les motifs suivants retenus par le conseil supérieur d'enquête : : « Tractations suspectes avec Vichy pour revenir de l'Ardèche, où il avait été déplacé par le maréchal, dans la Loire. Loyalisme et syndicalisme déférent à l'égard de Vichy. »

3° Au-dessus de Thevenon plane une autre accusation beaucoup plus redoutable.

Il est accusé par un certain nombre de camarades d'avoir, par son témoignage lors d'un procès au tribunal militaire de Clermont-Ferrand en mai 1940, partagé la responsabilité de condamnations à de lourdes peines de prison de militants syndicalistes de l'Union départementale, militants condamnés par répression anticommuniste. Deux d'entre eux sont morts avant d'être libérés — victimes de cette répression et de procédés qui suffisent à juger un régime.

Thevenon, mis à la retraite, va travailler à Paris comme correcteur.

Dès janvier 1948, la section de la Loire émet le vœu que le ministre ne s'oppose pas à la réintégration de Thevenon s'il en faisait la demande, car bien des équivoques pesant sur Thevenon se dissipent peu à peu.

L'affaire Thevenon revient courant 1948 aux conseils syndicaux et assemblées générales. La position de janvier 1948 est maintenue.

Un conseil syndical extraordinaire est enfin prévu pour liquider une bonne fois cette affaire sur le plan syndical et départemental d'abord. Thevenon est convoqué, ses accusateurs et ses défenseurs aussi, de même que les militants et les responsables de la section de la Loire du S.N. de 1939-1940.

Les débats de ce C.S. durent 5 heures.

En voici les résultats :

1° Le conseil syndical fut unanime, moins une abstention, pour constater que la commission exécutive syndicale des instituteurs, de 1939-1940, avait fait confiance à Thevenon pour aller déposer au procès de Clermont dans un sens favorable aux accusés ;

2° Analysant l'attitude de Thevenon à ce procès avec des documents et des faits, constatant que personne n'apportait une preuve contre Thevenon, le conseil syndical à l'unanimité, moins 14 abstentions (sur plus de 60 votants), a déclaré Thevenon **non coupable** ;

3° Par un vote d'unanimité, moins une voix et douze abstentions, le conseil syndical a déclaré que la commission exécutive syndicale de l'époque avait eu raison de faire confiance à Thevenon et que personne parmi cette C.E. (Thevenon compris) ne portait une responsabilité quelconque dans l'arrestation, la détention, l'accusation, le jugement et la condamnation des camarades militants syndicalistes de l'U.D. ;

4° Jugeant sur des faits et des documents et constatant que personne ne pouvait fournir une preuve quelconque étayant les accusations retenues par le conseil supérieur d'enquête et accompagnant la sanction administrative prononcée contre Thevenon (mise à la retraite d'office), le conseil syndical, à l'unanimité, moins 3 voix et 6 abstentions, a rejeté ces accusations comme non valables ;

5° Thevenon s'est expliqué sur les accusations portées contre lui par le tribunal d'honneur départemental. Il a précisé et démontré ses intentions. Il a fourni des références. Divers témoignages favorables ont été apportés, émanant de camarades appartenant aux courants syndicaux les plus divers (centristes, sympathisants Ecole émancipée, sympathisants F.O., sympathisants C.G.T.). Un seul propos prononcé en 42 ou 43 lui a été reproché.

---

(1) Le secrétaire de la section a bien voulu remettre à notre correspondant le double de cette lettre, qu'il confiait au camarade chargé du bulletin.

Qui n'a pu en prononcer ou en écrire, par lassitude, par énervement, par obligation ou même par conception tactique différente du mouvement, selon les individus et les circonstances, sans que puisse être mis en doute, pour les uns ou les autres, la sincérité syndicaliste et le sens de classe ? Le fait d'avoir été « résistant » ne m'empêche nullement d'écrire ces lignes et je ne m'éloigne pas de l'esprit qui domina mon activité résistante en les écrivant.

Sans que soient mises en cause les intentions du tribunal d'honneur de la Loire en 1944, sans que puissent être suspectés l'honnêteté et le souci de justice des camarades composant ce tribunal d'honneur, camarades se déterminant d'après les données de l'époque, camarades dont la tâche fut ingrate dans l'atmosphère passionnée du moment, le conseil syndical, jugeant sur des faits, des documents, des témoignages apportés avec la seule volonté d'objectivité et de clarté, a infirmé à l'unanimité, moins 3 voix et 6 abstentions, l'interprétation des accusations portées contre Thevenon sur le plan départemental.

CONCLUSION

Thevenon est victime d'une sanction imméritée. **Il faut** que cette sanction soit levée. Thevenon doit être réintégré. Les instituteurs ne peuvent admettre qu'une injustice découverte ne soit réparée. Le corps enseignant fut par tradition, dans tous les combats contre les injustices et pour le respect des droits de l'homme. Il le sera encore et nous demandons aux camarades des sections, aux camarades du bureau, d'être à nos côtés pour arracher une réparation qui n'a que trop tardé.

Par delà le cas de Thevenon se pose aussi le problème de l'épuration dans son ensemble. C'est pourquoi nous avons adopté la motion figurant au début de cette lettre. Nous demandons aux camarades des sections et du bureau de nous donner leur avis à ce sujet.

Pour la Commission exécutive :
le secrétaire,
Jean GIRY.

Une autonomie relative !

On me fait savoir... oh ! indirectement... et par la voie hiérarchique... que j'ai déformé la vérité en signalant le télégramme de félicitations adressé à la F.S.M. par la Fédération internationale des syndicats de l'Enseignement, secrétaire générale : Marie-Louise Cavalier (**R.P.** de février).

J'ai cueilli l'information dans **le Monde**. J'y cueille encore (no du 2 février) cette deuxième information émanant de la F.S.M. : que tous les secrétariats professionnels internationaux repoussent les avances de celle-ci... tous sauf un... celui de l'Enseignement.

Que la haute personnalité syndicale et internationale qui ne descendra pas de son Olympe pour correspondre avec la grossière **R.P.** — encore moins pour discuter avec un réprouvé comme moi (elle connait pourtant mon adresse personnelle) veuille bien adresser ses rectifications directement au **Monde.** Elle trouvera là-bas les interlocuteurs distingués et bien élevés qui lui conviennent. Et ce n'est pas ma faute, s'il faut lire **le Monde** pour ramasser quelques indications — imprécises et incertaines — sur l'activité internationale de nos dirigeants syndicaux. Si les « rank and file » comprennent quelque chose au compte rendu de la séance du bureau du syndicat où cette question a été discutée... c'est qu'ils ont l'esprit subtil et sont doués du don de divination.

Espérons qu'il se trouvera, au prochain conseil national du Syndicat des Instituteurs, un militant indiscret pour poser respectueusement..., par la voie hiérarchique..., à cette haute personnalité, les questions suivantes :

1° Un télégramme a-t-il été adressé par la Fédération internationale des Syndicats d'Instituteurs au bureau de la F.S.M. ? Si oui... à quelle date ? Quels en furent les termes ?

2° Quels sont les rapports exacts entre cette fédération et la F.S.M. ?

3° La majorité de cette fédération n'est-elle pas constituée par des organisations au sein desquelles aucune opposition, aucune lutte de tendances n'est admise ?

L'Ecole émancipée et la fraction majoritaire du Syndicat des Instituteurs auraient-elles droit de cité au sein de ces organisations ?

4° Est-il exact que Marie-Louise Cavalier et Senèze — membres importants du bureau du Syndicat des Instituteurs — ont signé la déclaration qui a conclu l'odieuse et ridicule comédie du Congrès des intellectuels de Wroclaw (**R.P.** septembre 1948) ?

5° La Fédération est-elle en mesure de fournir une documentation précise et complète sur les tendances générales de l'enseignement soviétique et particulièrement sur les manuels scolaires en usage en U.R.S.S. ?

6° Peut-on affirmer que les écoliers de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires de l'Est ont participé à la journée internationale du 1er février (« manifestation pour la paix entre les peuples ») dans le même esprit que leurs camarades des écoles de l'Europe occidentale ?

R. H.

Fernand DESPRÈS

L'Humanité du 16 février a annoncé la mort subite à Alger de Fernand Desprès.

Desprès, de formation anarchiste, longtemps collaborateur du **Libertaire**, vers 1900, était rédacteur au quotidien la **Bataille syndicaliste** lorsque éclata la guerre de 1914. Il fut des premiers que la voix de Romain Rolland aida à se ressaisir et à se révolter contre l'éclipse de l'internationalisme dans les organisations ouvrières. Ce qui l'entraina, avec Marcelle Capy, à démissionner de la **Bataille syndicaliste.**

A la mort de Gaston Couté, il nous avait donné, à la revue **la Vie ouvrière**, une grande étude sur le chansonnier populaire trop oublié lui aussi.

Cet ancien qui disparaît faisait figure d'oiseau perdu dans les temps actuels. Nous ne pouvons oublier ce qu'il fut lors de la première guerre mondiale.

Notes d'Economie et de Politique

Deux baisses de prix

Nous assistons depuis quelques mois en Amérique, depuis quelques semaines en France, à un même phénomène : la baisse de l'indice des prix. Bien que cette baisse se présente sous des dehors identiques, elle est de nature fort différente ; ses causes sont tout autres en France qu'en Amérique.

En Amérique

Crise de stabilisation

Aux Etats-Unis la baisse des prix marque le début de ce qu'on a appelé, entre les deux guerres, une « crise de stabilisation », c'est-à-dire une crise due à la stabilisation de la monnaie. Non point une crise cyclique (dite de « surproduction »), du genre de celle qui débuta dans le monde en 1929, mais une crise du genre de celle qui suivit, en France, la stabilisation du franc par Poincaré, en 1926.

Rappelons, en effet, que l'inflation (c'est-à-dire l'émission de billets de banque non gagés par une marchandise) accélère l'activité économique du pays où elle se produit, du fait de la hausse des prix qu'elle entraîne et de la réduction des dettes qui en est la conséquence. Les périodes d'inflation (sauf lorsqu'elles en arrivent à prendre une allure torrentielle) sont des périodes de prospérité pour les producteurs. Hausse des prix, et accroissement des ventes et diminution du chômage vont de pair. Il s'ensuit que le jour où cet excitant de l'activité économique qu'est la hausse des prix disparaît, comme conséquence de l'arrêt de l'inflation, l'économie se trouve dans l'état de tout organisme qui est brusquement privé de l'excitant auquel il était habitué ; comme un alcoolique privé de sa ration d'alcool, ou un caféique privé de café, l'économie passe par une période de « dépression ».

Eh bien ! c'est ce qui se produit présentement en Amérique. Durant la guerre les Etats-Unis financèrent leurs dépenses, pour une large part, au moyen de l'inflation. Cette dernière produisit son effet habituel : la hausse des prix. Depuis la fin de la guerre, l'Amérique a cessé toute inflation, son budget est en équilibre, elle fait face à toutes ses dépenses par le seul moyen de l'impôt. Mais étant donné, d'une part, le temps que met toute cause à engendrer ses effets, et étant donné, d'autre part, que durant la guerre l'Etat avait usé de toute la force de son appareil législatif et policier pour freiner au maximum la hausse des prix, les prix américains n'étaient pas encore arrivés, lorsque l'inflation cessa, à un niveau correspondant à celui des billets émis ; la hausse des prix continua donc même après l'arrêt de l'inflation.

Au début de l'automne dernier, le coût de la vie arriva ainsi à être presque le double de ce qu'il était avant la guerre (indice : 180 environ). A ce niveau, les prix correspondaient à la nouvelle valeur de la monnaie, celle que l'inflation avait faite, et même ils étaient un peu au-dessus, en vertu de la force acquise, qui existe aussi bien en économie qu'en mécanique : entraînés par leur propre mouvement les prix étaient montés un peu plus haut que leur position d'équilibre. En conséquence, ils se sont mis à décliner légèrement et il est probable qu'ils vont se stabiliser pas bien loin du niveau auquel ils sont maintenant (indice 170,9 par rapport aux années 35-39).

Naturellement, cet arrêt de la hausse des prix a produit aussitôt sa conséquence inévitable : la crise. En trois mois, le nombre des chômeurs a augmenté d'environ un million, cependant que les ventes des grands magasins furent, en janvier, de 10 % inférieures à ce qu'elles avaient été en janvier 48.

Cette crise de stabilisation sera-t-elle grave ? Peut-elle être aussi intense que le sont d'ordinaire les crises cycliques dites de « surproduction » ?

Je ne le pense pas.

Comme précédent historique il n'y a, comme exemple bien net d'une crise de stabilisation, que la crise française de 1926. Or celle-ci fut très bénigne ; ce fut presque une « crisette ». Mais elle se trouva coïncider avec une conjoncture mondiale très favorable : c'était le début du grand boom qui devait aboutir à la crise de 29. L'économie française put donc surmonter très vite sa crise propre, entraînée qu'elle était dans le mouvement ascendant général de l'économie mondiale. Pour les Etats-Unis, aujourd'hui, il ne peut rien se produire de semblable, puisque c'est le rythme de l'économie américaine qui détermine le rythme même de l'économie mondiale.

Néanmoins, il me paraît peu probable que, d'une façon générale, les crises de stabilisation puissent être aussi profondes que le sont les crises cycliques.

Le rythme des deux sortes de crises est, en effet, très différent. Dans le cas de la crise cyclique, l'activité économique, avant la crise, s'accroît à une allure folle, **constamment accélérée** ; plus aujourd'hui elle croît, et plus, demain, elle croîtra encore davantage. Puis, brusquement, à un jour dit, à une certaine heure même que l'on peut préciser, l'heure d'ouverture de la Bourse à New-York le fameux « Vendredi noir » d'octobre 29, par exemple, c'est l'arrêt brutal. A ce moment précis, la courbe de l'activité économique marque un véritable point de rebroussement ; elle se met à plonger presque verticalement, tout comme presque verticale avait été sa montée durant la dernière phase.

Au contraire, dans les crises de stabilisation, et notamment dans celle dont les Etats-Unis nous offrent aujourd'hui le spectacle, l'allure est beaucoup plus calme. Certes, avant la crise, l'activité économique augmente, mais au lieu d'augmenter à une cadence de plus en plus rapide, comme dans les crises cycliques, elle n'augmente que de plus en plus lentement, et après avoir atteint son maximum, elle ne diminue également que lentement, si lentement qu'on ne s'aperçoit vraiment qu'elle diminue que lorsqu'il y a déjà pas mal de temps que ça dure. Dès le lendemain du « Vendredi noir », tous les journaux américains, et même les journaux européens, annoncèrent le « krach » en manchettes fulgurantes ; pour la crise actuelle, ce n'est guère qu'au bout de 4 mois de baisse ininterrompue que la presse d'Amérique finit par s'en apercevoir.

Cette allure beaucoup plus calme aux environs du maximum, porte à croire que la descente vers le minimum ne s'opérera, elle aussi, que très progressivement. Comme, d'autre part, l'inflation, l' « excitant » n'avait tout de même pas été fourni à l'Amérique à très haute dose, on peut espérer que la désintoxication n'entraînera pas une dépression trop profonde.

Crise donc, sans aucun doute, mais pas crise spectaculaire. Crise qui n'entraînera pas de crise mondiale, mais restera limitée aux pays où s'est produite la stabilisation de la monnaie qui en a été la cause.

Cependant, la façon dont se résoudra cette crise renseignera sur une question très importante pour ce qui concerne l'avenir à long terme. L'Amérique est-elle capable, aujourd'hui, comme le fut l'Europe, au siècle dernier, d'avoir d'une façon à peu près permanente une monnaie stable ? Pour maintenir son acti-

vité économique à un niveau moyen acceptable, est-ce qu'il ne lui sera point nécessaire de s'administrer périodiquement de nouvelles piqûres de cacodylate, même en temps de paix, par le moyen d'une dépréciation monétaire ? Déjà, en 1933, les Etats-Unis n'avaient pu sortir de la crise cyclique que par la dévaluation du dollar. Truman devra-t-il suivre les traces de Roosevelt, et lui, qui, depuis trois ans, ne cesse de pester contre la hausse des prix, ne devra-t-il pas se résoudre, pour sortir de cette crise de stabilisation, si bénigne soit-elle, à se faire l'agent, par une quelconque manipulation monétaire, d'une nouvelle vague de hausse ?

En France

Surproduction partielle

En France, la baisse des prix affecte un tout autre caractère.

Quand un prix diminue, c'est, ou bien que la marchandise vendue a baissé de valeur, ou bien que la monnaie avec laquelle on l'achète a augmenté de valeur. Si l'on se trouve dans le second cas, il va sans dire que ce sont tous les prix, ou à peu près, qui baissent ; lorsqu'au contraire, on est dans le premier cas, c'est seulement le prix de certaines catégories de marchandises, celles qui, pour des raisons qui leur sont propres, ont diminué de valeur, qui baissent, les autres prix restant stables, ou même montant.

Or, tandis qu'en Amérique, aujourd'hui, presque tous les prix baissent, puisqu'il s'agit d'une baisse due à un phénomène monétaire (l'exception la plus notable est celle du fer, les hauts fourneaux n'arrivant pas encore à fournir à toutes les demandes), il n'en est pas de même, actuellement, en France, où certains produits seulement, particulièrement les légumes, sont en baisse. On n'est donc point en présence d'une « revalorisation » du franc, mais simplement du fait que certaines marchandises ont été produites en trop grande quantité.

On sait que l'année dernière, les récoltes ont été très belles, surtout celle des pommes de terre — le légume fondamental — qui ont été monumentales ; d'autre part, alléché par les hauts prix encore pratiqués l'année dernière sur les légumes potagers, on en a planté beaucoup plus que précédemment (j'ai un voisin qui, d'ordinaire, faisait quelques milliers de poireaux; cette année, il en a fait des dizaines de milliers) ; ajoutez aussi que, par crainte de « manquer », le gouvernement avait fait de grosses commandes à l'étranger (légumes secs) et maintenait l'interdiction d'exporter (pommes de terre) ; enfin, pour brocher sur le tout, on consomme moins de légumes, maintenant qu'on a de la viande et du pain à peu près à volonté. Sous une telle avalanche de circonstances « favorables », il ne pouvait pas ne pas y avoir une grosse surproduction de légumes, surproduction dont le résultat a été que, dans la ville où j'habite, on trouve les choux-fleurs à 10 francs le kilog, et les carottes à 5 francs !

Avec quelques baisses saisonnières comme celle sur les œufs, cela a suffi pour faire baisser, au cours du mois dernier, l'indice du coût de la vie. Mais c'est là un phénomène partiel et temporaire. La baisse ne pourrait se généraliser et durer que si elle était d'origine **monétaire**, si elle provenait d'une augmentation de la valeur du franc. Ou, tout au moins, d'un arrêt dans sa diminution. Or le franc ne peut cesser de diminuer de valeur que si l'inflation cesse.

L'inflation est-elle sur le point de cesser ? Etant donné l'extrême complication du budget, ou, plus exactement **des** budgets et des dépenses annexes, étant donné le soin que l'on prend à camoufler les déficits, ainsi que la rareté des chiffres fournis, parmi les plus importants, seuls quelques très hauts personnages du ministère des Finances pourraient peut-être, s'ils en avaient le loisir, se faire une opinion sur la question.

Il est certain pourtant que la réduction de l'économie dirigée, ou tout au moins l'arrêt de son extension, a permis quelques réductions dans les dépenses de l'Etat ; il est certain aussi que, très sagement, et sans doute sur les « conseils » très vigoureux de Washington, l'actuel gouvernement a limité la politique de « grandeur », si chère au « Haut Mékong », qui conduirait le pays à une catastrophe financière rapide et totale ; il est encore plus certain que les quelques centaines de milliards que l'Etat français tire de la vente des produits du don Marshall (110 milliards au cours du second semestre de l'an dernier) lui permettent de boucher un bon trou. Et cependant, il n'y a encore pas de signe que l'inflation ait cessé : au mois de janvier (du 6 janvier au 3 février) les avances de la Banque de France à l'Etat, c'est-à-dire l'inflation non camouflée, ont augmenté à elles seules de 28 milliards.

Et ce n'est pas le « grand succès » de l'emprunt qui suffira à arrêter l'hémorragie. D'abord parce qu'une centaine de milliards, et même un peu plus, ce n'est pas grand-chose pour un budget qui n'est pas bien loin de deux mille milliards. Ensuite, et surtout, parce qu'il n'est pas sûr que cette centaine de milliards n'a pas été payée avec de l'argent qui, autrement, aurait été employé en Bons du Trésor, et que, par conséquent, ce que l'Etat a reçu d'un côté, il risque de le perdre de l'autre.

L'inflation cessera peut-être un jour, et, ce jour-là, on pourra alors compter sur l'arrêt de la hausse des prix, mais tant que l'inflation dure, il convient de regarder toutes les baisses qui peuvent se produire comme un phénomène aussi passager et aussi dépourvu d'importance que les 10 % de baisse décrétés par Blum et Gouin au début de 1947 !

Pourquoi n'appliquez-vous pas la charte de l'Atlantique ?

Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de paix internationale sans un Droit international. C'est un truisme. Le Droit est la seule alternative à la guerre. On décide selon des principes, ou l'on se bat pour décider qui est le plus fort.

Deux ébauches de Droit international ont été formulées au cours de ces trente dernières années, toutes deux d'origine américaine. L'une consista dans les 14 points de Wilson, l'autre fut la charte de l'Atlantique. Mais il devint bientôt manifeste dans les deux cas, qu'au lieu de principes de Droit, il ne s'agissait que de manifestes de « propagande », au sens que ce mot a pris depuis qu'il est utilisé par les Etats, c'est-à-dire de bourrage de crânes.

Malgré les très louables efforts de Wilson, les 14 points subirent de rudes entorses dans les traités de 1919, et ce fut l'une des premières besognes de la Société des Nations que de leur en faire subir de nouvelles.

Il en est de même aujourd'hui pour la charte de l'Atlantique. Les alliés occidentaux auraient cependant, à l'heure présente, une belle occasion de l'appliquer. Que l'Autriche renferme dans ses provinces du sud-est une certaine quantité de Yougoslaves, c'est un fait. Avant la guerre les géographes en estimaient le nombre à 70.000 Slovènes groupés en Carinthie et 70.000 Croates dispersés dans le Burgenland. Partant de là, la Yougoslavie réclame des « rectifications de frontières ». Eh bien ! c'est très simple ! Qu'on fasse un plébiscite dans les régions contestées ! Si l'une d'elles décide de devenir yougo-

slave, qu'on la donne à la Yougoslavie ; sinon, qu'elle reste à l'Autriche !

Mais, bien que le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » soit le principe fondamental, aussi bien des 14 points que de la charte, personne, à aucune des conférences « de paix » qui se sont tenues sur l'Autriche, n'a proposé d'en faire l'application au cas de la Carinthie et du Burgenland. Ni aucun des « Quatre Gros », ni les parties en cause : Autriche et Yougoslavie.

Pour l'Autriche ça se comprend assez. Elle ne veut pas qu'on se permette de mettre en question ses « droits acquis » ! Mais, pour la Yougoslavie ? Pourquoi perd-elle cette magnifique occasion d'embarrasser ses juges en les mettant en demeure d'appliquer le principe qu'eux-mêmes ont déclaré, en pleine guerre, devoir être celui qui les guiderait pour faire la paix ? Ne serait-ce pas simplement que Tito craint que, si yougoslaves qu'ils soient de langue et de nationalité, Slovènes et Croates d'Autriche ne votent, en masse, pour l'Autriche social-démocrate, plutôt que pour la Yougoslavie « communiste » ?

Et le papier ?

Le pain est libre, le savon est libre, la vente des autos va être libre, le Commissariat du Ravitaillement est supprimé, etc., etc. Très bien ! Mais le papier ? Personne n'en parle. Et vous allez voir que, alors que tout sera dérationné, le papier sera soumis encore, lui, au contrôle du gouvernement ; il continuera à n'être distribué qu'aux publications bien pensantes, à ceux qui révèrent l'Eglise et l'Etat : aux gaullistes et aux czaristes, aux curés et aux socialistes d'Etat, mais... pas aux non-conformistes, pas aux hommes de pensée libre. Le papier est fait pour la « propagande», et pas pour autre chose.

Car ce qui distingue la IV[e] République des précédentes, c'est sa sainte horreur de la liberté, et particulièrement de la liberté de la presse, pivot de toutes les autres libertés. La IV[e] République, c'est le régime de l'économie **dirigée**. Or, le dirigisme est un tout, et l'économie est la partie qui commande le tout. « Economie dirigée » entraîne la « pensée dirigée », et elle permet de la diriger. Le formidable appareil de pensée et de sentiment dirigés que constitue la radio, devenue sans protestation monopole gouvernemental, ne suffit pas à notre Etat bourreur de crânes. Il veut aussi le monopole des journaux. Oh ! un monopole camouflé, bien sûr ! non pas un monopole grossier du genre de celui qui sévit au delà du rideau de fer, mais un monopole discret, du genre, par exemple, de celui que M. de la Rochefoucauld, surintendant des Beaux-Arts, avait fabriqué pour Charles X au beau temps de la Restauration. Une presse qui paraisse indépendante, mais qui n'en soit pas moins à la fois inspirée et tenue en laisse par l'Etat, ce qui est la définition même de toute entreprise « dirigée ».

Pour cela nos gouvernements successifs ont usé simultanément de deux moyens : la mainmise sur les grandes imprimeries, devenues monopole d'Etat, et le papier à bon marché pour les amis.

Le parti radical, qui renfermait encore quelques républicains de l'époque où l'on savait ce que c'était que la république, a bien protesté, au début, contre ces procédés d'ancien régime, mais maintenant qu'il a retrouvé sa place dans les ministères, et qu'il a même la présidence du Conseil, comment voulez-vous qu'il se souvienne de ce qu'il réclamait alors qu'il était dans l'opposition ? Et Queuille ne rétablira pas plus la liberté du papier que ne le feraient de Gaulle, André Philip ou Thorez.

R. LOUZON.

A l'aube de l'Internationale

En mars 1867, un incident terrible se produit : les ouvriers de Roubaix, dans un accès de folie furieuse, brisent des machines, incendient des ateliers, maltraitent des innocents ; un cri de réprobation méritée s'élève des rangs de la bourgeoisie ; les travailleurs se taisent, atterrés ; leur conscience leur interdit d'applaudir, mais ils manquent d'énergie pour blâmer.

Seuls les internationaux, risquant leur popularité naissante, osent élever la voix pour réprouver énergiquement, et dans une lettre publique adressée aux grévistes de Roubaix, ils s'exprimaient ainsi :

Association Internationale des Travailleurs
Bureau de Paris

Des troubles regrettables, des violences plus regrettables encore, ont éclaté parmi les fileurs et tisseurs de Roubaix.

Les causes sont :

1° L'introduction de machines imposant aux tisseurs un surcroît de travail sans augmentation de salaires, et supprimant en même temps un grand nombre d'ouvriers ;

2° L'établissement d'un règlement imposant des mesures attentatoires à la dignité et des amendes d'une illégimité flagrante ;

3° Enfin l'intervention de la gendarmerie dans ces détails d'intérêts privés et dans un cas où elle avait peut-être à veiller à la sécurité publique, mais non à protéger par sa présence les prétentions des particuliers.

La grève provoquée par ces causes a eu pour conséquence les tristes événements dont l'opinion publique a été instruite.

Dans cette situation, l'Association internationale croit devoir se prononcer et appeler l'attention des ouvriers de tous les pays en faisant les déclarations suivantes :

L'emploi de la machine dans l'industrie soulève un problème économique dont la solution prochaine s'impose impérieusement. Nous, travailleurs, nous reconnaissons en principe le droit des ouvriers à une augmentation proportionnelle alors que, par un nouvel outillage, une production plus considérable leur est imposée.

En France, pays du suffrage universel et de l'égalité, l'ouvrier est encore citoyen lorsqu'il a franchi la porte de l'atelier ou de la fabrique.

Les règlements imposés aux fileurs de Roubaix sont faits pour des serfs et non pour des hommes libres ; ils portent non seulement atteinte à la dignité, mais encore à l'existence du travailleur, puisque le chiffre des amendes peut supprimer et dépasser le taux du salaire.

Dans un pareil débat, alors qu'aucune violence n'avait été commise, et que la grève commençait par l'abandon des ateliers, l'intervention de la gendarmerie n'a pu qu'irriter les ouvriers qui croyaient y voir une pression et une menace.

Ouvriers de Roubaix,

Quels que soient vos justes griefs, rien ne peut justifier les actes de destruction dont vous vous êtes rendus coupables. Songez que la machine, instrument de travail, doit vous être sacrée ; songez que de pareilles violences compromettent votre cause et celle de tous les travailleurs. Songez que vous venez de fournir des armes aux adversaires de la liberté et aux calomniateurs du peuple.

La grève continue, de nouvelles arrestations ont été faites, nous rappelons à tous les membres de l'Association internationale des Travailleurs qu'il y a en ce moment à Roubaix des frères qui souffrent. Que si, parmi eux, des hommes un moment égarés se sont rendus coupables de violences que nous réprouvons, il y a entre eux et nous une solidarité d'intérêts et de misère ; au fond du débat, il y a aussi de justes griefs que les fabricants doivent faire disparaître.

Il y a enfin des familles sans chefs : que chacun de nous vienne leur apporter son appui matériel et moral.

Pour la Commission parisienne,
H. TOLAIN, FRIBOURG, VARLIN,
correspondants.

(Fribourg, **l'Association internationale des Travailleurs**, pp. 102, 103.)

LIVRES REVUES JOURNAUX

Daniel Guérin : BOURGEOIS ET BRAS NUS.
(Gallimard)

Le livre de Daniel Guérin, qui vient après tant d'ouvrages, écrits la plupart du temps par des historiens de métier, ne ressemble à aucun autre. Le titre même, fortement suggestif, laisse présager ce que le contenu de ce travail apportera de foncièrement nouveau.

Certes, tous ceux qui tant soi peu étudièrent la Révolution n'ignorent ni l'opposition des Enragés ni celle des Hébertistes (l'une et l'autre trop souvent confondues dans l'esprit des profanes) sous la Convention, pas plus que le mouvement des Egaux et de leur chef G. Babœuf sous le Directoire : médiocre était la place, tout à fait superficielle l'importance qui leur avaient été accordées. Aussi, l'ampleur de l'ouvrage de D. Guérin, sa densité étonnent-elles au premier abord.

Une juste curiosité doit nécessairement s'emparer de l'historien, disons même du simple profane que les questions sociales intéressent : qu'ils se laissent tenter par la lecture de ce livre alléchant ; ils ne seront pas déçus.

La thèse soutenue par D. Guérin, et fortement étayée tout au long de ce copieux ouvrage, est la suivante :

Au sein de la Grande Révolution, bourgeoise incontestablement de par ses résultats, se développe un embryon de révolution prolétarienne, qui dépasse les cadres de la révolution bourgeoise.

Ce terme d'embryon, l'auteur l'emploie à maintes reprises, il y revient souvent et il insiste sur le fait que les conditions objectives de l'époque ne permettaient pas que la révolution prolétarienne fût autre qu'embryonnaire. En effet, le prolétariat était encore en 1792 presque inexistant puisqu'il est par définition le fruit de l'exploitation capitaliste.

Il y aura donc lutte de classes sous la Convention et le Directoire entre les bourgeois et les bras-nus. Pourquoi ce terme de bras-nus ? L'auteur l'emprunte à Michelet, il l'estime plus juste et moins vague que celui de sans-culottes qui s'adresse aussi bien aux petits-bourgeois qu'aux travailleurs. Quant à l'appellation de prolétaires, elle pourrait paraître anachronique.

Cette lutte de classes, elle se dessine dès la journée du 10 août 1792 qui vit la chute de la royauté ; elle suit une courbe ascendante jusqu'à la fin de novembre 1793. A partir de cette date, la révolution, ne progressant plus, recule. La période héroïque de la Révolution française n'est donc pas comme le prétendent communément les historiens bourgeois, la Convention montagnarde. La révolution suivait une courbe descendante, bien avant le 9 thermidor. Dès la fin de l'année 1793 les bras-nus étaient vaincus.

Au cours de la période décisive de la révolution — août 1972-fin 1793 — on verra la bourgeoisie se servir des bras-nus pour mener à bien sa tâche, mais lorsqu'elle se rendra compte que le courant populaire menace de l'emporter, elle s'efforcera de l'endiguer et fera marche arrière. Mais prenons l'ordre chronologique des faits et essayons de suivre avec l'auteur cette lutte entre bourgeois et bras-nus. Dès la fin de la Législative, les bourgeois sous la pression de la Commune, avaient dû jeter un peu de lest et abolir le régime censitaire : la Convention est élue au suffrage universel. Mais cette concession d'ordre politique était peu de chose pour les bras-nus. Or, ceux-ci étaient nécessaires à la bourgeoisie pour mener à bien sa guerre, la guerre qu'elle entreprend pour s'emparer de la Belgique et de la Hollande, et lutter ainsi efficacement contre sa rivale économique : l'Angleterre.

Cette guerre, qui en fera les frais ? Le peuple car elle aura pour conséquences, l'inflation, la vie chère, la disette. Ce sera le premier élément de scission entre bourgeois et bras-nus. Au début de 1793 l'opposition se précise : manifestations contre la vie chère, menace d'action directe, action avant tout économique.

Cet embryon de scission qui eut des causes économiques se reflète « dans la conscience des porte-parole politiques du prolétariat », car écrit D. Guérin « **il faut que la crampe provoquée par l'estomac se transforme en conscience politique** ». Ces porte-parole furent les Enragés : Jacques Roux, Théophile Leclerc, Jean Varlet. Ces hommes, notons-le, s'attaqueront seulement à la propriété des accapareurs, mais ils n'iront pas s'en prendre à la notion même de propriété comme l'avait fait Babœuf dès 1791.

La rupture entre bourgeois et bras-nus au début de l'année 1793 ne fut conjurée qu'au prix d'une scission au sein de la bourgeoisie : scission entre Montagnards et Girondins. Il serait cependant inexact de croire qu'entre Montagnards et Girondins il y eut une opposition de classes. Les uns et les autres étaient des bourgeois, mais ils se heurtaient sur ce point fondamental : les Montagnards jugeaient indispensable le concours des bras-nus pour mener à bien la guerre et la révolution bourgeoise, les Girondins allaient jusqu'à préférer la contre-révolution aux sans-culottes, et s'ils s'opposaient ainsi c'est que leurs intérêts étaient différents. Les Girondins étaient les représentants de la bourgeoisie commerçante et exportatrice, les Montagnards ceux de la bourgeoisie qui avait profité de l'acquisition des Biens nationaux, des fournitures aux armées.

La Montagne en mars 1793 se trouve prise entre deux périls : les Girondins d'une part, les sans-culottes d'autre part.

Il fallait aux Montagnards pour se débarrasser des Girondins le concours des bras-nus.

« Le jeu n'était pas sans risques. L'avant-garde populaire n'allait-elle pas, dans un élan irrésistible, dépasser les limites fixées ? »

Après la chute de la Gironde, malgré tous les artifices employés par Robespierre et les chefs jacobins, la lutte de classes continuait entre bourgeois et bras-nus.

Une concession accueillie avec enthousiasme par les sans-culottes fut la loi du maximum, aumône accordée par les Montagnards à ceux dont ils avaient besoin. En échange, les bras-nus aidèrent puissamment les bourgeois grâce aux Sociétés populaires, aux Comités révolutionnaires, grâce surtout à l'Armée révolutionnaire.

Tout en se servant de l'avant-garde populaire, les bourgeois feront disparaître ses chefs, les Enragés, qu'ils considèrent comme dangereux. La maigre concession accordée à la masse sur le plan économique, « l'os à ronger » jeté par les Montagnards avait permis de la séparer de ses chefs.

Pour D. Guérin, les Enragés sont des « purs », les Hébertistes qui, en quelque sorte leur succéderont, allieront, à une foi révolutionnaire indéniable, des appétits matériels, le désir de conquérir le pouvoir. Le point essentiel de leur programme est la lutte contre l'Eglise ; la campagne de déchristianisation entreprise par la Montagne, mais qui réellement partit de la base, est une « diversion pour détourner les bras-nus de la lutte contre les Possédants ». Cette révolution religieuse avortera : les conditions objectives de l'époque ne lui permettaient pas d'arriver à son terme.

La campagne de déchristianisation bat son plein à la fin de l'année 1793, à l'époque même où la révolution atteint son point culminant.

Arrivé ce point crucial, D. Guérin juge nécessaire d'examiner un peu les hommes qui exercent le pouvoir pour le compte de la bourgeoisie révolutionnaire. L'auteur distingue au sein de la Montagne : d'une part, ceux qu'il nomme les grands spécialistes (Carnot, Cambon, etc.), d'autre part, Robespierre (et ses satellites). Celui-ci fut par excellence le médiateur entre les bourgeois et les bras-nus.

Malgré les concessions faites aux bras-nus sur le triple plan économique, militaire et religieux, la

bourgeoisie révolutionnaire avait toujours gardé la réalité du pouvoir économique et du pouvoir politique.

A la fin de 1793, les succès extérieurs déterminèrent les bourgeois à reprendre aux bras-nus une partie du terrain qu'elle leur avait concédé.

A cette époque, « **la collusion de Robespierre et de Danton dans la voie du modérantisme eut un résultat irréparable : la brusque interruption de la marche en avant de la révolution.** »

Et, tout d'abord, c'est la guerre déclarée aux déchristianisateurs.

D'autre part, dès la fin de 1793, la bourgeoisie renforce le pouvoir central. Les historiens bourgeois ont trop volontiers confondu, d'après D. Guérin, la dictature du prolétariat exercée de façon d'ailleurs non permanente du 10 août 1792 à novembre 1793, avec la dictature de la bourgeoisie exercée par le gouvernement de la Montagne à partir de décembre 1793. Au début de 1794, on assiste à la déchéance de la Commune, de l'armée révolutionnaire ; les pouvoirs des représentants en mission sont limités.

A partir de mars 1794, on entre dans une phase de répression ouverte. Le mouvement économique des masses ayant repris, Robespierre lui portera un coup décisif en liquidant les Hébertistes. L'avant-garde populaire effrayait le pouvoir et, constate l'auteur : « **L'exécution des Hébertistes ne fut pas seulement la défaite d'une faction politique mais aussi et surtout celle des bras-nus.** »

Au printemps de 1794, la misère augmente, le maximum assoupli est de moins en moins observé. Le mouvement des masses prend une forme moderne : la lutte pour les salaires. Au mois de juillet, l'agitation ouvrière atteindra son point culminant.

Quelle sera l'attitude de Robespierre durant cette période ? Dans un copieux chapitre, D. Guérin étudie plus particulièrement la personnalité et l'action de celui qui rêva d'être le dictateur de la France, il montre son opposition au sein de la Montagne, avec ceux qu'il appelle les grands spécialistes, en ce qui concerne la question religieuse, la conduite de la guerre. Ce conflit est pour l'auteur un conflit d'ordre personnel entre Carnot, qui aspirait à la dictature militaire et Robespierre qui aspirait à la dictature personnelle. Ce qui fit la faiblesse de « l'Incorruptible » c'est qu'il ne sut pas choisir : la bourgeoisie après la liquidation de Danton se sépare de lui et il n'aura pas davantage le soutien des sans-culottes.

D'ailleurs, écrit l'auteur, « **S'il (Robespierre) négligeait de s'assurer la faveur des bras-nus, c'était de propos délibéré, son dessein étant de stabiliser la révolution bourgeoise non de ressusciter le pouvoir de la plèbe.** »

Au moment de l'arrestation de Robespierre, Hanriot essaiera en vain de soulever les sans-culottes : ceux-ci ne marchèrent pas. Le coup d'Etat d'Hanriot fut manqué, les conditions objectives de l'époque ne permettaient pas qu'il en soit autrement.

Et si Robespierre échoua, c'est en somme qu'il n'était pas l'homme dont la bourgeoisie avait besoin. Le jour où la bourgeoisie sera mûre pour accueillir un dictateur, elle prendra un général.

Il serait puéril de croire que la lutte de classes ait été suspendue le 10 thermidor. « **La réaction thermidorienne ne fut pas seulement une stabilisation de la révolution bourgeoise dégagée une fois pour toutes de l'emprise plébéienne, elle fut également une tentative de la contre-révolution royaliste.** »

Après le 9 thermidor, une triple réaction se produit : sur les plans économique, politique et religieux.

Au point de vue économique, c'est le retour au libéralisme.

Au point de vue politique : destruction successive des organes du pouvoir populaire, suppression de la Commune. Le suffrage universel est aboli.

Sur le plan religieux, la liberté des cultes est proclamée, les églises sont rendues aux fidèles.

Dans tous les domaines, les bras-nus sont vaincus. Leur déception est immense. Ils manifesteront au cours des émeutes, en particulier en Prairial, une certaine conscience politique :

« **Les insurgés de Prairial furent les premiers combattants de la révolution prolétarienne.** » Cependant ils ne surent pas mener à bien leur tâche, s'emparer du gouvernement.

Mais proclame D. Guérin : « **Il n'est pas de défaite stérile.** » Cette minorité consciente tire de cet échec une salutaire leçon : la doctrine des Egaux va naître dans les prisons.

L'auteur montre que Babœuf avait non pas seulement un programme économique comme on l'a cru et écrit trop souvent, mais aussi un programme politique. Malheureusement, Babœuf et les Egaux ne furent pas conséquents avec eux-mêmes. S'ils l'avaient été « **ils se seraient rattachés à la poignée de militants d'avant-garde, qui, sous Robespierre et contre lui, s'étaient efforcés de pousser plus loin la Révolution** ».

Les Egaux ne se proclament les continuateurs ni des Enragés ni des Hébertistes. Confondant eux aussi dictature populaire et dictature bourgeoise ils se raccrochent aux anciens Montagnards.

Les grands spécialistes craignaient le péril de gauche. Carnot enverra les Babouvistes à l'échaufaud, car les masses semblaient se réveiller : nouveau mouvement populaire d'ordre purement économique, absolument apolitique. Il se produisit ce qui déjà s'était produit au moment de la suppression des Enragés par la Convention, il suffit au Directoire de faire aux bras-nus quelques concessions d'ordre économique : ils ne se levèrent pas pour défendre Babœuf.

« **Ainsi pas plus qu'au temps des Enragés et des Hébertistes, la crise des subsistances, si aiguë et si tragique même qu'elle fût, ne se révélait capable d'entrainer les bras-nus dans une seconde révolution.** »

L'auteur fait remarquer une fois de plus que les conditions objectives de l'époque ne permettaient pas à l'insurrection des Egaux de triompher, mais ce que Babœuf, « **communiste jusqu'à la moelle des os** » ne tenta pas, c'est de défendre sa doctrine au cours de son procès.

D. Guérin estime que les adeptes les plus convaincus de la doctrine babouviste hésitèrent et balbutièrent chaque fois qu'ils touchèrent à la Grande Révolution. « **Les générations qui suivirent la révolution ne comprirent pas que déjà à cette époque, la lutte des classes... s'inscrivait en lettres de feu.** »

Cependant le message de Babœuf et de son disciple Buonarroti était lancé. « La révolution permanente » était en marche dès 1793.

La présentation du livre de D. Guérin est originale : une longue préface où l'auteur expose sa thèse, le corps de l'ouvrage où il la soutient et la défend, une post-face où il s'efforce de définir le rôle de l'historien.

L'historien doit être objectif. Il ne peut être impartial. Il doit interpréter les faits, être « **de sa classe sociale, de son pays, de son milieu politique.** »

Les historiens de la révolution, pour la plupart bourgeois, isolés de plus dans le silence de leur cabinet, ne voulurent voir ou ne purent voir que l'aspect bourgeois de ce grand événement. En tant que bourgeois, ils ont pris parti pour les bourgeois. L'auteur, lui, a voulu se placer dans le camp prolétarien. Dans sa post-face, D. Guérin prévient habilement la plupart des critiques qu'on pourrait lui faire, la place trop importante donnée à la lutte des classes en particulier.

J'estime cependant que certains reproches peuvent lui être adressés : celui, par exemple, de ne prêter des desseins purs au sein de cette période qu'à ceux qui furent les porte-parole des bras-nus, et encore pas à tous puisque les Hébertistes ne pensaient qu'à assouvir de matérielles ambitions.

Ces bourgeois étaient-ils vraiment aussi lucides que veut bien le montrer l'auteur, vis-à-vis des bras-nus, de cet embryon de prolétariat encore totalement inorganisé ? Gracchus Babœuf lui-même ne le fut pas. Les bourgeois se sont-ils servis de l'avant-garde populaire, l'ont-ils rejetée de façon si délibérée, si clairvoyante ?

A. Rossi : PHYSIOLOGIE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS (Editions Self).

L'ouvrage de A. Rossi mérite le titre d'œuvre historique. Par sa valeur documentaire et par la méthode d'analyse de l'auteur. Il s'agit de décrire l'action et la vie du parti communiste de 1940 à 1942 — de l'armistice à la guerre germano-soviétique, pendant les premiers mois de celle-ci. Deux premières parties consacrées à la politique — du parti — une troisième à son organisation, une quatrième au recrutement du parti, à son influence, aux causes de son succès, aux moyens d'y remédier...

Pour écrire son livre, Rossi a dépouillé toute la littérature communiste clandestine, à l'usage externe ou interne. Et sa critique minutieuse des documents en tire vraiment l'essentiel. La seule objection que l'on puisse présenter tient à la difficulté de déceler les véritables inspirations à travers des textes, même destinés aux militants du parti. Mais si l'effort de Rossi n'éclaire qu'un aspect du problème, il n'en est pas moins indispensable, et l'historien de l'avenir travaillera avec une solide confiance sur les matériaux groupés ici. Il est toujours difficile de ne pas interpréter simplement toute action communiste comme un moyen de pression de Staline sur le plan international.

Avait-on vraiment espéré que la débâcle française aboutit à l'installation d'un gouvernement communiste s'aménageant à l'abri du pacte germano-soviétique ? Des autorités nazies avaient-elles envisagé cette solution en 1940, avant que Montoire déterminât un essai de collaboration avec Vichy ? Staline entendait-il simplement exercer, par le canal du communisme français, un chantage constant sur son allié provisoire ? Le tournant de juin 1941 — provoqué par Hitler — a simplifié évidemment le problème. Il apparaît d'une brutale clarté, dans les documents analysés par Rossi.

Celui-ci est qualifié pour tirer de cette étude des conclusions solidement assises. Il a vécu le socialisme italien d'avant la guerre de 1914, il a participé pendant de longues années à la vie de l'Internationale communiste et à la bataille antifasciste. Son retour au socialisme ne se présente pas comme une cassure dans son évolution. S'il a pu, sous l'occupation, rassembler sa documentation grâce à ses contacts avec l'administration de Vichy, il affirme qu'il a participé pendant quarante-deux mois à la lutte contre l'occupant dans « **l'état de mort en sursis qui a été celui de tous les éléments actifs de la Résistance** ».

L'art de l'observateur et la main du médecin sont ici éduqués par une pratique à la fois longue et multiple... et dirigés par une intelligence lucide, une sincère et sobre émotion, une forte capacité de travail et d'analyse.

On peut s'étonner de la publication retardée de ce livre. Rossi nous informe qu'au lendemain de la libération, toutes les portes auxquelles il a frappé sont restées fermées.

Mais un homme... d'**Esprit**... M. J. M. Domenach, explique ce retard en ce style qui s'apparente à la rouerie du paysan normand (P't'être ben qu'oui... P't'être ben qu'non !) et aux restrictions mentales du jésuite (La liberté !... Oui, mais !... — L'esprit critique... sans doute... quoique !...) et qui caractérise le stalinisme honteux et prudent. Dans la chronique bibliographique d'**Esprit** de décembre 1948, à côté d'une glorification de Maurice Thorez... « **le chef exceptionnel du communisme français...** » (sic), on trouve un rapprochement significatif entre l'œuvre de Rossi et les productions consacrées à la réhabilitation de Vichy et de la collaboration. Attaquer le communisme... c'est discréditer la Résistance ! Ici la perfidie paye ! Car ce qu'il faut empêcher à tout prix c'est la lecture du livre et des documents qu'il contient. Aucun lecteur de bonne foi ne peut douter de la fermeté du « patriotisme français » de Rossi — indiscret à nous en gêner — et de la tragique duplicité stalinienne. Il faut que les répugnances qui ont fermé les portes des éditeurs pendant quatre ans éloignent encore du livre les gens de bonne foi que leur candeur accroche à la fausse objectivité des gens d'**Esprit**.

Ne pas lire Rossi... ne pas lire Kravchenko... ne pas lire Valtin... voilà la consigne... Telle l'étiquette « Maintenir à l'abri de l'humidité » sur certaines boites alimentaires. Car cela peut se corrompre si vite... ces nourrissantes certitudes, ces comprimés « d'idées générales » dont la consommation facile n'exige aucune préparation particulière.

En voulez-vous une preuve ? Voyez l'appendice, avec des documents ajoutés par Rossi postérieurement à la rédaction du livre. « **Rien ne prouve une collaboration pratique avec l'occupant** », affirme M. Domenach. Rien... pas même le récit des démarches communistes à l'ambassade d'Allemagne... que nos lecteurs connaissent ! Pas plus que les instructions du P.C.F., après l'armistice où s'inscrit le mot d'ordre « **lutte pour la légalité !** »

D'un intérêt passionnant, d'ailleurs, tous les documents de cet appendice. La vérité sur les grèves des mineurs de mai-juin 1941, dont le « patriotisme » (!?) de Thorez n'est nullement responsable. Le tripatouillage de « l'Appel au peuple français » de Thorez et de Duclos, publié en juillet 1940. Le cas de Paul Nizan, tué à Dunkerque en 1940, assassiné moralement par les staliniens, après la libération. Les cas de Guéguen, maire de Concarneau, épuré de la liste des fusillés de Châteaubriant — de Bénenson, mort d'épuisement en Allemagne, dont il n'est pas permis de mentionner le nom parmi les morts pour la France — de Sulpice Dewez, victime d'un attentat à son retour de Büchenwald — de Valat, emprisonné par les Allemands, libéré par l'armée française, fusillé par les F.T.P. — de Piginnier, de Nicod... de pas mal d'autres, qui furent assez logiques dans leur patriotisme pour réprouver le pacte Hitler-Staline, avant de combattre dans l'armée ou dans la Résistance... Renseignez-nous, M. Domenach... vous, qui mériteriez de figurer parmi les subtils « pères » du jésuite de Pascal ! Ces assassinats par la mitraillette... ou par la calomnie... est-ce de la tactique ? ou de la stratégie ? Est-ce conforme à la ligne inflexible suivie par Thorez depuis 1922 : « **lier le patriotisme et la cause ouvrière** » (sic !) ?

Rossi a voulu non pas signaler ce qui est « exorbitant », « **mais décrire dans le monde communiste, ce qui correspond à ses activités normales et à sa nature profonde** ». D'où son titre ? Supercherie... affirme M. Domenach. Preuve supplémentaire de la sincérité d'intention de l'auteur et de l'efficacité de la méthode employée. C'est ce succès dont s'irrite M. Domenach — c'est que la « réalité » communiste se dégage des grossières polémiques réactionnaires, comme des laborieuses et lourdes périphrases des... staliniens... en robe courte.

Dans sa préface, écrite en 1948, Rossi veut, malgré ses craintes et ses angoisses, réagir contre tout pessimisme. L'action possible se place « **sous le signe des Etats-Unis d'Europe** ». Nous ne sommes pas convaincus par ses propos sur l'unité française, l'unité européenne, l'accord entre le socialisme et « l'éthique chrétienne ». Ce n'est pas nous... ce sont les staliniens... qui ont trahi le communisme. Et cette trahison ne justifie pas le reniement de nos idées fondamentales. Mais les méditations de Rossi appellent les nôtres sur les plus graves problèmes. Et ce n'est pas là un mince mérite !

R. H.

La mesure qu'il voulait pour lui, il la réclamait pour les autres, même quand il savait que ceux-ci ne lui rendraient pas la pareille s'ils étaient les maîtres.

Ernest RENAN.

(Discours de réception de Pasteur, à l'Académie française)

FAITS et DOCUMENTS

L'A. F. of L. contre Walter Schevenels

Le Comité de l'A. F. of L. pour les relations avec le mouvement ouvrier international a publié, le 2 février 1949, une déclaration dont nous extrayons les passages essentiels :

L'A.F. of L. reste irrévocablement opposée à la nomination de M. Schevenels parce qu'il n'est pas qualifié pour occuper un poste aussi important dans les rangs du mouvement syndical international démocratique. Le secrétaire du C.S.C. (Comité syndical consultatif) doit jouir de la confiance et du respect de toutes les organisations nationales affiliées. Autrement, il sera incapable de s'assurer leur collaboration effective indispensable au succès de l'E.R.P. M. Schevenels ne jouit pas de cette confiance et de ce respact.

L'activité de M. Schevenels dans l'ancienne Fédération syndicale internationale montra que, bien que factieux infatigable, il a été incapable d'être le porte-parole responsable et constructif de l'ensemble de l'organisation. Jusqu'à présent, nous n'avons même pas reçu un compte rendu des sommes que nous avions payées à la F.S.I., par l'intermédiaire de M. Schevenels.

En outre, M. Schevenels a été intimement et officiellement associé à la soi-disant F.S.M. — qui a été, dès le début, une Cinquième colonne camouflée de la Russie au sein du mouvement syndical international. En tant que secrétaire de la F.S.M., il a étroitement collaboré avec les communistes dans toutes leurs entreprises et, particulièrement, dans leur campagne en vue de détruire l'efficacité et l'indépendance des Secrétariats professionnels internationaux qui sont l'élément vital de tout mouvement syndical international solide. Tout récemment, en novembre 1948, M. Schevenels tenta de mobiliser le mouvement syndical mondial en faveur de la grève dans les mines qu'avait provoquée le parti communiste français, de façon criminelle et sur l'ordre du Kominform, afin de paralyser la reconstruction économique en France.

L'A. F. of L. est particulièrement surprise de ce qu'on ait pu concevoir l'idée de proposer au poste de secrétaire du C.S.C. un responsable en vue de la F.S.M., laquelle a constamment poursuivi une politique d'hostilité acharnée contre le programme de relèvement de l'Europe (E.R.P.). Etant donné que l'A. F. of L. a été la première organisation à concevoir et à proposer l'idée de la collaboration syndicale internationale en vue de garantir le succès du Plan Marshall, nous notons avec une inquiétude particulière le fait qu'au moment où on proposait la nomination de Schevenels au poste de secrétaire du C.S.C., il n'avait pas encore résigné sa fonction de secrétaire de la F.S.M. et n'avait fait non plus aucune déclaration prouvant son intention de rompre les relations avec cet organisme dominé par le communisme russe.

L'A. F. of L. ne saurait trop souligner qu'une personne aussi intimement liée à la F.S.M. et devenue un symbole de cette dernière et de son opposition au Plan Marshall ne saurait inspirer confiance et rallier le mouvement syndical en vue du soutien enthousiaste et énergique de l'E.R.P.

Pour ces raisons, l'A. F. of L. se trouve dans l'impossibilité de reconnaitre la nomination de M. Schevenels ou de collaborer avec lui. Aussi longtemps que M. Schevenels restera en fonction nous serons forcés de ne payer aucune cotisation au C.S.C. Dans ces conditions, nous sommes forcés d'ajourner la décision sur la demande de fonds et contributions supplémentaires qui nous a été adressée par la session du C.S.C. à Berne. Nous ne pouvons faire, en bonne conscience, des contributions qui violeraient nos obligations envers les membres de notre organisation.

La résolution de l'A. F. of L. sur l'Internationale syndicale

Dans les premiers jours de février, le conseil de l'A.F. of L. a pris une résolution qui confirme les déclarations signalées le mois dernier par Monatte, suivant lesquelles les organisations doivent traiter sur un pied d'égalité et la nouvelle Internationale syndicale être entièrement indépendante des partis, des gouvernements et des employeurs.

La reconstitution d'une Fédération Internationale de Syndicats libres, proclame la résolution, ne peut pas et ne doit pas être le monopole d'une seule organisation syndicale nationale ou l'œuvre d'une coalition ou d'un bloc composé d'un nombre restreint d'organisations. A cet égard, il faut complètement rompre avec la politique de grandes puissances qui, dès ses débuts, a caractérisé la création et le fonctionnement de la F.S.M.

Une véritable Fédération Internationale Syndicale doit évidemment être soigneusement préparée et développée. Elle ne peut pas être créée en un jour, par un coup de baguette diplomatique ou par une assemblée avec une mise en scène somptueuse.

L'A.F. of L. insiste sur la nécessité de discussions collectives préliminaires entre les mouvements syndicaux libres du monde, quelles que soient leurs forces numériques ou l'étendue géographique des pays auxquels ils appartiennent.

Le mouvement syndical, même dans le plus petit pays, doit être traité sur une base d'égalité avec les mouvements de la nation la plus grande et la plus puissante. Cela est impératif afin d'assurer une action véritablement collective et démocratique et pour réaliser un accord fondamental indispensable en vue de la création d'une Fédération Internationale de Syndicats libres de bonne foi.

Il devrait être clair maintenant que toutes les contributions financières faites par les syndicats libres affiliés à une organisation telle que la F.S.M. ont uniquement servi à étayer cette œuvre dominée par les communistes, créée en vue de la destruction de tout ce que ces mouvements ont défendu et pour quoi ils ont lutté.

Il faudra tenir largement compte des leçons de cette expérience tragique en construisant une organisation internationale solide de syndicats libres. Sinon, la nouvelle Fédération Internationale sera mort-née ou sera vite condamnée.

En effet, une coopération internationale vivante ne doit pas consister en des phrases creuses, quel que soit leur accent militant. Elle ne peut non plus être un écho ou une réplique des politiques gouvernementales. Pour être authentique, une Fédération Internationale de Syndicats libres doit, dans ses parties constituantes et en tant qu'entité mondiale, être entièrement indépendante de tous les partis politiques, des gouvernements et des employeurs.

La non-collaboration en Italie

Une nouvelle forme de lutte ouvrière se manifesterait en Italie, si nous en croyons une lettre au **Monde** (3 mars) de son correspondant à Rome, M. Jean d'Hospital :

Dans une usine un ouvrier travaille devant un tour. A un certain moment il a besoin d'une clef anglaise pour resserrer un boulon qui cède. Il ne se rend pas à l'atelier de fournitures tout proche pour la prendre, il ne la demande pas à son voisin qui vient de s'en servir. Il arrête sa machine (il serait malhonnête de la laisser fonctionner dans ces conditions) et appelle son chef d'équipe, ou son contremaître, ou l'ingénieur, ou n'importe quel commettant dans la hiérarchie du labeur, et lui signale qu'une clef anglaise lui est indispensable. On la lui procure en la lui portant. Il fixe le boulon. La machine est remise en marche. Il y a eu cinq minutes d'arrêt : non-collaboration.

Dans une fonderie la coulée d'acier en fusion est déversée dans des creusets. Midi. La sirène retentit. Le fondeur lâche son appareil à la seconde et s'en va. Ça donnera ce que ça donnera. Ça ne le regarde pas. Le remplaçant débloquera le métal refroidi de la distribution : non-collaboration.

Dans un laboratoire le chimiste éprouve la résis-

tance d'un alliage. Un ressort grince. Il ne lui appartient pas, d'après son contrat, de le huiler. Ce service relève d'un manœuvre, qui est occupé à côté. Il lui suffirait de tendre la main pour s'emparer de la burette... Il attendra le retour du préposé : non-collaboration.

Je ne choisis pas des cas extrêmes, mais courants, banaux, permanents.

Ils suffisent pour que l'on sache que le non-collaborateur est irrépréhensible. Il est payé pour accomplir telle besogne et s'en acquitte exemplairement. Il ne commet pas de faute professionnelle. Il arrive et part à l'heure établie. Il est attentionné, habile dans son métier : il ne collabore pas. S'il était isolé ses propres camarades l'élimineraient parce qu'il complique leur tâche et entrave la production. Mais tout le corps ouvrier de la maison épouse la méthode qui consiste pour chacun à ne faire exclusivement que ce pour quoi il est engagé et rétribué. Il n'y a pas, à proprement parler, sabotage ni même grève perlée. C'est de la non-collaboration. Il va sans dire qu'elle sous-entend le refus des heures supplémentaires et des primes de rendement.

Selon des estimations raisonnables elle est appliquée en Italie, pour l'instant, par environ un demi-million d'hommes appartenant aux industries métallurgiques, et notamment dans de grosses sociétés comme la Fiat, l'Ilva, la Montecatini, la Terni.

Suivant les équipements et les organisations, elle se traduit par une diminution de la production oscillant entre 5 % au minimum et 16 % au maximum. Tels en sont les résultats observés à ce jour.

...D'où vient la méthode ? Elle n'a pas germé spontanément dans les fabriques de Milan et de Turin. Elle est née quelque part. Elle a été nourrie, elle a pris forme. Est-ce un révolutionnaire obscur qui l'a inventée dans un taudis de désespoir ? Ou un groupe de prolétaires dépourvus d'appui syndical ?

A Rome on se risque à penser qu'elle viendrait de Russie. Les fameux « saboteurs » qui étaient condamnés par fournées au cours de procès monstres devant des tribunaux expéditifs auraient été les propagateurs de la non-collaboration. Les autorités soviétiques, après avoir émoussé brutalement cette arme redoutable, auraient conseillé à leurs fidèles du Piémont et de la Lombardie d'en éprouver la trempe chez eux, puisque aussi bien les mœurs et les coutumes de la République démocratique italienne interdisent aux pouvoirs publics de la briser par le sang ou les travaux forcés.

Ce n'est qu'une hypothèse, et je ne la présente que comme telle.

Le chômage en Belgique

Le chômage se développe en Belgique depuis quelques mois. Dans le *Peuple* de Bruxelles du 27 janvier 1949, nous lisons la résolution adoptée à ce sujet par le Comité national de la Fédération générale du Travail :

Le Comité national de la F.G.T.B. réuni à Bruxelles, le 25-1-1949 ;

Après avoir procédé à un large examen de la situation du chômage en Belgique, dans ses divers aspects économiques et sociaux ;

Constate que la subite aggravation du chômage tient à des causes dont les origines sont tant d'ordre national qu'international, et dénonce particulièrement une renaissance regrettable des nationalismes économiques ;

Le Comité national affirme sa conviction que plus que jamais la coopération internationale sur le plan économique s'impose pour empêcher les crises économiques, et donner à chaque pays le maximum de chance de produire, d'acheter et de vendre en vue d'assurer le bien-être de sa population ;

Se déclare prêt à appuyer tous les efforts visant à assurer la restauration économique internationale et à favoriser une coopération internationale ouverte à chaque pays.

Sur le plan intérieur, le Comité national proclame que le premier devoir de la nation est de garantir le droit au travail.

Dans un souci de justice et de solidarité et en vue d'assurer à chacun le maximum de chance de rester au travail, le Comité national réclame :

1°) La limitation de la durée du travail au maximum huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine ;

2°) En cas de réduction de l'activité, interdiction de licenciement massif et application du roulement du travail dans les entreprises qui s'y prêtent ;

3°) Une réglementation sévère de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère ;

4°) La création des moyens de transport et de logement convenables en vue de favoriser la mobilité interrégionale et interprofessionnelle de la main-d'œuvre ;

5°) En attendant l'interdiction complète du travail à domicile, réglementation, contrôle, surveillance et application de la semaine de quarante-huit heures ;

6°) L'interdiction du cumul d'un salaire et d'une pension lorsque celle-ci assure le minimum vital ;

7°) La prolongation de la scolarité en corrélation avec la formation professionnelle.

Le Comité national exige, en outre, une politique économique dirigée sur le plan national et international impliquant : l'exploitation rationnelle des possibilités d'absorption du marché intérieur ; l'augmentation continue du standard de vie des masses laborieuses ; l'adoption d'un budget cyclique pour le financement des grands travaux d'utilité publique ; la constitution d'une réserve de conjoncture par prélèvements sur les bénéfices ; la création contrôlée de nouvelles industries dans les régions où il existe des réserves de main-d'œuvre.

FAITS DU MOIS

MARDI 1er FEVRIER. — Entrée des troupes communistes chinoises à **Pékin.**

MERCREDI 2. — **Grève dans les hôpitaux** déclenchée par les quatre organisations du personnel : C.G.T., C.F.T.C., F.O., Cadres autonomes.

JEUDI 3. — Ouverture à **Budapest** du procès du cardinal Mindszenti.

SAMEDI 5. — Le général Markos est « limogé » par le parti communiste grec.

LUNDI 7. — Le cardinal Mindszenti est condamné à la prison perpétuelle à **Budapest.**

SAMEDI 12. — Victoire des Unionistes aux élections d'Irlande du Nord.

DIMANCHE 13. — Congrès de **l'Union des métaux C.G.T.** de la région parisienne qui déclare : « Les ouvriers ne feront jamais la guerre à l'U.R.S.S. » et qui réclame la signature de la convention collective pour le 15 mars.

Gaston Bergery est acquitté par la Cour de justice.

LUNDI 14. — La C.G.T. prend des sanctions contre deux membres du Comité d'entreprise des établissements **Sainrapt et Brice.**

En **Chine,** les forces gouvernementales évacuent la région de Changhaï.

MARDI 15. — Journée revendicative **des fonctionnaires C.G.T.**

MERCREDI 23. — **L'Egypte** et **l'Etat d'Israël** signent à Rhodes un armistice définitif.

L'U.R.S.S. annonce aux Nations Unies qu'elle n'acceptera pas le recensement de ses forces armées.

Déclarations de Maurice Thorez au Comité central du parti communiste sur « **la menace de guerre contre l'U.R.S.S.** ».

JEUDI 24. — Discussion à l'Assemblée Nationale sur les déclarations de Maurice Thorez.

VENDREDI 25. — Ouverture à Bruxelles du **premier Congrès pour l'Europe Unie.**

Perquisition dans divers journaux et organisations communistes. Des inculpations suivent ces opérations.

Philippe Lamour, secrétaire général de la **Confédération Générale de l'Agriculture,** annonce que la Confédération est disposée à lancer la « grève des achats » si les prix agricoles continuent à s'effondrer.

ENTRE NOUS

NOS COMPTES DE L'ANNEE 1948

Avec nos excuses pour le retard, nous vous présentons ci-dessous nos comptes de l'année 1948. Voici d'abord notre compte de gestion, recettes et dépenses pour les douze mois :

RECETTES

Abonnements ordinaires	429.948
Abonnements de soutien	117.050
Souscription	58.889
Souscription pour le papier	81.995
Vente au numéro	83.328
Publicité	37.252
Ventes librairie	19.514
	827.976

DEPENSES

Impression des 12 numéros	659.396
Routage et timbrage	32.198
Clichés	1.750
Achat de bandes	6.700
Timbres-poste pour envoi de numéros, des circulaires et du courrier	29.190
Installation du téléphone	10.428
Frais généraux	15.523
Achats librairie	15.744
Complément de la provision pour abonnements restant à servir	50.000
	820.929
Excédent pour l'exercice 1948	7.047

⁂

Vous voudrez bien remarquer la modicité du poste « Frais généraux » qui se décompose comme suit :

Mandats-cartes	1.050
Frais mandats chèque postal	1.111
Fournitures de bureau et d'emballage	7.909
Livraisons et transports	570
Entretien et chauffage	3.008
Téléphone (abonnement, communications)	1.875
Total	15.523

On pourrait difficilement faire à moins. Il est vrai que nous ne payons pas de loyer. D'autre part, pas un seul franc n'a servi à rétribuer le travail de rédaction et d'administration.

Et voici, maintenant, notre **Bilan au 31 décembre 1948 :**

ACTIF

Caisse		7.898
Chèque postal		85.114
Stock papier		117.796
Débiteurs divers		1.000
Actif proprement dit		211.808
Compte de résultats :		
Déficit à fin 1947	67.833	
Moins l'excédent 1948 (ci-dessus)	7.047	
		60.786
Total		272.594

PASSIF

Dettes d'avant 1939	8.064
Dépenses restant à payer (réglées janvier)	61.120
Provision pour abonnements restant à servir	200.000
Créditeurs divers	3.410
Total égal	272.594

Comme nous l'avons indiqué en rendant compte de l'année 1947 (R.P. de janvier 1948) il est indispensable pour être exact de consigner dans notre comptabilité une somme correspondant approximativement à l'engagement que nous prenons envers nos abonnés de leur servir la revue sans interruption. A fin 1947, nous estimions cet engagement à la valeur de trois numéros, soit 150.000 francs. L'élévation des prix nous oblige à porter à 200.000 francs cette provision à fin 1948. Si nous ne prenions pas cette précaution, nous vous présenterions un résultat qui ne correspondrait pas à la réalité.

Quelques explications s'imposent aussi à propos du papier. En septembre dernier, l'occasion nous fut offerte par deux amis — que nous tenons à remercier publiquement — d'acquérir 3.600 kilos de papier au prix de 39 francs le kilo. Soit une dépense de 140.186 francs, couverte en partie par une souscription exceptionnelle ayant produit 81.995 francs. Remercions également les camarades qui, par leurs versements, nous ont permis de réaliser une économie très substantielle. Depuis et y compris le numéro de septembre, nous sommes devenus nos propres fournisseurs de papier. Le papier nous revient moins cher. Nous avons pu, de cette façon, absorber l'élévation des tarifs d'impression. Sur cette dépense, il nous restait, le 31 décembre, environ 3.000 kilos de papier dont la valeur d'achat figure à notre actif pour 117.796 francs. Cela veut dire que nous possédons du papier pour plus d'une année. Et du papier payé.

Au surplus, nous sommes à votre disposition pour vous donner tous autres renseignements désirables. Mais nous voulons encore attirer votre attention sur d'autres chiffres importants.

Le 31 décembre 1947, nous comptions 1.148 abonnés.

Le 31 janvier 1949, nous en comptions 1.532.

⁂

L'amélioration de notre état financier provient essentiellement de cette montée. Mais il importe que l'ascension ne se ralentisse pas. Il faut que nos amis n'arrêtent point leur effort, qu'ils continuent à nous procurer des abonnements nouveaux, de préférence par recrutement direct, à défaut en nous envoyant des listes d'abonnés possibles.

En esquissant un budget à fin 1947, nous avions prévu une dépense d'impression pour 1948 de 600.000 francs. Nous avons publié en 1948 12 numéros de 32 pages, avec un tirage moyen de 3.000 exemplaires, qui nous ont coûté exactement ce qui suit :

Impression :	
8 numéros (papier fourni par l'imprimeur)	435.500
4 numéros (avec notre papier)	204.610
Rectificatif	9.800
Marbre	9.486
Routage et timbrage des 12 numéros	32.198
Total	691.594

La dépense s'est révélée supérieure de près de 100.000 francs à nos prévisions. Or, en nous fondant sur le prix du dernier numéro de 1948, il faut prévoir, pour 1949, au minimum 60.000 francs par mois pour l'impression et le routage, c'est-à-dire environ 720.000 francs pour l'année. Peut-être plus. Peut-être 800.000, si, comme nous le souhaitons, notre tirage augmente.

Il dépend de vous, amis de la R.P., que nous puissions faire face à ce supplément de dépenses, en marchant hardiment sur la route des 3.000 abonnés !

Un camarade tunisien

Nous demande les numéros 11 et 12 de la R.P. (novembre et décembre 1925) se rapportant au procès de la Confédération générale des travailleurs tunisiens (C.G.T.T.).

Merci au camarade qui pourrait nous les procurer.

Le Gérant : J.-P. FINIDORI



Editions Polyglottes,
232, rue de Charenton. — Paris (12).

D'où vient l'argent ?

MOIS DE FEVRIER 1949

RECETTES

Abonnements		
Ordinaires	78.610	
Soutien	10.500 =	89.110
Souscriptions		6.460
Participation à l'achat du papier		1.800
Vente au numéro		7.953
Publicité et divers		2.794
Total des recettes		108.117
En caisse au 1er février		26.466
		134.583

DEPENSES

Frais généraux :		
Timbres, P. T. T.	6.418	
Divers	1.018 =	7.436

SOLDE

En espèces	21.184	
Aux chèques postaux	105.963 =	127.147
Dû : Impression du Nº de février		52.120

SOUSCRIPTIONS DE FEVRIER 1949

Philippon (Cher) 100 ; Prat (Paris) 20 ; Mme Terrien J. (S.-et-O.) 20 ; Vuillet (Jura) 100 ; Dhier (I.-et-L.) 100 ; Collinot (I.-et-L.) 50 ; Puech A. (S.-et-O.) 20 ; Bouvier (Hautes-Alpes) 100 ; Pihen J. (Paris) 100 ; Jouhet F. (Vaucluse) 100 ; Bourillon (Oise) 200 ; Mora J. (S.-et-O.) 200 ; Mme Cordier (Paris) 100 ; Baudet L. (Oise) 60 ; Mounolou J. (Gir.) 100 ; Lèbre J. (Ardèche) 50 ; Claveyrollas (Loire) 100 ; Mlle Dérieu M. (Loire) 100 ; Milhas L. (Hautes-Pyrénées) 100 ; Sistig L. (Eure) 20 ; Vaquez P. (Oise) 50 ; Caux A. J. (Nord) 100 ; Le Jeune J. (Finistère) 100 ; Billecoq (Oise) 100 ; Mme Costentin M. (Seine) 100 ; Laheurte H. (Vosges) 50 ; Couic A. (Finistère) 100 ; Suchet (B.-P.) 50 ; Aulas J. (A.-M.) 100 ; Barbier H. (Seine) 20 ; Dugne R. (P.-de-C.) 100 ; Moreau A. (Yonne) 70 ; Rosé (Paris) 100 ; d'Espinassous (Seine) 50 ; Morvezen R. (Morb.) 100; Stanesco (Paris) 100 ; Grenet H. (Seine) 20; Lermillier A. (Oise) 50; Toesca (Seine) 100; Guigui (Suisse) 100 ; Léger G. (Seine) 400 ; M. M. (Seine) 1.000 ; Larouche P. (Paris) 500 ; Bollengier (Paris) 70 ; Renaud G. (Tunisie) 100 ; Durand C. (Yonne) 100 ; Tlili (Tunisie) 100 ; Magri J. (Bas-Rhin) 100 ; Imbert M. (Rhône) 20 ; Guillet R. (P.-de-C.) 100 ; Cuny A. (Paris) 100 ; Heydebrand G. (Suisse) 100 ; Mme Wurmser (Paris) 100 ; O. B. (C.-du-N.) 100 ; Zahm (Paris) 100 ; Duhau E. (S.-et-O.) 20 ; Bicrel F. (M.-et-L.) 50. — Total : 6.460 francs.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Salmet R. (Paris) 1.000 ; Bonnier L. (Maroc) 1.000; Chapey H. (Paris) 1.000 ; Marie G. (Paris) 1.000 ; Poulet H. (S.-et-O.) 1.000 ; Mme Martinet (M.-et-L.) 1.000 ; Espinasse A. (Haute-Savoie) 1.000 ; Loiseau J. (Rhône) 1.500 ; Maupioux G. (Seine) 1.000 ; Grandjouan (Paris) 1.000. — Total : 10.500 francs.

PARTICIPATION A L'ACHAT DU PAPIER

Ballot G. (Orne) 200 ; Arquer R. (Paris) 500 ; Perpa M. (Côte-d'Or) 100 ; Franssen G. (Paris) 1.000. — Total : 1.800 francs.